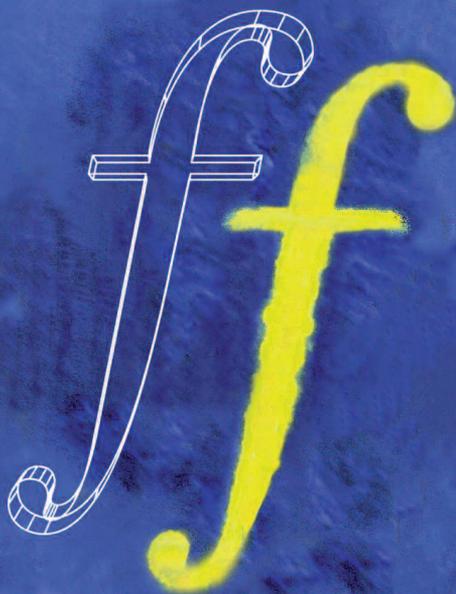


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 43 10 €



LE MONDE ARABE :
NOUVEL ACTEUR
DE LA
MONDIALISATION ?

S o m m a i r e

France Forum • n°43 • nouvelle série • septembre 2011

Éditorial	2
-----------------	---

LE MONDE ARABE : NOUVEL ACTEUR DE LA MONDIALISATION ?

Présentation du colloque par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris	3
Première table ronde : enjeux géopolitiques par François Gouyette, Edmond Jouve, Xavier Rauffer, Saïd Zulficar, Bertrand Badie (intervention non publiée)	6
Deuxième table ronde : enjeux économiques par Moncef Cheikh-Rouhou, Doaa Abdel-Motaal, Anouar Hassoune, Jean-Pierre Filiu	20
Troisième table ronde : enjeux de société par Mohammed El Oifi, Khaled Al Khamissi, Kebir Mustapha Ammi, Souhayr Belhassen	38
Quatrième table ronde : enjeux d'intégration par Joseph Bahout, Jean-Marie Cavada, Catherine Morin-Desailly, Abderrahim Atmoun, Bariza Khiari	49
Conclusion du colloque par Lakhdar Brahimi	62

DOSSIERS ET ÉTUDES

Les mutations du marché énergétique mondial par Nicolas Sarkis	65
Otto de Habsbourg : un souverain, un européen par Charles Delamare	70

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall	74
---	----

IL Y A CINQUANTE ANS

Le drame algérien : sept ans bientôt par Jean Lacouture	75
--	----

Éditorial

Le monde arabe s'est réveillé. *France Forum*, qui lui a souhaité le « bonjour » dans son numéro précédent, publie ici le compte rendu du colloque organisé par la nouvelle fondation Jean Lecanuet, sous la présidence du sénateur Yves Pozzo di Borgo, au Sénat, le 27 juin dernier.

Le thème du colloque répond à une interrogation répandue en particulier dans l'Union européenne et aussi chez beaucoup de révolutionnaires arabes.

D'où l'organisation des débats en quatre tables rondes. Elle a permis d'aborder – Sonia Mabrouk, puis Fethi Ben Brahim dirigeant les débats avec efficacité – les questions principales, certains diront les hantises, que suscitent les grands mouvements populaires en cours. Ce numéro de votre revue lui est largement consacré.

Il est apparu au comité de rédaction que la qualité des exposés et l'intérêt qu'ils ont suscité auprès d'une assistance nombreuse et passionnée méritaient qu'ils soient reproduits *in extenso*.

Nos lecteurs y trouveront des motifs de

réflexion, qui ne concerneront pas seulement le monde arabe, si proche par la géographie et l'histoire, mais si différent par la religion et la culture. Ils provoqueront certainement un retour sur notre propre conception de la vie en société et du rapport avec le reste du monde. La mondialisation, dont nous avons ici marqué les progrès économiques, se manifeste sur les rives opposées de la Méditerranée, au beau milieu d'un tumulte d'espérances et de problèmes. Elle exige de notre part une ouverture cordiale et bienveillante, mais critique et prudente envers ces pays qui, soudain, nous sont apparus plus proches, plus familiers, plus dignes d'intérêt. Tant d'occasions d'une rencontre amicale, fraternelle même, ont été manquées au cours de notre histoire commune, mais souvent conflictuelle ! Notre revue est heureuse, en publiant les actes de ce colloque, de contribuer, suivant sa vocation, à la compréhension mutuelle avec des hommes en proie aux joies et aux peines de la liberté !

Le comité de rédaction

Le monde arabe : nouvel acteur de la mondialisation ?

– Présentation du colloque –

par Yves POZZO di BORGIO,
sénateur de Paris

Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les anciens ministres, Monsieur le Président de la Commission des affaires étrangères et de la défense, Mesdames et Messieurs les intervenants, chers amis, je suis très heureux de vous recevoir, ici, au Sénat pour ce premier colloque organisé par la fondation Jean Lecanuet.

Je remercie le groupe de l'Union centriste présidé par François Zocchetto et nos amis de la revue *France Forum* qui ont bien voulu être nos partenaires pour cet événement.

Vous trouverez, à l'entrée de la salle, le dernier numéro de *France Forum* consacré à la révolution arabe. La revue existe depuis 1957 à l'initiative de Étienne Borne et de Jean Lecanuet. Elle a toujours été un formidable champ d'expression du dialogue et de la diversité. Elle est actuellement animée par Charles Delamare qui nous a permis de continuer à faire vivre cette revue et que je remercie chaleureusement.

Je voudrais également remercier les intervenants qui, malgré des emplois du temps très chargés, se sont libérés pour apporter leur contribution à notre colloque et parfaire notre connaissance du monde arabe et des enjeux auxquels il est confronté.

Je remercie enfin Sonia Mabrouk et Fethi Ben Brahim qui ont accepté d'être les modérateurs et, surtout, les maîtres du temps, car je sais qu'avec un tel sujet et des invités aussi passionnants et passionnés les temps de parole impartis sont toujours trop courts.

Je vous dois tout d'abord quelques mots sur notre fondation en cours de création, la fondation Jean Lecanuet.

Notre fondation repose sur trois socles : le Centre, l'Europe, la démocratie et l'International, le quatrième socle, comme dans *Les Trois Mousquetaires*. Ces quatre piliers étaient aussi les quatre passions de Jean Lecanuet. Le grand public, les plus anciens ou ceux qui s'intéressent à l'histoire politique, se souviennent de l'élection présidentielle de 1965 et de la performance de Jean Lecanuet qui réussit

à mettre en ballottage le général de Gaulle.

Nous, ses amis, ses héritiers, nous nous souvenons de 1965, mais avons surtout à l'esprit le résistant, l'homme de cœur, l'homme d'idées. Il parlait toujours du « combat pour l'idée ». Je pense que c'est même ce qui l'a empêché de capitaliser, comme on dit aujourd'hui, sur cette élection de 1965 pour aller encore plus haut, j'entends d'un point de vue électoral.

Sa passion pour l'Europe et la démocratie, c'est en tout cas ce dont nous souhaitons témoigner et que nous voulons faire revivre à travers la fondation qui lui est dédiée et qui est en train de naître.

La fondation sera un lieu de mémoire et de recherche sur Jean Lecanuet, sur le centrisme, mais elle sera surtout un lieu de partage et de dialogue où tous les démocrates pourront se retrouver au fil de nos activités et, bien sûr, un lieu de réflexion où l'on pensera à l'avenir du monde et à celui des hommes, un lieu de fidélité, mais surtout un lieu de fidélité créatrice, un lieu d'espérance.

Les fondations, notamment les grandes fondations allemandes de l'après-guerre, la fondation Adenauer et la fondation Ebert, sont évidemment nos modèles. Nous n'atteindrons jamais leur puissance et leur influence, tout simplement parce que le financement des fondations en France n'est pas le même, mais nous pouvons nous inspirer de leur philosophie.

Je pense notamment à leur travail au service de la démocratie et à leur ouverture, à toutes celles et à tous ceux qui, dans le monde, s'efforcent d'être des pionniers ou des garants de l'idée démocratique. Ils savent, comme nous, que la démocratie n'est pas une évidence acquise une fois pour toutes, mais, au contraire, qu'elle est un bien fragile, un bien souvent menacé.

Oui, la démocratie, ce n'est ni une évidence historique ni une évidence géographique et les fondations avec, bien sûr, d'autres institutions ont, je crois, cette mission essentielle de se mettre au service de la démocratie, de témoigner, de former et d'expliquer. À notre modeste échelle, c'est ce que nous essaierons de faire.

Est-ce un hasard ? Je ne le pense pas, mais c'est justement dans le monde arabe que les fondations ont été les plus rares au cours des dernières décennies. En tout cas, c'est la partie du monde où, dans les études ou les classements disponibles sur ce sujet, on a recensé le moins de fondations ou d'institutions déclarées de réflexion, car d'autres fondations importantes existent dans le monde arabe.

La démocratie aurait-elle fait irruption plus vite si les choses avaient été différentes et si les sentinelles démocratiques avaient été des fondations plus que des personnalités parfois isolées ou même exilées ? Je ne le sais pas. En revanche, peut-être aurions-nous été moins aveugles, plus attentifs, plus perspicaces.

Oui, c'est une question qui taraude beaucoup d'entre nous. Nous qui sommes si proches du monde arabe, nous qui l'aimons tant, pourquoi cet aveuglement ?

Est-ce le propre de beaucoup de révolutions de surgir quand on ne les attend pas ou quand on ne les attend plus ?

Vous vous souvenez, quelques mois avant Mai 68, le journal *Le Monde* écrivait : « *La France s'ennuie.* » Est-ce justement à cause de cette trop forte proximité entre nous, Européens, Français, et le monde arabe ? Mais, alors, les Américains auraient dû, eux, percevoir des signes annonciateurs de ce printemps arabe et ils n'en ont pas vu.

Est-ce d'avoir focalisé sur le terrorisme, Al-Qaida ? Est-ce d'avoir focalisé sur l'islamisation et d'avoir pensé – je caricature – que, lorsque l'on est une femme et que l'on porte un voile, on ne descend pas dans la rue pour exiger la démocratie ?

Je crois que nous aurons, cet après-midi, sinon la réponse, tout au moins de nombreux points de vue passionnants pour se forger une opinion.

Pour conclure, et surtout laisser la parole à nos premiers intervenants, je voudrais dire deux mots sur la méthode et le programme de ce colloque.

Premièrement, avec mes amis de la fondation, nous avons voulu avoir, sur ce sujet et les prochains, une approche analytique et, en même temps, très pratique, recueillir les avis des meilleurs observateurs, je dirais des meilleurs descripteurs du monde arabe, ainsi que le témoignage des acteurs, des acteurs politiques et, surtout, économiques et sociaux.

Deuxièmement, l'Europe est l'un des socles de notre fondation et elle sera au cœur de notre réflexion d'aujourd'hui. Elle est concernée, je dirais, positivement à travers tout ce qu'elle pourra mettre en œuvre pour aider à faire naître la démocratie et pour la consolider, mais on voit qu'elle peut également être affectée négativement – en tout cas, ses habitants peuvent le vivre ainsi – à travers la question des flux migratoires et même des enjeux énergétiques. Beaucoup, et j'en suis, ont l'impression que l'Europe n'a pas toujours trouvé les mots justes pour saluer comme il se doit les révolutions arabes. L'Histoire bégaie, car, au moment de la chute du mur de Berlin, nous n'avions pas non plus trouvé les mots de solidarité pour nos voisins européens. Enfin, à qui l'Europe doit-elle parler ? À chaque État pris isolément ou à une forme future d'intégration qui regrouperait 350 millions d'individus ?

L'Union européenne des 27 parlera-t-elle un jour à l'Union arabe des 22 ?

Comme vous, j'ai hâte d'écouter nos invités que je remercie de nouveau.

Sonia MABROUK. - Merci beaucoup, Monsieur le Sénateur, pour cette présentation regroupant à la fois un panorama général et de nombreuses questions auxquelles nous allons essayer de répondre. ●

Enjeux géopolitiques

– Première table ronde –

Sonia MABROUK. - Vous connaissez nos intervenants, mais je vais tout de même vous les présenter. Nous avons parmi nous :

- M. François Gouyette, ambassadeur de France en Libye.

Tout au long de votre carrière de diplomate, vous avez été en poste dans de très nombreux pays arabes, vous connaissez donc très bien le monde arabe ;

- M. Bertrand Badie, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris et spécialiste des relations internationales ;

- M. Edmond Jouve, professeur émérite de l'université René Descartes, président de l'Académie centrale européenne des sciences, des arts et des lettres ;

- M. Xavier Raufer, criminologue réputé, directeur des études du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines à l'université Panthéon-Assas.

Au cours de cette première table ronde, nous allons parler des enjeux géopolitiques qui se profilent dans le monde arabe, chaque pays ayant ses spécificités et ses particularités. Pour ma part, je ne parlerais pas de printemps arabe, mais de mouvement de révolte, particulier à chaque pays.

Avant d'entrer dans le détail pour chacun de ces mouvements, je vais vous interroger sur leur caractère prévisible ou non. Nous nous trouvons six mois après la révolution en Tunisie qui a chassé du pouvoir Ben Ali, quatre mois après le retrait de Hosni Moubarak sous la pression de la place Tahrir et d'autres places, trois mois après le début de l'intervention en Libye et peut-être du retrait du colonel Kadhafi, trois mois après le début de la contestation en Syrie. Y voyez-vous plus clair aujourd'hui, Messieurs, sur l'étincelle qui a tout enflammé ? Était-ce vraiment, comme on l'a souvent dit, imprévisible ?

Edmond JOUVE. - Ce n'était pas si imprévisible, même si nous avons tous été surpris par la date à laquelle ces mouvements sont intervenus.

Dans mon intervention, je vous donnerai quelques exemples qui montrent que certains estimaient qu'un jour où l'autre ces choses allaient changer. Cela en serait alors fini de « l'exception arabe ».

Il y a beaucoup de colloques sur ce thème en ce moment. Ces jours derniers, je participais à l'un d'eux, avec le professeur Burhan Ghalioun, d'origine syrienne. Nous avons

beaucoup parlé de son *Manifeste pour la démocratie* (1977) dans lequel il prônait une réhabilitation de l'idée démocratique dans le monde arabe. Déjà à cette époque, il s'attaquait aux diverses dérives en disant : « *Un jour ou l'autre, cela va finir, cela ne peut pas durer indéfiniment.* »

J'ai deux témoignages plus personnels pour lesquels il y a maintenant prescription. En 1986, le cheikh Nasser, aujourd'hui Premier ministre du Koweït, me demanda, ainsi qu'à un ami, dans le plus grand secret, de lui préparer une étude établissant les rapports entre exécutif renforcé et système démocratique, avec l'idée sous-jacente que le régime auquel il appartenait pourrait évoluer. Le fait qu'il ait passé cette commande dans le plus grand secret montrait qu'il n'était peut-être pas tout à fait sûr des sentiments de ceux qui étaient avec lui.

La même année, donc en 1986, j'ai publié un « Que sais-je ? » sur *Le Droit des peuples*. Je conclusais en écrivant : « *Voici venue, une fois encore, la fin des certitudes. Le droit des peuples brille comme une étoile dans ce ciel assombri.* »

On se doutait donc que les choses n'allaient pas durer indéfiniment, mais, de là à penser que tout allait être bouleversé par l'immolation, le 17 décembre 2010, d'un vendeur de fruits et légumes, Mohamed Bouazizi, il y a un pas que je ne franchirai pas.

Sonia MABROUK. - Le monde arabe a donc rejoint la mondialisation.

Je souligne dans vos propos que vous avez beaucoup utilisé le mot société. Vous dites que l'on n'a pas assez regardé ces sociétés. Monsieur l'Ambassadeur, que nous, journalistes ou autres, nous n'ayons pas fait attention, c'est peut-être une erreur, mais les diplomates qui étaient sur place et qui font partie de ce tissu social ont-ils vu venir ces révoltes ?

François GOUYETTE. - Pour paraphraser un ancien ministre, les deux professeurs ont tout dit, donc je vais m'efforcer d'évoquer le reste.

On a peut-être effectivement fait un peu rapidement le procès de ceux qui n'avaient pas anticipé ces événements. Je crois que personne ne les avait anticipés, pas même les peuples arabes eux-mêmes. Soyons tout de même réalistes. Les chercheurs comme les diplomates sont à l'écoute des sociétés des pays dans lesquels ils vivent. Le cliché des diplomates, tasse de thé, etc., est révolu aujourd'hui.

Sonia MABROUK. - « Aujourd'hui », c'est-à-dire depuis ces révolutions, dernièrement ?

François GOUYETTE. - Non, depuis déjà de nombreuses années, cela figure très clairement dans les instructions des ambassadeurs, la nécessité d'être à l'écoute de la société civile, de travailler avec elle. Il y a des attachés spécialisés en charge des relations avec les ONG, etc. Tout cela est donc, me semble-t-il, un faux procès, même si tout n'est pas parfait.

En fait, comme vous l'avez dit, je crois qu'il y a des situations très diverses. Il y a un même mouvement, mais il se décline très différemment selon les pays. Il y a des pays dans lesquels il est très aisé pour un diplomate et un chercheur d'avoir des contacts, de nouer des relations, d'entretenir un dialogue avec les représentants de la société civile. Je pense, par exemple, à des pays comme le Maroc ou l'Égypte. Même à l'époque de Moubarak, il y avait une société civile active, même si elle était contrainte dans son expression et sa capacité d'expression. En revanche, dans d'autres pays, c'était plus compliqué. Je pense à la Syrie et à la Libye où j'ai effectué au cours de ma carrière deux séjours dont le second s'est achevé fin février. C'est l'exemple même du pays où il était extrêmement difficile de travailler, car il n'y avait pas vraiment de société civile constituée. Kadhafi lui-même avait déclaré, en 2010, qu'il n'existait pas de société civile en Libye. C'est le seul chef d'État au monde, en tout cas dans le monde arabe, à avoir proféré une telle assertion, pour ne pas dire une telle insanité, car il partait du principe que dès lors que le peuple exerçait lui-même le pouvoir, il ne pouvait pas y avoir de société civile. C'était effectivement très contestable.

Pour en revenir à la première question que vous avez posée à nos amis professeurs et que vous auriez également pu me poser, « avons-nous anticipé ? », je crois que personne ne l'a réellement fait, pas plus les Américains que d'autres. *Le Monde* a révélé – cela n'a donc rien de secret – qu'au début du mois de février dernier, donc deux semaines seulement avant le déclenchement des événements en Libye, l'un des fils de Kadhafi, aujourd'hui à la tête d'une brigade de répression contre les insurgés, partait pour un voyage d'études de cinq semaines aux États-Unis, accompagné de l'attaché de défense américain. Les Américains, comme d'autres d'ailleurs, n'avaient donc absolument pas anticipé ce qui allait se passer.

Sonia MABROUK. - Nous parlerons évidemment après en détail de la situation en Libye. Je sais qu'il y a beaucoup d'interrogations sur ce qui s'y passe, l'intervention de l'Otan et la situation humanitaire du pays. Nous aimerions donc vraiment avoir des nouvelles.

Dans tous ces pays, la transition politique représente tout d'abord un formidable moment d'effervescence populaire – je crois que c'est le cas en Tunisie et en Égypte –, mais cela représente aussi et surtout un moment délicat, car il y a des enjeux considérables pour le pays concerné, la région et même pour le monde.

Selon vous, ces pays doivent-ils s'inventer des modèles qui leur sont propres ? Est-ce l'« année zéro » à partir de laquelle on démarre pour construire son propre modèle ou doivent-ils s'inspirer de modèles européens ou peut-être même aller voir du côté de la Turquie ? Qu'en pensez-vous, Xavier Raufier ?

Xavier RAUFER. - C'est naturellement une question à laquelle je ne peux et je n'ai pas le droit de répondre. Nous, criminologues, ne nous intéressons pas, contrairement à tous nos collègues et amis à cette table, à des sociétés. Nous avons un sujet d'étude beau-

coup plus transversal et limité qui est l'élément criminel dans ces sociétés. Je ne suis pas professeur de sciences politiques, il y en a d'excellents...

Sonia MABROUK. - Je voulais commencer par l'aspect positif des choses.

Xavier RAUFER. - Non, je veux commencer par parler de ce que je sais. Par exemple, j'évite soigneusement de participer à quelque réunion que ce soit où il est question de l'islam. L'islam n'intéresse pas en tant que tel un criminologue. Quelques milliers d'individus sur la planète ont décidé qu'il était judicieux de précipiter des avions dans des tours, ou d'autres qu'il était malin d'égorger des gens devant une caméra de télévision, ceux-là nous intéressent car ce sont des criminels ; les autres vivent fort bien sans nous, et tant mieux.

En revanche, je peux vous parler de ce qui se passe à l'heure actuelle dans le monde arabe et peut-être demain plus largement dans le monde musulman, en faisant une distinction sémantique entre ce qui est imprévisible et ce qui est imprédictible.

Le moment précis où quelque chose démarre est naturellement imprédictible. On ne pouvait pas savoir précisément quand allait commencer la guerre de 14-18 : un assassinat s'est produit à Sarajevo au mois de juin et, petit à petit, les choses ont roulé vers l'abîme jusqu'au mois d'août, mais, à chaque instant, le train pouvait s'arrêter et rien n'était fatal.

Ce qui était prévisible, c'est que les révoltes, les soulèvements, la libération d'un certain nombre de peuples dans le monde arabe ne devenaient possibles qu'à partir du moment où quelque chose s'était produit, où il y avait un précédent, un préalable. Ce préalable a été l'effondrement dans l'âme des peuples de la région de l'idéal djihadiste, de l'idéal de Ben Laden. Surtout dans la péninsule Arabe, là où tout a démarré, énormément de personnes étaient choquées, humiliées de voir le détournement, la prise d'otages qu'avaient opérée un certain nombre de fanatiques en se fondant sur leur foi, leur religion, leur vie, leur société, car les deux sont difficiles à disjoindre dans le monde musulman. Ces personnes-là n'auraient pour rien au monde participé à quelque mouvement de révolte que ce soit tant que ce mouvement de révolte aurait pu être mis au compte des fanatiques en question. Ben Laden avait été le premier à dire : « *Le pouvoir saoudien est un pouvoir corrompu. Il faut le mettre par terre. Il faut revenir aux principes de l'islam.* » Comment bouger lorsque l'on est partisan de plus de liberté dans la société ?

Or, quelque chose d'extraordinaire s'est produit, et non par hasard. Il faudra, à un moment ou à un autre, que l'on revienne d'ailleurs sur ce fait, et que l'on rende justice à ceux qui ont bien travaillé, vers la fin de l'année 2007 et le début de l'année 2008. Brutalement, dans l'ensemble du monde musulman, et notamment dans la partie centrale du monde musulman qui est le monde arabe, l'idéal de Ben Laden s'est complètement effondré dans la conscience des gens...

Sonia MABROUK. - Je voudrais vous poser une question naïve, car, lorsque l'on préparait des sujets pour différents journaux et que l'on posait en Tunisie ou en Égypte la

question de l'influence de Ben Laden, pour toute cette jeunesse rencontrée dans la rue, il ne représentait plus rien. Pourquoi est-ce pour vous un élément fondateur ?

Xavier RAUFER. - C'est ce qui a libéré la possibilité d'une révolte. Tant que l'on n'est pas content d'un certain nombre de choses, mais que ce mécontentement peut être mis au crédit de personnes que l'on vomit, dont on pense que ce sont des assassins et des bouchers, comment le faire ? À un moment donné, il s'est produit un phénomène assez peu connu que, nous, nous avons remarqué et que nous avons décrit, même si nous étions un peu les seuls à le dire jusqu'à l'élimination du principal intéressé, Oussama Ben Laden. Depuis 2008, dans l'essentiel du monde arabo-musulman, ce qui était encore vu comme un idéal, avec pour chef l'individu en question qui était considéré comme une sorte de Robin des bois jusqu'aux années 2005-2006, s'est brutalement effondré. Il faudra un jour savoir précisément pourquoi, mais, empiriquement, on le constate.

Nous, Français, nous avons eu pendant longtemps un président de la République, Jacques Chirac, qui était bien vu dans le monde arabo-musulman, même dans les pires coins du Yémen, etc. Depuis, nous avons un président dont l'image est un peu plus contrastée dans le monde arabe. Imaginez-vous que, depuis 2010 et le début de l'année 2011, dans les sondages de popularité réalisés dans l'ensemble du monde musulman, notamment dans des pays musulmans mais non arabes comme la Turquie ou l'Indonésie, et même dans des pays où l'on peut réaliser des sondages à peu près librement comme la Jordanie, le Maroc, Ben Laden était tombé largement en dessous de Nicolas Sarkozy. Il était en dernière position et, même des personnes comme Hassan Nasrallah, chiite, étaient bien plus populaires que lui. Il y a donc eu cet effondrement.

En Jordanie, des gens comme le *mufti* salafiste et *djihadi* (d'origine palestinienne) Abu Muhammad Asem al-Maqdisi qui avait soutenu un temps les pires criminels comme Abou Moussab Al Zarqaoui celui qui égorgeait des gens devant la télévision dans l'Irak dans années 2006, 2007, faisaient brutalement un retour sur eux-mêmes et déclaraient : « *C'est ignoble.* »

Imaginez les querelles religieuses au moment de la guerre de 30 ans, en France, une guerre d'extermination qui a d'ailleurs failli couper l'Europe entre catholiques et protestants. Voilà deux ans, Cheikh al-Maqdisi en Jordanie a fait quelque chose d'extraordinaire en publiant un décret religieux, une fatwa disant qu'il était immonde que des musulmans s'entretuent, plus extraordinaire encore, qu'il était même illicite de se tuer entre sunnites et chiites. Ce décret est tout à fait remarquable et démontre une grande évolution dans les pays. À partir du moment où l'effondrement s'est produit, où la voie s'est complètement dégagée de cette espèce d'idéal fanatisé qui obscurcissait et bloquait tout, même s'il était partagé par une faible partie de la population, alors, tout le reste devint possible.

Sonia MABROUK. - Tout le reste est devenu possible?

Xavier RAUFER. - Désormais, lorsque l'on est dans la péninsule Arabe, en Arabie

saoudite, dans les Émirats, au Qatar, et que l'on interroge des jeunes, qu'on leur parle de Ben Laden et du djihad, ils me jettent un regard que je connais très bien. C'est le regard que je jetais à mon grand-père lorsqu'il allait me raconter pour la énième fois la bataille de Verdun. Ce sont des histoires de « vieux schnocks » qui n'intéressent plus personne et, vraiment, maintenant, la voie est libre. Il ne faut pas baisser les bras devant le terrorisme, il y aura encore des attentats, il y a des gens qui sont pris dans ce tuyau et qui ne peuvent plus en sortir et qui devront être éliminés, les uns après les autres...

Sonia MABROUK. - Nous allons justement parler des risques un peu plus tard.

Xavier RAUFER. - Mais, maintenant, la voie est libre, intellectuellement.

Sonia MABROUK. - Elle est libre intellectuellement et, surtout, politiquement. Je reviens à la question, car elle est aussi importante, sur les modèles à venir. Partout il y a beaucoup d'attente, même dans le monde occidental. On attend avec beaucoup d'effervescence les élections, on les craint aussi. À quoi faut-il s'attendre ? Va-t-il y avoir de nouveaux modèles auxquels on ne s'attend pas ? Va-t-il y avoir des modèles exportés de Turquie ou d'Amérique latine ? Professeur Jouve, quel est votre regard ? Prenons les cas concrets de l'Égypte et de la Tunisie ou de ce qui se passe encore, qui n'est pas abouti, en Syrie ou en Libye. Peut-il justement y avoir une forme de démocratie, des formes nouvelles de démocratie qui naissent de ces embrasements ?

Edmond JOUVE. - Oui, je pense qu'il y aura, j'allais dire nécessairement – mais nous verrons bien –, des formes nouvelles de démocratie qui vont s'inventer. Je pense que, ce que nous disent ces révolutions et ceux qui les font, c'est qu'ils ont trouvé, non seulement une nouvelle dignité, mais également une liberté qu'ils ne connaissaient pas précédemment et, cette liberté, ils l'exercent également à l'égard du modèle constitutionnel.

Autrement dit, je crois que, quel que soit le pays considéré, on ne rejette rien et sûrement pas le modèle occidental, à condition que l'on puisse y puiser ce qui est intéressant et laisser de côté ce qui l'est moins. Je crois que c'est un des acquis de cette révolution. Dans mon texte écrit, j'ai parlé du modèle occidental que l'on prendrait sous réserve d'inventaire. Pourquoi s'en priver ?

Dans le numéro spécial de la revue *Confluences Méditerranée* consacré au printemps arabe, un article entier explique que la laïcité pourrait être à l'ordre du jour de la deuxième République tunisienne. Si c'est vrai, peut-être va-t-on trouver un peu de matière dans telle ou telle de nos constitutions, peut-être même dans la Constitution française !

Finalement, je crois qu'Internet, et tout ce qui en découle, ne va pas rester inerte, lorsque se réuniront les diverses conférences institutionnelles, à la manière de ce qui s'est produit en Afrique noire aux conférences nationales. On a fait venir tout ce qui de près ou de loin touchait le droit et était apte à comprendre ce qu'était une constitution. Chacun s'est exprimé.

J'ai donné l'exemple de la laïcité qui est intéressant. Nous reparlerons du peuple sans doute un peu plus tard. Je voudrais dire un mot sur Ben Laden. Pour préparer cette séance, j'ai demandé à quelques étudiants de pays arabes de réfléchir avec moi et de répondre à votre question sur son rôle. Ceux-ci m'ont répondu : « *Ben Laden, ce n'est pas notre affaire. Les pays étaient différents. Vous avez bien vu que personne n'est sorti dans la rue pour lui. Les mouvements sociaux ne se sont pas manifestés, de manière importante, lorsqu'il n'a plus été question de lui.* »

Je ne dis pas – ce serait malhonnête et probablement dangereux – qu'il ne se manifestera plus, peut-être de façon un peu spectaculaire, mais je crois qu'aujourd'hui le pouvoir est ailleurs.

Sonia MABROUK. - Nous allons également parler de la Libye, puisque nous avons la chance d'avoir l'ambassadeur de France en Libye parmi nous.

Nous sommes à plus de trois mois après l'intervention. Monsieur l'Ambassadeur, quel bilan faites-vous de cette intervention ? Sur place, qualifiez-vous ce mouvement de révolte ou de guerre civile ? Il y a le Conseil national de transition. Ils ont le tampon officiel, le vote des différents pays, mais, selon vous, ont-ils pour autant la confiance de leur peuple, ce qui est peut-être le plus important ?

François GOUYETTE. - Merci de me donner l'occasion de préciser les choses telles que je les vois et telles que nous les voyons aussi au Quai d'Orsay. J'étais effectivement ambassadeur en Libye jusqu'au 26 février dernier. Je suis désormais ambassadeur pour la Libye au Quai d'Orsay, donc en charge du dossier libyen, puisque nous n'avons plus actuellement d'ambassade à Tripoli.

J'ai effectivement eu le privilège, si j'ose dire, de vivre ces événements pendant quelques jours, puisque nous avons quitté Tripoli au bout d'à peine dix jours. Nous avons pu voir se développer cette insurrection, ce mouvement très largement spontané des populations libyennes aussi bien cyrénéennes que tripolitaines, ce qui permet, me semble-t-il, de faire un sort à l'affirmation de la propagande de Kadhafi selon laquelle il s'agit d'un mouvement séparatiste. Bien au contraire, ce qui se passe aujourd'hui en Libye démontre qu'il ne s'agit nullement d'un mouvement séparatiste, puisque, s'il est vrai que le front est figé à l'Est sur une ligne Brega-Ajdabiya, entre Syrte et Benghazi, c'est à l'Ouest aujourd'hui que les révolutionnaires marquent des points. Tout d'abord, Misourata, qui est une grande ville tripolitaine à seulement 220 km de Tripoli, a résisté aux coups de boutoir de l'artillerie de Kadhafi. Il faut vraiment saluer la résistance tout à fait héroïque des habitants et des combattants de Misourata, où des choses atroces ont été commises par les forces de Kadhafi, mais aussi à l'Ouest, dans le Djebel Gharbi, dans les montagnes arabo-berbères proches de la Tunisie, à 150 km au sud-ouest de Tripoli. C'est dans cette région tripolitaine qu'aujourd'hui les insurgés marquent des points face aux forces de Kadhafi qui sont évidemment militairement mieux équipées et mieux entraînées.

Vous posiez la question de savoir s'il s'agissait d'une guerre civile. Non, c'est une guerre contre les civils qui a été menée dès le 17 février par les forces de répression. Nous étions sur place. J'ai des témoignages, que j'ai présentés aux parlementaires français lorsqu'ils m'ont auditionné le 8 mars dernier, de nos médecins français. Ils opéraient, au sens propre du terme, à l'hôpital de Benghazi, les premières victimes de la répression. Ils m'ont rapporté les faits tels qu'ils les ont constatés, lorsqu'ils ont vu les blessés affluer en masse à partir du 17 février. Le premier jour, la plupart des blessés l'étaient relativement légèrement, c'est-à-dire que les forces de sécurité tiraient au niveau des jambes sans intention manifeste de tuer. Dès le 18 février, tous les corps étaient criblés de balles entre la ceinture et la tête, donc il y avait une volonté délibérée de terroriser la population.

Loin de la terroriser, c'est cet usage totalement disproportionné de la violence qui a conduit à galvaniser la population de Benghazi qui, à ce moment-là seulement, a pris les armes. Les premiers blessés des 17 et 18 février n'étaient pas armés. C'était des enfants de 16 à 20 ans. Après, pour se défendre, ils ont attaqué les commissariats et les dépôts d'armes, mais il y a eu le même mouvement à Tripoli – j'en ai été témoin –, y compris dans le quartier où j'habitais. Là, ils s'en sont pris aux symboles de l'État.

On retrouve en Libye le même mouvement général que dans l'ensemble des pays arabes, c'est-à-dire l'aspiration à la dignité, au changement. Le mot d'ordre scandé dans toute la région, de l'Atlantique au Golfe, est : « *Erhal !* », ce qui veut dire « dégage ! », adressé aussi bien à Kadhafi qu'à Moubarak et à Ben Ali. L'immolation de Mohamed Bouazizi a évidemment été l'élément déclencheur d'une onde de choc qui s'est propagée à travers le monde arabe et, au fond, la Libye a été la réplique d'une réplique.

Encore une fois, personne n'avait anticipé ces développements.

Sonia MABROUK. - Edmond Jouve, vous avez écrit un livre d'entretiens, intitulé *Mouammar Kadhafi, dans le concert des nations*. De ce que vous savez de lui, va-t-il partir ? Est-ce un homme qui va céder, ou va-t-il mourir, comme il est dit, dans son pays ?

Edmond JOUVE. - Je vais essayer de vous répondre, sachant que j'arrive de Libye. J'ai dirigé les thèses d'une dizaine d'étudiants libyens – dans le cadre de l'École franco-libyenne de relations internationales – dont celle de Aïcha Kadhafi, la fille de Mouammar Kadhafi. Ces étudiants m'ont dit : « *On ne vous voit pas beaucoup, alors que nous sommes en difficulté.* » J'y suis donc allé en proclamant : « *Je ne demande à voir personne. Si on veut me rencontrer, je suis là. Je ne viens pas pour des raisons politiques, diplomatiques, juridiques, mais pour des raisons – si les mots ont un sens – morales et éthiques.* »

Kadhafi ne partira pas. Je connais Aïcha. Les rapports fusionnels qu'elle entretient avec son père feront qu'elle n'ira pas contre lui. Elle le défendra et ne prendra pas sa place. Car, ici ou là, des personnes disent, y compris en Libye, qu'elle pourrait peut-être faire l'affaire. Nous verrons bien. Je n'y crois pas beaucoup, encore qu'elle en ait les capacités.

J'avais affirmé – c'était une des conditions – que je ne voulais pas parler à la télé : « *Je suis français. J'ai sur le sujet des idées, même une position, mais je ne tiens pas à l'exprimer en Libye.* » On a respecté cette volonté, jusqu'au moment de la grande émission phare qui dure deux heures. On venait d'anéantir la télévision. C'était le 7 juin. Nous sommes donc allés dans les sous-sols d'un établissement libyen et Aïcha m'a fait demander si je pouvais montrer sa thèse. Elle m'a dit par personne interposée : « *Cela fera plaisir à papa. Vous pourrez dire que je l'avais bien terminée, que je ne l'ai pas soutenue car je ne crois plus au droit international depuis l'affaire de l'Irak.* » J'ai répondu : « *Oui, je peux le dire* » et je l'ai même écrit.

Cela laisserait penser qu'elle veut donner une certaine image d'elle-même. Cela m'a arrangé car, n'ayant pas l'intention de dire qu'il fallait condamner tel ou tel pour crime de guerre, etc., j'ai parlé de Aïcha. C'était plus agréable.

Je crois donc que Kadhafi ne partira pas. Il a d'ailleurs dit, il y a quelques jours, qu'il était prêt à se faire tuer. Je pense même qu'il a évoqué le suicide.

L'idée a couru que l'on pourrait peut-être lui trouver une oasis. J'ai dit : « *Comme Napoléon* », hormis que Sainte-Hélène n'était pas chez lui. Ce serait peut-être une façon de faire, car la solution n'est pas non plus – par-delà cette salle, s'il l'entend, je le lui dis – d'éliminer une partie de son peuple. Je crois qu'il faut que cela s'arrête.

Sonia MABROUK. - Merci, Professeur, pour ce témoignage.

Xavier Raufier, il y a un mois, un rapport a été rédigé par des experts qui se sont rendus en Libye. Un ancien préfet a évoqué la présence de plus en plus importante de chefs, de leaders d'Al-Qaida. Selon vous, la menace pourrait-elle venir de Libye ?

Xavier RAUFER. - Je pense que ce préfet surveille mal ses fréquentations. Je me demande s'il n'a pas cédé à quelque chose qui frappe de temps en temps les anciens responsables de services de renseignements, une sorte d'addiction médiatique après avoir été sevré pendant trop longtemps.

Sonia MABROUK. - Sur la présence de chefs d'Al-Qaida aujourd'hui infiltrés dans la rébellion, le contredisez-vous complètement ?

Xavier RAUFER. - Je ne le contredis pas. Je dis simplement qu'à l'heure actuelle, comme Al-Qaida est en passe de disparaître, ce type de propos ne sert que d'alibi à des dictateurs sur le départ. En France, lorsqu'un politicien ne sait pas trop quoi dire, il dit : « *Je suis le seul rempart contre le Front national.* » Il y a une espèce de mise en valeur de postures héroïques comme cela. Dans le monde arabe, comme Ali Abdallah Saleh au Yémen, certains disent : « *Heureusement que nous sommes là pour vous protéger d'Al-Qaida.* »

L'idéologie djihadiste est mourante. Elle ne s'est pas effondrée toute seule, il a fallu beaucoup de travail pour arriver là. Autant les actions brutales et un peu irresponsables

des États-Unis n'ont pas servi à grand-chose dans la région, autant il faut souligner l'extrême habileté et subtilité de ce qui a été fait à l'échelle internationale par les experts officiels algériens.

On a beaucoup parlé de la manière un peu tonique, sportive, avec laquelle les problèmes d'islamisme avaient été réglés en Algérie même, mais, à l'échelle internationale, les choses ont été faites avec extrêmement d'habileté. Depuis 2005, un travail d'approche subtil a, par exemple, été opéré sur le pape du salafisme, le cheikh Al-Albani, qui vivait depuis de nombreuses années en Jordanie.

Sur son lit de mort, le cheikh Al-Albani a publié une fatwa disant qu'il était absolument anormal que les musulmans se tuent les uns les autres. Lorsque l'on compte les cadavres que l'on doit à Al-Qaida, ceux des musulmans sont plus nombreux. Cela a été jugé complètement inacceptable, y compris par des personnes qui étaient au centre de l'idéologie du salafisme.

À partir de ce moment-là, les révisions en ont découlé et notamment la vision selon laquelle l'action terroriste pouvait amener une victoire de l'islam sur terre.

Tout cela pour vous dire que la décomposition est bien avancée. Vous avez encore trois sortes de situations à l'intérieur de la nébuleuse Al-Qaida.

Premièrement, vous avez des petits noyaux fanatiques irrécyclables. Ceux-là sont en train d'être éliminés les uns après les autres. On en élimine à peu près un par mois. Il faudra, pour utiliser un vocabulaire un peu ménager, quelques années pour « éponger » tout cela.

Deuxièmement, il y a ceux qui sont en train de revenir au bercail. Le régime saoudien a pris soin tout au long de cette affaire de nommer les salafistes dispersés autour de Ben Laden des « égarés » et, à l'heure actuelle, ceux qui veulent rentrer le peuvent. Nous sommes, je crois, à la veille d'un affrontement sérieux entre l'Arabie saoudite et l'Iran et, dans ce combat, vous avez beaucoup de personnes qui vont revenir dans le giron saoudien, car, pour les salafistes, les chiites sont naturellement l'ennemi prioritaire.

Troisièmement, un phénomène grave qui risque de faire déraiper les choses en Tunisie, en Égypte et dans beaucoup d'endroits où une révolte s'est produite, la criminalisation. À l'heure actuelle, les troupes de ce qu'on appelle Al-Qaida au Maghreb islamique ne sont plus rien d'autre que des bandits.

Mes étudiants maliens originaires de l'extrême nord du pays, là où rôdent Abou Zayed et consorts, me disent : « *On ne peut plus rentrer dans notre village, car ils sont complètement drogués. Ils prennent des amphétamines. Et ils vous tuent pour un rien, comme espion des Français.* » Ces bandits-djihadis ne sont pas des personnes originaires du désert. Elles s'y sont cachées, après avoir été chassées des villes et c'est donc extrêmement difficile à vivre. On a affaire à des personnes droguées, avec des hallucinations, des tremblements, des yeux injectés de sang, des visions au cours desquelles elles disent : « *Toi, puisque tu viens de Bamako, tu es un espion américain ou français, donc on va te tuer.* » Certains ont été tués ainsi et c'est la raison pour laquelle il est si difficile de négocier la libération des otages. On a affaire à des personnes complètement irrationnelles.

Ces personnes se réclament de Ben Laden. Quoi de plus simple pour se venger de sa mort que de prendre deux ou trois otages que l'on a sous la main dans une grotte et de les égorger en disant : « *On l'a vengé.* » Pourquoi ne le font-elles pas ? Parce que ces otages valent de l'argent. Des millions d'euros. C'est bien la preuve qu'il s'agit de bandits et non de militants.

À l'heure actuelle, en Égypte et en Tunisie, il y a une vague de criminalité avec des braquages, des enlèvements et, si ce problème n'est pas rapidement réglé, vous aurez, de la part de la population, la demande d'un retour à l'ordre – et Dieu sait qui pourra le fournir. Il ne faut donc pas négliger et passer pour secondaire cette vague de criminalisation de droit commun à l'œuvre à l'heure actuelle avec des routes coupées, des bandits qui barrent la route et qui prennent de l'argent, des kidnappings, etc.

Mon dernier point porte sur Twitter, Facebook, etc., et leur impact sur les mouvements sociaux. Il ne faut pas être complètement naïf. Tout le monde sait dans la région que cet immense appareil de communication (téléphones portables, logiciels, etc.) a été mis en place par les États-Unis avec une cible qui était l'Iran. Le boomerang est parti, a raté l'Iran et, après cela, a frappé en pleine tête des personnes qui n'étaient pas visées au départ.

Par exemple, tout le monde sait qu'il y a un logiciel qui a été donné par une université américaine à un groupe de féministes égyptiennes pour essayer de repérer les endroits où les femmes étaient maltraitées dans les transports en commun. Ce logiciel permettait de dresser des cartes et d'affirmer : ici, de telle heure à telle heure, dans tel autobus ou autocar, il y a des satyres qui interviennent, qui touchent les femmes, qui les maltraitent, etc. C'est ce logiciel, à peine détourné, qui a servi à préparer ce que l'on appelait au XVIII^e siècle en France, fort joliment, les émotions populaires.

Sonia MABROUK. - Ces logiciels ne peuvent pas aider à faire la transition tout seuls ! Ils ne font pas tout à la place des gens, rassurez-vous ?

Xavier RAUFER. - Non, mais ils les aident à préparer, à organiser. Ces logiciels qui passent par les téléphones portables peuvent aider à réunir des *flash mobs*, des réunions spontanées, des manifestations à un endroit donné. Ce système a été fourni par les États-Unis. C'était déjà le cas lors des révolutions orange en Ukraine et dans d'autres pays d'Asie centrale.

Cette stratégie américaine visait l'Iran, mais cela n'a pas fonctionné. Le maillage du clergé y est tel que passer entre les mailles du filet est beaucoup plus difficile que dans les pays disjoints, un peu éclatés, plus libéraux où chacun fait ce qu'il veut.

En revanche, cela a fort bien fonctionné en Tunisie et en Égypte, mais ce n'était pas le but à l'origine.

Sonia MABROUK. - C'est plutôt bien réussi. Monsieur Gouyette, voulez-vous vous exprimer sur ces propos ?

François GOUYETTE. - Je voudrais dire un mot sur la menace supposée d'Al-Qaida en Libye, mais, avant, je voudrais faire une observation.

Xavier Raufer a dit ce qu'il fallait, me semble-t-il, à propos de ce rapport sur lequel vous l'avez interrogé. Je l'ai lu. Je vais citer une seule phrase qui suffit à disqualifier ses conclusions. Comment peut-on, sans rire, soutenir, comme le font les auteurs, que les habitants de Tripoli soutiennent leur « guide », car ils bénéficient d'un système hospitalier qui n'a rien à envier à celui de la France, quand on sait qu'un million de Libyens, un sur six, se rendaient chaque année en Tunisie pour y recevoir des soins qu'ils ne pouvaient recevoir dans leur pays ?

À propos d'Aqmi. Lorsque j'étais encore en poste à Tripoli, nous étions convoqués matin, midi et soir avec mes collègues, membres des pays du Conseil de sécurité ou des pays de l'Union européenne, par le ministre des Affaires étrangères qui, depuis, a d'ailleurs fait défection, Moussa Koussa. Il agissait sur instruction claire de ce que l'on appelle là-bas la Direction, c'est-à-dire Kadhafi lui-même, pour nous expliquer que tout ce qui se passait était manigancé par Al-Qaida.

Tout cela n'est évidemment pas sérieux ; les insurgés du CNT n'ont rien à voir avec Al-Qaida. Il est clair qu'il y a en Cyrénaïque une mouvance islamiste. Benghazi et la Cyrénaïque sont des berceaux des confréries religieuses, de la monarchie sénoussie et des Frères musulmans, mais je ne confonds pas les Frères musulmans et les salafistes djihadistes. Certes, ces derniers existent et un certain nombre d'entre eux, notamment, sont partis dans les années 1990 sur les théâtres d'opérations extérieures du djihad en Afghanistan et en Irak. Ils étaient souvent originaires de Derna.

J'observe tout de même que près de 800 d'entre eux ont été libérés ces dernières années en échange de leur renonciation à la violence.

Toutes ces personnes sont parties en Cyrénaïque avant la révolution, mais les islamistes n'étaient clairement pas à l'initiative de la révolte.

Qu'il y ait des risques pour les pays du Sahel de voir des armes transiter, c'est clair. Mais tout cela est pris en compte par les services de renseignements des pays concernés et par les autorités du CNT qui sont très conscientes de ce danger. Mais affirmer qu'il y a une infiltration du CNT par les islamistes est très exagéré.

Sonia MABROUK. - En guise de conclusion de cette table ronde, je passe la parole à M. Saïd Zulficar.

Monsieur Zulficar, vous avez passé vingt-neuf ans à l'Unesco en tant que responsable des programmes de rénovation et de préservation des sites classés. Vous êtes analyste politique et consultant sur les questions culturelles internationales. Vous connaissez évidemment très bien les pays dont nous parlons et notamment l'Égypte, puisque vous êtes d'origine égyptienne.

Saïd ZULFICAR. - Je reviens d'Égypte. J'ai passé les trois mois capitaux sur place. J'étais place Tahrir presque tous les jours.

Je ne vais pas faire une conclusion, mais donner une appréciation de ce que je ressens sur ce grand soulèvement populaire qui était, pour moi, inattendu. On m'avait demandé, peu de jours après le départ de Ben Ali, si la même chose allait se passer en Égypte et j'avais répondu : « *Je ne crois pas. Le peuple égyptien est endormi...* » Je me suis trompé, comme beaucoup de gens. Le peuple égyptien n'était pas endormi. Il avait un vrai « ras-le-bol » et était mûr pour ce soulèvement.

Cependant, ce soulèvement n'est pas aussi spontané qu'on le pense. Cela faisait déjà trois ou quatre ans que des avant-gardes dans la jeunesse préparaient ce coup, ce grand soulèvement du 25 janvier. Il n'était prévu en réalité que pour le mois de septembre prochain, lorsque le fils Moubarak allait se présenter aux élections. Il a été avancé d'un seul coup à cause des événements en Tunisie. Le renversement de Ben Ali en Tunisie a été l'étincelle qui a montré aux peuples dans toute la région qu'il était possible de se soulever et de faire « dégager » les dictateurs.

Ce mouvement a été préparé par plusieurs groupes de jeunes, notamment le Mouvement du 6 avril. Comme l'a dit M. Raufer, ce n'était pas tout à fait spontané. Ces jeunes ont été contactés depuis 2005, 2006, 2007 par la National Endowment For Democracy et sa filiale la Freedom House, deux officines de la CIA, qui leur ont offert des bourses, des stages de formation.

La National Endowment For Democracy a été créée en 1983, lorsque le Congrès avait interdit à la CIA de dépenser directement des sommes énormes pour renverser des gouvernements, principalement en Amérique latine. Ce sont des officines qui forment des jeunes pour leur apprendre des méthodes non violentes de renversement des gouvernements dictatoriaux.

WikiLeaks a dévoilé que l'ambassade d'Amérique était en contact avec ces jeunes depuis déjà trois ou quatre ans, leur donnait des bourses, les encourageait à partir en Amérique pour des stages de formation. En 2008, un groupe de seize jeunes est parti pour les États-Unis, tous des blogueurs. Ils ont visité Google pour apprendre comment détourner l'attention des services secrets égyptiens. Ils ont rencontré Condoleezza Rice, Steve Hadley, le National Security Adviser, des membres du Congrès, et on les a formés à utiliser Facebook et Twitter. La personne derrière tout cela, celui qui a créé ces stages, le *deus ex machina*, est un dénommé Gene Sharp, un professeur américain épaulé par un ex-colonel de l'armée américaine, Robert Helvey. Ils ont créé un manuel pour le renversement pacifique des gouvernements dictatoriaux dans le monde. C'était principalement axé sur l'Europe de l'Est.

Sonia MABROUK. - Selon vous, ces jeunes ont propagé la révolution vers des millions de personnes connectées à Internet ?

Saïd ZULFICAR. - En Égypte, 20 millions de personnes possèdent un ordinateur,

dont 800 000 sont abonnées soit à Twitter, soit à Facebook. En Égypte, nous avons un Premier ministre qui était lui-même un grand spécialiste de l'informatique et qui avait permis à l'informatique d'être gratuite. Et les Américains ont favorisé la vente d'ordinateurs à très bas prix, ce qui a permis la diffusion dans tout le pays.

Sonia MABROUK. - Monsieur Jouve, vous souhaitez vous exprimer une dernière fois, en guise de conclusion, sur la non-violence.

Edmond JOUVE. - Nous avons parlé de la non-violence. Ce qui est certain, c'est que la non-violence a joué un rôle important et décisif. Qui a fait ces révolutions ? Ce sont souvent des manifestants aux mains nues, qui se sont situés dans la lignée des Gandhi, Martin Luther King, Mandela, etc.

Dans le dernier numéro de *Confluences Méditerranée*, un article important de Bernard Ravenel se demande si, finalement, le principal apport géopolitique, ce n'est pas cela, ce rôle nouveau, décisif, joué par la non-violence. Et si cette technique, cette méthode était utilisée pour régler le conflit israélo-arabe ? Pourquoi pas ? Cela aurait évidemment des conséquences considérables.

Sonia MABROUK. - Merci, pour cette conclusion. ●

Enjeux économiques

– Deuxième table ronde –

Sonia MABROUK. - Nous commençons maintenant la deuxième table ronde consacrée aux enjeux économiques.

Je vous présente nos intervenants :

- M. Moncef Cheikh-Rouhou, professeur de finances internationales à HEC et dans différents MBA d'Europe ;

- Mme Doaa Abdel-Motaal, conseillère auprès du directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, responsable des négociations sur l'agriculture et l'environnement dans le cadre du cycle de Doa ;

- M. Anouar Hassoune, directeur général de Real Economy Partners, première société française agréée par l'AMF pour le conseil en investissement islamique ;

- M. Jean-Pierre Filiu, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Pour tous ces gouvernements de transition, en tous les cas en Tunisie et en Égypte, les défis économiques sont très importants. Sont-ils insurmontables, selon vous, Monsieur Moncef Cheikh-Rouhou ?

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - Je rentre de Tunis où j'ai eu la chance de modérer le Tunisia Investment Forum, réunion organisée par le gouvernement avec environ quatre cents investisseurs étrangers.

Il en est ressorti quelques chiffres très intéressants qui nous ont été donnés pour la première fois par le gouverneur de la banque centrale.

Parmi les mauvaises nouvelles, le PIB tunisien a décliné de 3,3 % pendant le premier trimestre 2011. Il a été stagnant pendant le deuxième trimestre, mais la bonne nouvelle est que, malgré tout cela, les prévisions sont de + 1 % à la fin de l'année pour toute l'année. Cela veut dire que, non seulement la Tunisie aura rattrapé les 5 % de PIB « perdus » le premier mois de la révolution, mais aura augmenté son taux de croissance traditionnel avec une remontée de + 6%.

D'où vient cette différence, cette capacité de croissance supplémentaire ? Toutes les évaluations, aussi bien celles de la Banque européenne d'investissement que celles de la Banque mondiale, montrent que la mauvaise gouvernance, la corruption

coûte entre 2 et 3 points par an à la Tunisie. La Tunisie, aujourd'hui, est en train de conquérir ces 2 à 3 points de plus ; 5 plus 3, cela fait 8. C'est un taux de croissance de pays émergent auquel la Tunisie pourra prétendre avec une meilleure gouvernance démocratique.

Sonia MABROUK. - Je reviens sur ces indicateurs et me tourne vers Anouar Hassoune, qui a travaillé avec l'agence de notation Moody's. Comme vous le savez, on a beaucoup parlé, au moment des révolutions en cours, du comportement des agences de notation. Certaines ont dégradé les pays pendant qu'ils menaient leur révolution, peut-être pour les punir. Qu'avez-vous pensé de ce comportement ?

Anouar HASSOUNE. - C'est une des raisons pour lesquelles j'en suis parti. Cependant, il faut remettre les choses en perspective.

Les agences de notation ne notent pas la pertinence ou non d'une révolution arabe. Elles notent les quantités de risques portés.

Les grandes agences ont dit de l'Égypte et de la Tunisie que, eu égard et au regard de leur situation budgétaire et de l'amoncellement des dettes passées, il y avait une probabilité accrue pour que l'État tunisien et l'État égyptien ne soient pas en mesure de faire face en temps et en heure à leurs obligations financières, d'autant plus qu'en Tunisie une échéance financière arrivait dès le 14 avril, c'est-à-dire un mois et demi après les événements. Par conséquent, on a craint, à l'époque, un défaut de nature technique, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas suffisamment de réserves dans les caisses de la banque centrale.

À l'époque, on avait des données chiffrées, mais ces données se sont révélées fausses. Les réserves étaient un peu moindres que celles estimées par les agences. Les estimations des agences valent ce qu'elles valent. En l'occurrence, aujourd'hui, les notes des pays arabes, malgré les révolutions, ne sont pas si mauvaises que cela.

L'Égypte et la Tunisie ont des notes comprises entre BB et BBB. Pour vous donner un ordre de grandeur, les notes étaient celles des pays d'Europe centrale il y a dix ans. La situation n'est donc pas si catastrophique.

Sonia MABROUK. - Madame Doaa Abdel-Motaal, au sein de l'OMC, vous participez aux négociations sur l'aide économique aux pays comme la Tunisie ou l'Égypte, que pensez-vous de cette aide ? Est-elle à la hauteur des enjeux ? Est-elle à la hauteur de l'avenir, de ce qui se joue dans cette région ?

Doaa ABDEL-MOTAAL. - La question de l'aide est très compliquée. Elle a été malheureusement liée à beaucoup de corruption dans le passé. À mon avis, tout dépendra de la manière dont cette aide sera utilisée. En ce moment, les gouvernements arabes sont en train de dépenser beaucoup d'argent, de subventionner des populations pour empêcher davantage de soulèvements sociaux et vont donc s'endetter de plus en plus.

Sonia MABROUK. - Avant ces révolutions, on ne disait pas que ces pays avaient de très grosses difficultés. Qu'ils soient peut-être un peu trafiqués ou maquillés, ces indicateurs étaient tout de même reconnus par de grands experts économiques.

Monsieur Moncef Cheikh-Rouhou, quels sont aujourd'hui les atouts et les obstacles du monde arabe en matière économique ?

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - D'abord, est-ce que le printemps arabe va avoir un effet sur le prix des matières premières ?

Il est évident que le devenir du printemps arabe va affecter au moins le cours du pétrole et du gaz, sinon celui d'autres matières premières. La carte des réserves mondiales de pétrole, que vous voyez sur cet écran, a été présentée par une fondation, la Bertelsmann Stiftung, lors d'une réunion récente. D'après cette carte, nous constatons que les réserves mondiales se situent dans la zone arabe.

Nous savons aussi qu'en termes d'échanges pétroliers et gaziers dans le monde, l'Europe n'est pas tellement dépendante du Moyen-Orient. Elle l'est beaucoup plus de la Russie, mais il se trouve que la Russie est encore plus dépendante de l'Europe. Ce problème Russie/Europe étant réglé, que se passe-t-il entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et le reste du monde ?

En fait, le pétrole du Moyen-Orient va de plus en plus vers les pays émergents, la Chine et les pays du sous-continent asiatique, et de moins en moins vers les États-Unis et l'Europe. L'Europe et les États-Unis se battent pour le pétrole libyen, africain et nigérien.

Le printemps arabe est un printemps qui, jusqu'à maintenant, a respecté les règles du jeu économique.

Pour être plus précis, si l'on compare le nord et le sud de la Méditerranée, on constate qu'en termes de population, les huit pays arabes du sud et de l'est de la Méditerranée représentent 70 % de la population des pays du nord de la Méditerranée. En revanche, ces huit pays ne pèsent que 8 % du PIB du Nord et 11 % du revenu par tête du Nord. L'écart est énorme. Comment le rattraper ?

Deux livres ont été écrits par Frantz Fanon que je lisais lorsque j'étais petit. Les défenseurs de la révolution algérienne les vendaient à Tunis.

Le premier s'intitule *Les Damnés de la terre*. Cela a donné la décolonisation.

Le deuxième a pour titre *Peau noire, Masques blancs*. Que dit-il ? Un risque vous guette : après l'indépendance, vous gouvernerez, mais votre réel patron risque d'être encore l'Européen et l'Américain. Personne n'a bien entendu ce message. Ce livre mériterait d'être relu avec attention.

Aujourd'hui, il y a la troisième étape : le printemps arabe, la deuxième décolonisation. Il est possible de s'engager dans une opération économique et sociale gagnant/gagnant entre le Monde arabe et l'Europe. Si l'on n'y arrive pas, les révolutions ratées ne seraient pas ratées seulement pour les pays concernés, mais elles le seraient aussi pour l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient

et de l'Afrique subsaharienne, et pour des générations. Les régimes actuels de domination économique militaire et politique perdureraient, générant des convulsions et des frustrations potentiellement nuisibles à l'Europe.

Pour répondre à votre question sur les atouts et les obstacles du monde arabe, notamment dans les pays du pourtour méditerranéen, en matière économique.

Premier obstacle : une croissance encore trop faible. Les taux de croissance habituels aux pays émergents pourraient créer suffisamment d'emplois pour qu'il n'y ait plus de jeunes qui meurent en allant à Lampedusa dans des embarcations précaires. Cela signifie un taux de croissance minimum de 6,5 % pour que les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi trouvent un travail.

De même, il faudrait une balance des paiements au moins équilibrée, ce qui passe d'abord par une augmentation des exportations et donc des investissements sur les infrastructures intérieures. En Tunisie, nous voulons vraiment exporter plus et mieux nos produits.

Les économies, si elles n'émergent pas dans la région, vont immerger. On n'a plus qu'un seul choix : soit on est émergent, soit on est immergé. Que veut dire « immergé » ? C'est continuer à avoir des barrières notamment douanières entre les pays arabes. Les barrières entre les pays maghrébins coûtent 2 points de croissance supplémentaires à chaque pays, donc ajoutez 3 (corruption) à 2, cela fait 5. 5 % du PIB plus 5 %, cela fait 10 %, exactement le taux de croissance de la Chine. Il est vraiment dommage et dommageable de garder ces barrières douanières.

Deuxième obstacle : la gouvernance déficiente. Nous en avons déjà largement parlé.

Troisième obstacle : les IDE – Investissements Directs Etrangers – qui viennent dans la région sont des IDE pauvres en technologie. C'est l'inverse de la Chine. La Chine a exigé, lorsqu'elle a acheté Airbus, que les dernières phases du montage de l'Airbus se fassent en Chine par des Chinois. La technologie passe aux Chinois et ils l'adaptent. Aujourd'hui, la technologie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient continue à être importée totalement, très souvent sans être comprise.

Enfin, quatrième obstacle : un faible investissement dans le capital humain. Or, la femme et l'homme devraient être l'objectif principal de tout investissement.

Sonia MABROUK. - Madame Doaa Abdel-Motaal, tous ces mouvements profonds, on l'espère irréversibles, ont eu des répercussions géopolitiques, des répercussions sur les sociétés, mais aussi sur les marchés des matières premières. Quels sont les enjeux sur ce marché ?

Doaa ABDEL-MOTAAL. - J'ai trois principaux messages à faire passer.

Premier message : c'est un printemps, mais pas forcément uniquement arabe. À mon avis, ce que nous voyons aujourd'hui dans le monde arabe est un phénomène que l'on verra très bientôt ailleurs. Je vous conseille de lire l'article « Le cygne noir

du Caire », article très intéressant paru dans la revue *Foreign Affairs* de l'écrivain libanais Nassim Taleb. Cet article dit que, dans les systèmes politiques ayant comme but de cacher la volatilité, la situation est très imprévisible.

Deuxième message : la croissance économique du monde arabe n'est absolument pas suffisante. Les économies tunisienne et égyptienne ont, dans cette dernière décennie, enregistré un taux de croissance de 5 à 10 %, qui est un taux de croissance très raisonnable mais insuffisant.

Troisième message : nous assistons à une période de politiques économiques contradictoires dans les pays arabes, des politiques économiques à très court terme qui ont comme objectif principal de calmer les rues et en même temps un souci de plus grande rigueur des comptes publics. Les banques centrales des pays arabes sont en train de resserrer leur politique monétaire afin de combattre l'inflation et réduire le prix des aliments, mais en même temps, la politique budgétaire de la part des gouvernements est en contradiction avec leur banque centrale : ils sont en train de subventionner la population pour réduire le prix du pain, aider les chômeurs, construire des maisons, tout cela très rapidement afin de calmer les rues. Ces deux politiques vont à court terme s'annuler, car ce sont des politiques contradictoires.

Sonia MABROUK. - Quand on lisait les derniers rapports du FMI, pour certains pays comme la Tunisie, on soulignait tout de même un printemps économique.

Doaa ABDEL-MOTAAL. - C'est vrai, il y avait aussi de très bons indicateurs. Il existe des régions dans le monde où les indicateurs sont pires que dans le monde arabe.

S'agissant de l'inégalité des revenus par exemple, le dernier rapport de la Banque mondiale montre qu'en Chine, en Turquie, au Brésil, les revenus sont plus inégaux que dans le monde arabe. Donc il faut faire attention à ne pas considérer ceci comme seulement et uniquement un phénomène arabe.

La contagion a déjà atteint l'Europe. Les journaux de ce matin ont écrit qu'en Grèce huit personnes interviewées sur dix déclarent à l'organisation Transparence Internationale ne plus faire confiance au gouvernement. Elles estiment que leur gouvernement est corrompu et qu'il ne pourra pas gérer cette transition. Il est donc clair que l'on voit déjà cette lave en Europe aussi.

Sonia MABROUK. - Anouar Hassoune, qu'aurait-il fallu faire à court terme ?

Anouar HASSOUNE. - À court terme, on ne peut pas faire grand-chose. On a l'impression que le monde arabe est un monolithe, ce n'est pas vrai. Quelques exemples chiffrés pour illustrer mon propos. Le pays le plus pauvre du monde arabe est la Palestine. C'est aussi le troisième pays le plus pauvre du monde. Le plus riche du monde arabe est le Qatar. C'est aussi le pays le plus riche du monde. On passe

de 600 euros par habitant en Palestine à plus de 70 000 euros au Qatar.

Deuxième chiffre : l'Espagne traduit plus de livres dans sa langue que tout le monde arabe réuni. Il y a donc un gros déficit de capital humain.

Troisième chiffre : y a-t-il une seule université arabe citée dans le top ten des universités mondiales ? Réponse : non.

Quatrième chiffre : le secteur public est surdimensionné. Le dernier pays communiste au monde n'est pas la Chine, c'est le Koweït. 95 % de la « force de frappe humaine » est employée par le secteur public. Cela signifie que le secteur privé est un contributeur marginal à l'économie nationale. Cela vaut pour les banques, cela vaut pour le système financier comme pour l'économie du secteur privé.

S'agissant des banques, j'ai apprécié la discussion de la précédente table ronde, car elle a contribué à déconstruire beaucoup de fausses évidences. On s'imagine très bien les banquiers arabes puissants, jouissant d'un levier financier redoutable parce qu'ils s'achètent la moitié de l'immobilier parisien. C'est faux.

Les banques arabes sont beaucoup trop petites pour financer leurs besoins locaux et elles sont encore plus petites pour financer les besoins régionaux, d'autant plus qu'il n'y a pas de transfert d'argent entre les pays pétroliers et ceux ayant besoin d'infrastructures et de capital humain qui sont les deux conditions de la croissance. Ce pont entre le Machrek et le Maghreb n'existe pas sur le terrain financier. Les financiers saoudiens ne connaissent pas leurs homologues marocains et les Marocains ne connaissent absolument pas leurs homologues qataris, alors que leur coopération serait logique, puisque les uns ont la liquidité mais pas forcément la taille du marché intérieur et les autres ont de grands marchés mais pas obligatoirement les ressources financières pour les financer.

Cette fragmentation, on la retrouve tous azimuts sur le terrain bancaire et aussi sur l'incapacité du monde arabe d'organiser un grand marché intérieur. Quand vous êtes dans l'impossibilité de faire cela, vous êtes condamnés à rester de petites économies ouvertes et cela signifie que vous êtes dépendants de la devise.

Prenez le Maroc qui s'en sort finalement bien dans toute cette pagaille. Aujourd'hui, le Maroc n'a pas de problème de liquidité. Le gros problème du Maroc, c'est le bouclage macro-économique sur la devise. Les touristes préfèrent aller à Dubrovnik plutôt qu'à Casablanca, et on exporte beaucoup moins, car le pétrole coûte 160 euros le baril. Par conséquent, si vous voulez apporter de l'euro, vous devez émettre de la dette.

Pour la première fois depuis dix ans, le Maroc est ressorti sur le marché international avec une émission en euros. Tout le monde a applaudi. De mon côté, j'ai peur qu'il redevienne tributaire de la devise. Par conséquent, on parle aujourd'hui d'ouvrir le marché des changes. Mais ce serait la fin du monde ! Cela veut dire qu'en dehors du contrôle des changes la monnaie va faire le yoyo, ce qui entraînera le retour de l'inflation et, donc, des politiques monétaires restrictives. Qui va en souffrir ? L'emploi.

Sonia MABROUK. - Dans toutes ces situations contrastées, y a-t-il des pays plus avancés, plus construits dans la diversification de leur moteur de croissance économique ?

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - Je suis tout à fait d'accord avec Anouar Hassoune. On se demande si les banquiers arabes sont plus sots que les autres banquiers ? Il y a, d'un côté, plein de ressources et, de l'autre, plein de possibilités, et on ne travaille pas ensemble.

Je vais vous montrer une photo. Les héritiers d'un marin décédé qui était à bord d'un bateau en 1945 dans le golfe Persique ont trouvé des documents qui étaient interdits à la publication. Cette photo était interdite. Pourquoi ? Parce qu'en ce jour de 14 février 1945, le président américain qui venait de quitter Yalta a décidé de rencontrer le fondateur de l'Arabie saoudite, Abdelaziz Al-Saoud, plusieurs leaders arabes et aussi le chah d'Iran. Il les a rencontrés sur ce bateau de guerre américain tout petit, qui s'appelle le *Quincy*. Abdelaziz Al-Saoud est allé quatre jours de suite rencontrer le président américain et a pu apprécier la cuisine préparée par un soldat américain. Ce soldat américain est à genoux devant le roi d'Arabie saoudite, phénomène extrêmement important dans le monde arabe. Bien entendu, on ne pouvait publier la photo de cette genuflexion à l'étranger.

Trois décisions ont été prises pendant ces quatre jours :

- la création de l'Aramco par les Américains. La société d'extraction et de gestion du pétrole saoudien est américaine ;
- la création de la SAMA, banque centrale saoudienne, par les Américains. L'argent, surplus de la vente du pétrole, allait être géré seulement en dollars et seulement à New York ;
- enfin, en contrepartie, les États-Unis se sont engagés à maintenir les régimes en place.

La preuve, quand Mossadegh a renversé le chah d'Iran pour établir une république laïque, les États-Unis sont intervenus pour renverser Mossadegh.

Cette photo est importante. J'étais tout jeune aux États-Unis. C'était avant le bac. Je portais un sac à dos. J'ai acheté un dictionnaire, le Webster New Dictionary. J'ai regardé la définition de « arabe ». J'ai trouvé deux définitions : « le vagabond des rues » et « l'habitant du désert ». L'arabe n'habite pas dans les villes.

Je voudrais à présent vous présenter le travail de certains de mes étudiants qui sont allés regarder la balance des paiements des grands pays du monde. Un pays dont la balance des paiements est de plus en plus négative, ce sont les États-Unis d'Amérique.

En 1989, le mur de Berlin est tombé. Le communisme est mort, mais le capitalisme, le capitalisme éthique, est également mort à ce moment-là, car les États-Unis, au lieu de corriger leur situation économique, se sont demandé qui pouvait leur prêter de l'argent pour faire face à leur dette.

Le Japon a perdu une guerre, il prête automatiquement aux États-Unis.

La Chine et le sous-continent chinois ont prêté pendant quelque temps parce qu'ils avaient besoin de conquérir des marchés.

Les pétroliers et surtout les pétroliers du Golfe, en flux annuels, sont la vraie contrepartie du dollar américain. Le dollar américain n'est pas la vraie puissance de l'économie américaine. Les Américains sont-ils libres de gérer ces dollars pour les investir là où il y a des projets intéressants comme en Égypte ou en Algérie ou doivent-ils les gérer là où c'est intéressant pour les vrais décideurs ?

Pour répondre à la question : quels sont aujourd'hui les moteurs de croissance dans le monde arabe ? Je partage avec vous certaines des données que nous avons reçues dans le cadre de Davos. Trois stades de développement sont considérés :

- le stade 1 avec une croissance tirée par les matières premières (pétrole, gaz, phosphate, fer pour la Mauritanie) ;

- le stade 2 tiré par l'efficacité : on commence à avoir de la sous-traitance ;

- le stade 3 est tiré par l'innovation, par le travail du cerveau.

Dans le classement de Davos, trois pays sont, d'après eux, entre le stade 2 et le stade 3 : les Émirats arabes unis, Bahreïn et Oman. Mais ils ne sont pas significativement importants en termes de poids pour faire bouger le monde arabe.

On trouve au stade 2 des candidats au stade 3 : la Jordanie, le Liban et la Tunisie pour l'innovation, mais, étant donné les politiques d'oppression du capital humain, ils n'ont eu par le passé aucune chance de dépasser ce stade. L'idée est donc de donner la possibilité aux femmes et aux hommes qui ont fait des études de travailler et de faire passer leur pays à un nouveau stade de croissance. Aujourd'hui, ils sont avec leur diplôme et en bonne santé mais sans travail.

Le monde va évoluer de la sorte jusqu'en 2050 : la croissance de la population mondiale sera moyenne, celle de l'Asie va baisser (politique de l'enfant unique), celle de la région Afrique du Nord, Moyen-Orient va augmenter. C'est une bonne nouvelle car un être humain, c'est un cerveau, des bras et une bouche à nourrir.

Si l'on voit seulement l'aspect consommation, on dit : « *Oh là là, il va falloir nourrir ces gens* », mais, si l'on voit les bras et le cerveau, on dit : « *C'est de la production potentielle, du gagnant/gagnant possible.* » Pour conclure, je vous propose trois scénarii.

Le premier scénario consiste à n'exporter que les matières premières (le pétrole, le gaz), c'est la politique de la rente. Celle-ci va enrichir certains et cet argent va rebondir pour aller en Suisse. La Méditerranée du Sud deviendra de plus en plus esclave, même par rapport à l'Europe du Sud.

Dans le deuxième scénario, la sous-traitance se développe. Là, il y a une légère amélioration, mais une continuité de la dépendance.

Dans le troisième scénario, la Méditerranée devient un pont entre l'Europe et l'Afrique, et c'est le Sahara qui devient un pont.

Les Allemands misent sur cette stratégie avec Desertec. Par exemple, le Burkina-

Faso va peut-être devenir un nouveau Texas pour la viande ! L'Afrique est en train d'émerger. Ignorer cette possibilité pour la Méditerranée serait absolument suicidaire. La Méditerranée est une troisième voie et, si l'Europe veut y participer, ce sera du gagnant/gagnant. Or, aujourd'hui, l'Europe ne veut pas renouveler l'accord de partenariat avec l'Afrique sur la base de l'APD (Accord de partenariat pour le développement) et l'accord de partenariat pour le commerce, en exportant les matières premières, est mort depuis trois ans.

Voilà les possibilités qui s'offrent à la région. Les hommes et les femmes qui ont fait la révolution sont éduqués. J'ai confiance en cette révolution.

Anouar HASSOUNE. - Je voudrais commenter votre diapositive n° 5 qui me paraît importante, celle des balances des paiements avec les histogrammes vers le haut et bas.

La discussion que nous avons eue plus tôt dans la première table ronde sur l'échec du salafisme djihadiste est une réalité sur le terrain politique, mais économiquement, il faut reconnaître que Oussama Ben Laden a tout de même réussi son coup.

Regardez ce qui s'est passé jusqu'en 2000-2001 : le déficit commercial américain était en train de baisser, en tout cas de se stabiliser autour de 400 milliards. En précipitant l'Amérique dans la guerre, sur trois théâtres d'opérations au moins, sans compter les autres tentatives de déstabilisation de gouvernements comme en Iran, le double déficit budgétaire/commercial s'est considérablement creusé et cette tendance ne va pas s'arrêter.

Une des agences de notation, bientôt suivie d'une autre, a annoncé qu'aujourd'hui le rating des États-Unis n'est plus AAA, mais un AAA avec une perspective négative.

Sonia MABROUK. - Les agences de notation s'intéressent beaucoup aux États-Unis.

Anouar HASSOUNE. - Notamment S&P qui a été la première à baisser la perspective sur l'Amérique. La dette américaine devient intenable. Qui l'a financée ? Les pays pétroliers et les Chinois. En l'occurrence, cet argent pourrait servir à autre chose.

Ayant des besoins d'infrastructures et de capital humain, ainsi que des besoins énergétiques dans le reste du monde arabe, on pourrait proposer un nouveau schéma qui serait de créer un triptyque :

- de nouvelles classes d'actifs notamment sur les infrastructures et le capital humain ;
- de transférer de l'argent en provenance du Golfe vers les pays émergents en Afrique du Nord, mais aussi en Afrique subsaharienne ;
- et d'organiser ces financements de manière tant islamique que conventionnelle.

Sonia MABROUK. - L'Europe, les États-Unis, l'Asie surveillent ce qui se passe dans le monde arabe, en Tunisie, en Égypte, du point de vue politique, mais aussi du point de vue économique.

Quel est l'impact de tous ces mouvements, de toutes ces révoltes ?

Doaa ABDEL-MONTAAL. - Jusqu'à présent, l'impact est minuscule, car le monde arabe n'est malheureusement pas un poids lourd économiquement parlant. Le monde arabe tout entier ne représente que 1 à 2 % de la production mondiale. En termes d'exportations, il ne représente que 6 % des exportations mondiales, pétrole inclus, et, si l'on enlève le pétrole, que 2 % de toutes les exportations mondiales.

Bien sûr, s'il y avait un printemps arabe en Arabie saoudite, la situation serait différente. L'impact sur l'économie mondiale serait très différent.

Sonia MABROUK. - C'est peut-être pour cela qu'il n'y en a pas.

Doaa ABDEL-MOTAAL. - Oui. C'est exactement pour cette raison que plusieurs pays essaient d'y empêcher un printemps arabe. Étant donné ce qui vient de se passer au Japon avec Fukushima, et le fait que beaucoup de pays ne veulent plus d'énergie nucléaire, un printemps arabe en Arabie saoudite pousserait les prix du pétrole vers la hausse, ce qui pourrait devenir très grave.

Sonia MABROUK. - Je sais que vous n'êtes pas une spécialiste du pétrole, mais les réserves de l'Agence d'énergie mondiale sont utilisées pour le pétrole. Que se joue-t-il vraiment en Libye ? Y a-t-il de véritables enjeux pour cette ressource ?

Doaa ABDEL-MOTAAL. - Bien sûr. Il est vrai que le pétrole est très important dans l'économie libyenne, mais, en même temps, le monde ne dépend pas du pétrole libyen. Ce n'est pas la plus grande source de pétrole dans le monde arabe. En ce sens, ce problème n'est pas le plus important.

Sonia MABROUK. - Anouar Hassoune, vous avez parlé tout à l'heure de la finance islamique, on sait qu'elle avait vraiment le vent en poupe. L'a-t-elle encore après tout ce qui s'est passé ?

Anouar HASSOUNE. - Oui, bien sûr.

Sonia MABROUK. - Je crois que Ben Ali voulait l'implanter en Tunisie.

Anouar HASSOUNE. - Il l'a fait.

Sonia MABROUK. - Pensez-vous qu'elle va se développer sans lui ?

Anouar HASSOUNE. - Bien sûr. En général, il y a une corrélation très forte entre les prix du pétrole et la finance islamique, puisque le berceau de la finance islamique est d'abord le Golfe. Plus il y a du pétrole, plus il y a de dépôts, et les banques vivent avec les dépôts. Aujourd'hui, les citoyens golfiotes vivent bien grâce au recyclage de la manne pétrolière via les salaires. C'est le canal des salaires qui permet d'enrichir les dépôts, et les banques islamiques ont donc le vent en poupe.

Ont-elles le vent en poupe ailleurs ? Oui, en Malaisie par exemple, la finance islamique a gagné ses lettres de noblesse, notamment en matière de diversification. Mais l'avenir de la finance islamique, ce n'est pas la banque, ce sont les fonds, la désintermédiation financière. C'est-à-dire utiliser notre savoir-faire, ici, en Europe pour recycler cet argent par le biais de fonds et le placer dans des classes d'actifs faisant sens. Ces classes d'actifs sont des classes d'actifs de l'économie réelle.

Sonia MABROUK. - Pour vous suivre, l'avenir, ce n'est donc pas les banques, ce sont les fonds, ce sont les capitaux ?

Anouar HASSOUNE. - Absolument. Les banques islamiques sont les banques de l'ancienne génération, les banques de « mon papa », c'est-à-dire qu'elles lèvent des dépôts, elles font des crédits aux ménages et aux entreprises. L'objectif n'est pas là. Il est de recycler cette manne pétrolière par le biais de fonds. Qui a la technologie des fonds ? L'Europe.

Je vois bien une triangulation de la finance islamique consistant à aller lever de l'argent sur place, le faire transiter par des fonds d'investissement, puis le réinvestir vers des économies qui en ont réellement besoin, notamment au Maghreb, en Amérique latine et dans les pays d'Afrique. Trois classes d'actifs sont intéressantes : l'énergie, l'infrastructure et le capital humain. C'est là qu'il y a du rendement et des besoins et c'est là que la finance islamique gagnera réellement ses lettres de noblesse, c'est-à-dire qu'elle sera un contributeur net à l'économie sociale. Sinon, ce n'est pas la peine de l'appeler finance islamique. Il suffit de l'appeler finance.

Sonia MABROUK. - Peuvent-ils l'utiliser pour relever tous les défis dont vous avez parlé ?

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - Je ne comprenais rien à cela avant que le gouvernement tunisien demande à HEC Paris de me prêter à mon pays. À l'époque, le gouvernement du président Habib Bourguiba m'a chargé de développer un certain nombre d'institutions dont l'Institut de financement du développement algéro-tunisien.

Un jour, le ministre des Finances du président Bourguiba m'a dit : « *Tu vas monter une banque d'investissement islamique pour réaliser les grands projets en Tunisie.* »

J'ai demandé : « *Islamique, qu'est-ce que cela veut dire ?* » Il m'a répondu : « *Tu te débrouilles, tu vas voir ce que c'est, car ils sont prêts à investir de l'argent.* » J'ai dit : « *Bouddhique, islamique, expliquez-moi comment cela fonctionne ?* » J'ai monté cette banque. On m'a expliqué techniquement et j'ai compris que c'était une banque participative, c'est-à-dire : « *Je vous montre mon projet. Vous mettez de l'argent avec moi. Si l'on gagne, on gagne ensemble. Si l'on perd, on perd ensemble.* » Pendant onze ans, j'ai créé et développé cette banque où j'ai représenté l'État avec les partenaires saoudiens. Nous avons sorti des rapports annuels. À aucun moment, je n'ai voulu utiliser le terme islamique. Pourquoi ? Parce qu'il y avait en même temps, notamment en Arabie saoudite, des banques qui se disaient islamiques et qui n'utilisaient d'islamique que le marketing. On prend l'intérêt, on l'appelle commission et on s'appelle banque islamique. De plus, je ne voulais pas que cette banque soit une banque de communauté. Le citoyen juif tunisien qui venait à cette banque avec un projet à monter était traité exactement de la même manière. Il avait les mêmes chances que les autres. Il venait parce qu'il y trouvait son compte.

J'ai donc monté cette banque et j'ai regardé l'argent qui circulait. Les fonds souverains arabes (les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Koweït et les autres) représentent un peu plus de la moitié des fonds souverains du monde. La Chine, la Norvège, Singapour, la Russie, etc., représentent l'autre moitié.

La moitié des fonds souverains du monde est-elle utilisée dans la région ? On voit que non. Les fonds souverains du monde arabe étaient utilisés jusqu'en 2008 en très grande partie en Amérique du Nord. Les Arabes ont perdu pendant la crise des subprimes entre 2 000 et 2 500 milliards de dollars.

Du coup, cet argent cherche maintenant à être utilisé de manière efficiente et non pas dans des jeux de casino à Wall Street. Tant mieux. Quand la Tunisie m'a chargé de faire le « packaging financier » du projet du Lac nord de Tunis (3 000 hectares d'eau, 1 200 hectares de terrains marécageux), la Tunisie ne pouvait plus s'endetter. La Banque mondiale refusait de financer. Ils m'ont alors demandé de financer de manière participative. Une sicav a été créée à cette fin à Bahreïn, dirigée par des Tunisiens, et elle vendait nos certificats d'investissement pour ce projet. Six cents millions de dollars ont été levés.

Des collègues américains qui me retrouvaient le soir me prenaient par l'épaule en disant : « *Monsieur, que venez-vous faire ici ? Vous venez lever des dollars, attendez qu'ils arrivent à New York et venez nous les emprunter, vous n'avez pas à venir lever des dollars ici.* » J'ai rapporté cela en tant que représentant d'État de l'époque de M. Bourguiba. J'ai été rassuré : « *Tu continues à travailler, l'affaire politique, c'est à nous de la régler.* » J'ai donc continué à travailler. Aujourd'hui, le tiers de la ville de Tunis est aménagé et a commencé à être construit sans engendrer de dette extérieure pour l'État tunisien. Je ne veux pas faire de propagande pour ce qu'on appelle banque islamique, ou ce que j'appelle banque participative, mais le partenariat entre l'Europe, la région Méditerranée et le Moyen-Orient pourrait s'ins-

pirer de ces expériences réussies.

Pour conclure, je voudrais citer un article publié dans le *New York Times*. Le 18 février 1993, l'ancien président Reagan écrit une lettre à M. Clinton. « *Bien que ceci remonte à bien avant les années 1980, puis-je vous offrir le conseil de l'historien arabe du XIV^e siècle, Ibn Khaldoun, qui a écrit : "Au début de l'empire, les taux d'imposition sont bas et les recettes de l'État sont élevées. À la fin de l'empire, les taux sont élevés et les recettes de l'État sont basses."* » Reagan ajoute : « *Non, je n'ai pas connu personnellement Ibn Khaldoun bien que nous aurions pu avoir des amis communs.* »

En utilisant la carte de l'OMC qui regarde le monde dans son horizontalité, je me dis que le monde ressemble sans doute aujourd'hui à cet ensemble : un nouveau Nord, un nouveau Centre, un nouveau Sud. Nous, nous sommes là au milieu de cet ensemble, l'Europe au nord, la région Afrique du Nord/Moyen-Orient ou arabe au centre et la région Afrique, la Méditerranée, au sud. Une ligne d'émergence part du pôle Nord, traverse l'Europe. Cette ligne touche notre région arabe. Mais allons-nous choisir l'émergence ? Dans ce cas, la ligne d'émergence passera par le Sud, par l'Afrique du Nord/Moyen-Orient et l'Afrique. Si nous échouons dans ce vaste partenariat de Stockholm à Durban, cette ligne remontera vers le haut et elle exclura l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, l'Europe – le modèle Turc n'aura donc pas été suivi – et ce sera extrêmement mauvais pour la région Afrique du Nord/Moyen-Orient/monde arabe et pour l'Europe.

Sonia MABROUK. - Nous avons parlé banque, finance islamique ou finance participative ; nous souhaitons maintenant évoquer les matières premières et l'alimentation. Peut-on craindre, comme on l'avait vu dans certains pays africains, des révoltes de la faim ? Vous nous avez dressé tout à l'heure un tableau un peu sombre avec des indicateurs pouvant nous inquiéter ? Peut-il y avoir une crise alimentaire ou est-ce totalement exclu ?

Doaa ABDEL-MOTAAL. - La crise alimentaire est déjà là. L'une des spécificités du monde arabe, c'est d'être l'une des régions du monde la plus dépendante des importations pour son alimentation. Dans le monde arabe, comme vous le savez bien, notamment dans les pays du Golfe, il y a une pénurie de terres arables et une pénurie d'eau. S'il y avait une perturbation des importations ainsi qu'un problème de financement de ces importations, il y aurait toute de suite la faim.

Il est certain que l'un des facteurs déclencheurs des événements dans le monde arabe cette année a été la crise alimentaire internationale. Elle a eu des impacts très sérieux dans les rues arabes. Dans ces pays, il faut aussi savoir qu'un citoyen moyen dépense entre 30 et 50 % de son revenu pour les aliments. En Europe, aux États-Unis, dans les pays développés, c'est entre 10 et 20 % des revenus.

Tout ce qui pourrait mettre en danger ces importations de produits alimentaires

dans le monde arabe aurait des effets très graves dans les rues arabes, d'où l'aide très rapide du G8 lors de sa dernière conférence.

UN INTERVENANT. - Cela a été décidé, pas encore donné.

Doaa ABDEL-MOTAAL. - On l'attend.

Sonia MABROUK. - Monsieur Jean-Pierre Filiu, il reste encore la question fondamentale de la religion et de l'islam. Il y a beaucoup de peur, parfois des fantasmes, parfois peut-être des craintes justifiées. Selon vous, les partis qui se disent aujourd'hui religieux vont-ils rafler la mise, vont-ils s'imposer, immiscer le religieux sur la scène politique ou exagère-t-on le pouvoir des partis islamiques ?

Jean-Pierre FILIU. - D'abord merci aux organisateurs de ce colloque. C'est un très grand honneur pour moi d'être à cette tribune et de participer à cet exercice où l'on interroge la révolution arabe au singulier. Pour moi, elle est singulière, même si elle se décline dans différents pays au pluriel avec, chaque fois, dans un cadre national, son propre développement. C'est d'ailleurs au singulier que j'essaie de la traiter dans un livre qui sort en anglais dans quelques jours et en français incessamment.

J'ai eu l'honneur – et j'en suis encore plus ému – de présenter ces analyses devant son excellence Lakhdar Brahimi lorsque j'étais enseignant à Columbia. Je tiens à saluer une référence politique et militante qui est Souhayr Belhassen, la présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. Tous ces défenseurs des droits de l'homme dont on ne dira jamais assez à quel point, avec discrétion et modestie, ils ont contribué à cette grande nouvelle pour nous tous au nord et au sud de la Méditerranée.

Avant de répondre à votre question, ce qui me frappe entre la première et la deuxième table ronde et celles qui vont suivre, c'est le caractère complètement éclaté, fragmenté, hétérogène, hétéroclite – je cite quelques-uns des qualificatifs qui ont été employés pour la sphère économique arabe – alors que nous assistons à un mouvement intégré en termes politiques, en tout cas en termes d'écho des slogans qui résonnent littéralement d'un bout à l'autre du monde arabe.

À mon avis, le chaînon manquant, mais je parle avec beaucoup d'humilité devant des économistes, c'est tout simplement la jeunesse. Cette jeunesse est une dans le monde arabe. C'est plus qu'un baby-boom ! Je l'ai traduit, en français, par « l'effet chébab », reprenant le terme arabe pour « jeunes ». Aujourd'hui, on a ces 15-24 ans, en gros, une jeunesse composée d'une centaine de millions de femmes et d'hommes beaucoup mieux formés, beaucoup mieux éduqués, qui parlent un bien meilleur arabe que les générations qui les ont précédés et qui paradoxalement éprouvent de plus grandes difficultés à trouver un emploi. Un véritable fossé s'est ouvert entre les

aspirations légitimes de cette jeunesse et la place qui lui est faite dans la société de Ben Ali, Moubarak et consorts. C'est là que se trouve, selon moi, la pulsion révolutionnaire. Tocqueville l'a dit : c'est justement quand cela va mieux qu'éclate la révolution. C'est donc parce qu'il y avait croissance et que cette croissance était outrageusement détournée qu'il y a eu révolte.

Cette machine infernale « à deux bras », le pouvoir et les forces de sécurité à sa solde, est celle qui était littéralement en train d'étrangler la jeunesse arabe. La jeunesse arabe s'est soulevée car c'était sa vie qui était en jeu. Nous n'en sommes qu'au début. Nous sommes dans la période la plus délicate avec tous les désenchantements, mais, comme vous l'avez souligné, la Tunisie repart déjà, et c'est extraordinaire. Dans tout cela, je ne vois pas l'islam.

On a vu des millions de personnes descendre dans les rues, non pas pour demander l'application de la charia, non pas pour dénoncer un dirigeant qui serait traître à je ne sais quelle valeur divine, mais pour réclamer un parlement. Ce n'est pas l'idée de changer un Zaïm, un leader, par un autre leader. Ce que les gens veulent, c'est une représentativité une fois pour toutes. Le peuple veut renverser le régime.

Le régime, c'est aussi le système. C'est pour cette raison que c'est un processus révolutionnaire et que l'on a du mal à en prendre la mesure, car c'est un processus global qui ne s'arrêtera pas avec le renversement de tel ou tel dirigeant.

L'islam dans tout cela ? Parlons des deux révolutions qui ont réussi pour le moment. Les islamistes tunisiens reconnaissent avoir eu un ou deux martyrs sur les 200 victimes du soulèvement qui a mené à la chute du président Ben Ali.

Les Frères musulmans égyptiens considèrent qu'ils ont eu 50 martyrs sur un peu moins d'un millier. Ce sont des gens organisés, ils tiennent leurs fiches à jour. Non seulement ils ne sont pas les inspirateurs du mouvement, mais ils ne peuvent même pas nous jouer le Parti communiste français en 1945 avec les 175 000 fusillés. Ils n'ont ni inspiré ni été à l'avant-garde de ces mouvements.

Aujourd'hui, si on parle des partis islamiques, on a d'ores et déjà, en Égypte, un parti officiellement issu de la matrice des Frères musulmans et quatre autres organisés par des dissidents ou des membres des Frères musulmans.

Si l'on prend le panorama régional, vous avez les Frères musulmans qui, en Syrie, sont à la traîne de la révolution en cours et ceux qui, en Jordanie, disent : « *Le peuple veut réformer le régime et non le renverser.* » Au Maroc, les uns sont monarchistes et les autres sont républicains. L'hétérogénéité du positionnement des partis islamistes dans l'ensemble de la sphère arabe prouve que le simple fait de prendre la variable islamiste comme déterminante n'est pas pertinent étant donné que, lorsque l'on est islamiste, on peut arriver, suivant les pays, à ceci, à cela, ou à tout à fait le contraire.

Beaucoup de gens qui ont participé à la révolution sont des musulmans extrêmement croyants, voire pratiquants, mais ils ne l'ont pas fait par foi religieuse. Ce n'est pas ce qui les a motivés. Ils se sont rebellés parce qu'ils n'en pouvaient plus,

parce qu'ils étaient animés par un sentiment de révolte irrépressible qui les a amenés à mettre leur vie en jeu.

Prenons le cas de l'Égypte, vous avez des musulmans engagés partout. Le cheikh d'Al-Azhar soutient Moubarak jusqu'au bout et soutient en même temps le caractère islamique de l'État – l'article 2 de la Constitution.

Vous avez des salafistes progouvernementaux qui ferment leurs mosquées lors des vendredis de la colère pour qu'elles ne soient pas utilisées par les manifestants et qui vont déclarer sur les chaînes de télévision qu'il est très mal d'aller dans la rue parce que c'est la *fitna*, donc c'est contre l'islam.

Vous avez d'autres salafistes qui, eux, sont dans la contestation, des soufis qui en font partie ou non.

Vous avez des Frères musulmans qui négocient avec Omar Souleiman le 6 février alors même que leur base est pour la révolution jusqu'au bout.

Vous avez Amr Khaled, le plus populaire des prêcheurs télévisuels, qui finance les manifestants et qui a, apparemment, des velléités de constituer un parti politique à partir des comités constitués sur la base de son émission télévisée, les « Fabricants de la vie ».

Puis vous avez les révolutionnaires qui sont généralement des jeunes Frères musulmans qui peuvent être très islamistes, mais qui se retrouvent à Tahrir avec des coptes, des marxistes, des militantes partout et qui estiment que c'est tout de même assez sympathique.

La variable islamique et la variable islamiste aujourd'hui nous apprennent fort peu.

Sonia MABROUK. - Je laisse M. Moncef Cheikh-Rouhou commenter le tableau à l'écran.

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - La jeunesse tunisienne est incroyable. 29 ans est l'âge médian en Tunisie. Quand on a 34 ans, on est minoritaire.

En Tunisie, que va-t-il se passer ? Plus de quatre-vingt-cinq partis sont autorisés et actifs en Tunisie aujourd'hui, mais en fait, d'une analyse des principales composantes, il ressort qu'il existe cinq ou six « partis » ou regroupements : les partis socialistes et communistes, les partis nationalistes, les partis libéraux, les partis islamistes démocratiques, les centristes qui sont les plus nombreux et qui seront au centre des futures coalitions. Pour l'Afrique du Nord, le phénomène Merkel est double : elle est Premier ministre démocrate chrétienne, donc pourquoi ne pas être démocrate musulman ? Ensuite, elle prouve qu'un régime parlementaire est approprié. Les gens ne veulent plus d'un leader sauveur, mais d'un parlement élu qui gouverne, une sorte de « Knesset » à Tunis. Nous voulons un Parlement, nous ne voulons pas d'un président sauveur. Pendant cette précampagne électorale, certains partis se mettent en contact avec moi et, quelquefois, me demandent de « corriger »

leur programme économique : « *Vous ne voulez pas les “corriger” et voir quels sont nos points communs* », me disaient-ils ?

L’aspect pédagogique de la démocratie est important. Les Tunisiens recherchent notre avis à tous, nos conseils, notre expérience pour ce commencement d’une autre vie.

Sonia MABROUK. - Avez-vous des questions ?

UN INTERVENANT. - On entend souvent qu’en Tunisie, aux prochaines élections, l’Ennahda, le parti islamiste, qui de beaucoup est le mieux organisé, va faire une percée ? Nous sommes d’accord pour dire que les forces islamistes n’ont pas eu, comme l’a dit M. Filiu, un rôle dans le déclenchement de ces mouvements, mais dans la capacité de récupération, d’organisation, d’ancrage dans la société ; que pouvez-vous nous dire du cas tunisien ?

Jean-Pierre FILIU. - D’abord, on n’en sait rien mais c’est le charme de la démocratie !

UN INTERVENANT. - Les sondages disent que l’Ennahda occupe la première place.

Moncef CHEIKH-ROUHOU. - Avec 15 %, donc il n’a pas encore gagné.

Jean-Pierre FILIU. - En revanche, ce qui est sûr, c’est que l’Ennahda, comme les autres, a voté la loi électorale qui est une loi de stricte parité entre candidats femmes et hommes, très en avance par rapport à ce qui existe en France. C’est un point à souligner.

Réellement, je crois que, si nous étions dans les chambres électorales des partis islamistes, nous serions étonnés par le degré d’incertitude, pour ne pas dire plus, qui les agite car, eux non plus, n’en savent rien.

Vous dites que l’Ennahda est très organisé, cela reste à démontrer ! Ils étaient en tout cas réprimés avec méthode durant toutes ces dernières années !

Sonia MABROUK. - Je crois que monsieur parle d’un maillage social, d’une présence.

Jean-Pierre FILIU. - Je suis juste un universitaire et, en tant que tel, je crois ce que je vois.

Depuis le temps que l’on parle du maillage social des islamistes... Tout d’abord, ceux qui m’en parlaient le plus participaient généralement au pouvoir. Lorsque je me rendais sur place, je ne voyais pas réellement ce maillage, donc, pour l’instant, je n’en sais rien.

Je crois surtout que, de toute manière, quel que soit le résultat, à supposer qu'il leur soit favorable, il sera de l'ordre d'une majorité très relative. Quel que soit le score que feront les islamistes, ils seront obligés de négocier.

Je signale enfin que les élections dont il s'agit en Tunisie concernent la constituante. Il s'agit de la construction de l'avenir. L'idée qu'ils soient effectivement présents dans un processus constitutionnel qui – j'en suis pratiquement certain – n'ira pas vers une forme d'institutionnalisation de l'islam, me paraît juste : au fond, pourquoi pas des islamistes s'ils participent à un processus électoral ?

S'ils deviennent le parti de l'ordre qui est la tendance apparemment en Égypte, dans ce cas, on se rapproche de l'armée, on condamne les grèves, on est contre le mouvement social. À court terme, cela peut être favorable aux islamistes. À long terme, selon moi, c'est ravageur pour leurs bases sociales. Jusqu'à présent, ils étaient dans la position idéale : pour tout ce qui allait bien, ils pouvaient dire que cela irait encore mieux et tout ce qui allait mal était mis sur le compte du régime. Maintenant, ils sont obligés d'avoir un programme.

Quelle est la réponse islamiste à la crise ? Il n'y en a pas. Quel est le programme islamiste économique ? Il n'y en a pas. Ils se bornent à appeler à lutter contre la corruption, mais une expérience de gestion sans doute les rapprocherait d'une forme de modèle démocrate-chrétien, ou turc, appelez-le comme vous voulez, mais qui n'est pas islamiste. La demande de visibilité de l'islam dans la sphère publique est peut-être moins importante qu'on le croit, mais attendons les résultats. C'est le charme des élections.

Sonia MABROUK. - Merci.

Nous passons à la troisième table ronde. ●

Enjeux de société

– Troisième table ronde –

Fethi BEN BRAHIM. - J'ai l'honneur et le plaisir de prendre le relais de Mme Mabrouk pour animer la deuxième séquence de ce colloque qui va nous conduire à évoquer, après la dimension géostratégique et économique du printemps arabe, les enjeux de société et ceux de l'intégration, intégration régionale et, plus largement, intégration euro-méditerranéenne au travers de la relation de ces régions avec l'Union européenne.

Nous allons évoquer les acteurs qui ont investi depuis peu le champ politique. Pour Al-Jazeera, cela date de 1996, mais sa montée en puissance est tout à fait remarquable.

Pour nous parler de ces nouveaux acteurs de la communication, je vais passer la parole à M. Mohammed El Oifi, maître de conférences à Sciences-Po, un auteur très prolifique, car il a rédigé de nombreux articles sur les chaînes satellitaires arabes et, notamment, la chaîne vedette Al-Jazeera.

Mohammed EL OIFI. - Je vais essayer rapidement de vous parler du rôle des médias dans les révolutions arabes, les médias traditionnels bien sûr, les chaînes satellitaires (donc les chaînes d'information continue en langue arabe) et les nouveaux médias, notamment ceux liés à Internet, c'est-à-dire Facebook, Twitter ou YouTube.

Les chaînes d'information en continu ont joué un rôle fondamental dans la maturation de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe.

Pour ceux qui ne connaissent pas l'arabe, les choses peuvent paraître parfois un peu étranges, mais sur la chaîne de télévision Al-Jazeera, financée par l'émir du Qatar et lancée en novembre 1996, plusieurs émissions de débat ont, selon moi, joué un rôle historique.

Aujourd'hui, certaines de ces émissions ont mal vieilli car, depuis 1996, elles répètent la même chose. Cependant, en 1996, elles ont créé un bouleversement réel en jouant un rôle fondamental dans la politisation des gens, dans des propositions alternatives aux projets gouvernementaux.

Aujourd'hui, Al-Jazeera est presque le porte-parole des révolutions. Elle a imposé

ses règles du jeu depuis une dizaine d'années. Tout le monde doit s'aligner sur le modèle d'Al-Jazeera, même les chaînes d'information continue lancées par les gouvernements iranien, turc, saoudien, américain ou français. Cela renforce l'effet d'Al-Jazeera, ce schéma où l'on a beaucoup de discussions, de débats et surtout beaucoup d'engagements, notamment en faveur de la démocratie.

Pendant très longtemps, on trouvait ridicules les animateurs d'Al-Jazeera lorsqu'ils disaient : « *Il faut abattre les régimes.* » En réalité, ce message est passé. Je voyais, dans la presse quotidienne, les journalistes reprendre les émissions d'Al-Jazeera pour les discuter.

En ce qui concerne les nouveaux médias, leur rôle est véritablement exagéré car le taux de pénétration d'Internet en Tunisie, en Mauritanie, au Yémen ou en Libye est de moins de 2 ou 3 %. Il est donc difficile de parler d'un effet « nouveaux médias », d'un effet « réseaux sociaux » dans ces pays. Il existe toute une idéologie derrière cela. Facebook, qui est tout de même une entreprise privée américaine, demande à tout le monde de dire que la révolution tunisienne ou la révolution égyptienne est une révolution Facebook. Nous avons même tout à l'heure entendu un intervenant dire que les Américains ont plus ou moins organisé la révolution égyptienne, que ce n'est pas une révolution spontanée.

Pour moi, il est très difficile de considérer que les nouveaux médias ont préparé et déclenché la révolution. Ils ont peut-être permis une coordination entre des éléments autonomes qui ont pu ainsi travailler ensemble. Des gouvernements, notamment tunisien et égyptien, ont pendant très longtemps encouragé Internet pour des raisons de développement économique, mais ils voulaient le contrôler, l'utiliser. Ils voyaient que les jeunes l'utilisaient essentiellement pour des raisons ludiques, aussi ont-ils été surpris de voir que les jeunes l'utilisaient de manière subversive.

Les gouvernements ont été un peu pris dans un jeu qu'ils ne contrôlaient pas, mais de là à dire que l'administration américaine a organisé cela...

L'administration américaine était obligée de financer le gouvernement égyptien, mais aussi les éléments de la société civile pour faire taire certaines critiques.

D'ailleurs, même en France, les États-Unis financent des jeunes qui vont faire des stages aux États-Unis, mais le but n'est pas du tout de renverser le gouvernement français. Des rationalisations *a posteriori* peuvent donc nous conduire vers des conclusions qui ne sont pas pertinentes.

Je considère que les médias ont joué un rôle important parce qu'un phénomène a eu lieu mais il est passé inaperçu : l'autonomisation des opinions publiques dans le monde arabe.

Pendant très longtemps, lorsque l'on parlait, dans le monde arabe, de l'opinion des gens, on la méconsidérait. Pourquoi ? Parce que, pour les analystes, la rue arabe était inefficace.

En 1990, les gens ont manifesté par millions dans la rue pour dire qu'ils étaient contre la guerre en Irak et, pourtant, la guerre a eu lieu et il y a eu des conséquences

dramatiques. L'opinion publique était une variable qui n'était pas intéressante.

Avec ce qui s'est passé en Égypte, on a vu que l'opinion publique a déplacé complètement le lieu du pouvoir. Le palais du président égyptien est devenu un lieu de pouvoir vide, et le véritable pouvoir est devenu le lieu où les hommes et les femmes de toutes opinions se sont massés, c'est-à-dire la place Tahrir.

En juin 2010, j'ai écrit un article dans la revue *Maghreb-Machrek* intitulé : « Les opinions publiques arabes comme enjeu des relations internationales ». Ma thèse était qu'en réalité la donne politique dans cette région ne serait changée ni par l'extérieur ni par les gouvernements, mais que ce seraient les opinions publiques qui changeraient la donne, ce qui s'est partiellement produit. Il faut peut-être s'intéresser aux médias, mais ce qu'il faut vraiment voir, ce sont en fait les changements structurels que connaît cette région depuis trente ans, c'est-à-dire l'alphabétisation, l'urbanisation et la politisation des gens.

Fethi BRAHIM. - Merci, Monsieur El Oifi, pour cette description très fouillée d'un paysage audiovisuel arabe beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

Toujours dans le même segment des nouveaux acteurs de la communication, nous allons évoquer un autre acteur qui a été déterminant, à savoir les réseaux sociaux, Facebook et Twitter. Par une sorte de ruse de l'Histoire, ils ont réinjecté de la réalité et de la politique alors même qu'on les accusait de dépolitiser et de « déréaliser » la vie et l'environnement des jeunes.

Je vais passer la parole à M. Khaled Al Khamissi, qui est égyptien, producteur, réalisateur et journaliste. Il est diplômé de sciences politiques de l'université du Caire et de relations internationales de l'université de Paris Sorbonne. Il est notamment l'auteur du best-seller *Taxi*.

Khaled AL KHAMISSI. - Je voudrais évoquer quatre points :

- le premier, un aperçu historique car, sans l'Histoire, on ne peut finalement rien comprendre ;
- le deuxième, l'évaluation des événements après le départ de Moubarak ;
- le troisième, l'innovation sociale dans la révolution égyptienne ;
- le quatrième, la nécessité d'un réel développement démocratique.

La révolution égyptienne de 2011 a en réalité commencé en 1881 avec la révolution de Ahmed Orabi. Il est le premier à avoir utilisé une terminologie très claire sur les libertés politiques que réclamait le peuple. C'est la première phase de l'histoire de l'Égypte moderne : un vrai projet laïque.

Cette révolution s'est terminée par la colonisation anglaise avec l'aide du Khédivé Tawfiq. Mais très vite est née une pensée décolonisatrice avec l'idée de développer une classe moyenne égyptienne par une éducation laïque. Cette classe moyenne était peu présente. Elle ne dépassait pas les 20 % de la population égyptienne. Les 80 % restants étaient une masse sans voix.

Ce projet était donc un projet laïque, culturel, conçu par plusieurs acteurs. Sur le plan politique, en Égypte, Saad Zaghloul a été le leader de la révolution de 1919, une des plus grandes révolutions du xx^e siècle dans le monde arabe. Sur le plan culturel, il y avait Taha Hussein, dans la musique, Sayed Darwich, dans la sculpture, Ahmed Mokhtar, dans la sociologie et pour la cause des femmes, Kassem Amin et, en économie, Talaat Harb.

Ce projet a prospéré et rayonné dans tout le monde arabe par une production culturelle intense. Mais ce projet a fait faillite après la Deuxième Guerre mondiale.

En 1952, la deuxième phase a commencé : c'est la phase révolutionnaire, nationaliste, militaire.

Nasser a porté l'idée d'une justice sociale, avec plus d'investissements dans le domaine de l'éducation. Il a mis en marche le proverbe de Taha Hussein : « *L'éducation doit être comme l'oxygène, pour tout le monde.* » Ce projet révolutionnaire s'est répercuté en Algérie avec Ben Bella, au Ghana avec Nkrumah, à Cuba avec Che Guevara, au Chili avec Salvador Allende. Nasser a rejoint aussi le camp des non-alignés avec Tito, Nehru, Nasser.

Après la période nassérienne, on a constaté effectivement une montée importante de la classe moyenne par le biais de l'éducation, des politiques de justice sociale, des nationalisations. Beaucoup de gens sont partis pour les grandes cités, notamment au Caire. La classe moyenne, qui grandit dans la deuxième période révolutionnaire, était totalement liée au secteur public, au patriotisme, au travail pour la société, pour le développement social, économique et politique du pays. Elle était totalement liée aux projets d'indépendance nationale, de laïcité et de développement économique.

Ce projet a fait faillite après la défaite de 1967, date à partir de laquelle démarra la troisième période, que j'appelle « période saoudienne ». Cette période saoudienne était celle de la « colonisation américaine ».

Juste après 1967, les gouvernements arabes émanaient totalement des États-Unis. Ce sont des agents américains qui ont ainsi installé plusieurs leaders comme El Bakr et sa main droite Saddam Hussein en Irak en 1968, Gaafar Nimeiry au Soudan en 1969, Kadhafi en Libye en 1969, Anouar Al-Sadate en Égypte en 1970 et Hafez El-Assad en Syrie en 1970.

Dans cette période saoudienne, la classe moyenne a été une des principales victimes. Les politiques économiques de privatisation à partir de 1974 et le début du retrait économique et social de l'État ont modifié les conditions sociales. Ainsi, la classe moyenne s'est appauvrie et la classe des plus riches est devenue encore plus riche.

Cette période saoudienne était totalement liée au vent conservateur présent dans le monde, représenté par Margaret Thatcher en Angleterre et Ronald Reagan aux États-Unis. Ils ont eu ensuite leurs « enfants », comme Nicolas Sarkozy en France et Sylvio Berlusconi en Italie. Cet air conservateur qui domine le monde depuis

1980 s'est aussi imposé dans le monde arabe et singulièrement en Égypte.

Au cours de cette période, il y eut un tel appauvrissement de la classe moyenne qu'il était devenu difficile de faire une véritable différenciation entre la classe pauvre et la classe moyenne. Une classe riche représentait environ 10 % de la population, 10 à 15 % représentaient la haute classe moyenne, 58 % vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Voilà le schéma social pendant ces trente années.

Durant cette période dite saoudienne, la classe moyenne n'était plus liée au secteur public. Elle s'est alors progressivement détachée de la réalité politique, économique et sociale du pays. À la fin de cette période, 7 millions d'Égyptiens ont émigré.

Maintenant, une quatrième période commence à partir des révolutions dans plusieurs pays arabes.

Quand la révolution a-t-elle commencé ? A-t-elle commencé à Tunis ? A-t-elle commencé quand les gens sont descendus dans la rue le 25 janvier 2011 ? Je ne le crois pas.

Une révolution sociale commence progressivement. Je suis certain que cette révolution arabe a commencé il y a au moins six ans.

Dans mon livre *Taxi*, j'ai écrit, en 2005 : « *La révolution, c'est pour demain. Ce gouvernement n'a besoin que d'un petit souffle pour tomber.* » Au Caire, on disait depuis des années qu'il ne restait que quelques mois avant que la révolution ne commence et que ce gouvernement ne tombe.

Il y avait de multiples raisons à cela, je n'entrerai pas dans les détails, mais nous sommes face à une vraie révolution en Égypte dès les années 2004/2005. D'abord, nous assistons à une explosion du nombre des émeutes et des manifestations. Mais le plus important, c'est ce qui s'est passé dans la société. Ce fut une vraie révolution dans la société civile égyptienne, un vrai boom social et culturel : plus de librairies, plus de bibliothèques, plus de troupes de théâtre, plus de groupes de musique, plus d'écrivains, plus d'éditeurs, plus de lecteurs, plus de tout. Cette révolution n'a donc pas commencé il y a quelques mois. Ses racines sont plus anciennes.

Révolution sociale et révolution politique sont, je crois, totalement liées à la « décolonisation » du « colonisateur » américain. Les États-Unis enregistrent un déficit budgétaire énorme et s'affaiblissent. En 2008, il y a eu une crise économique très importante. La Chine, à l'inverse, poursuit sa croissance. Ces changements ont certainement contribué aux révolutions arabes.

Cette révolution sociale peut-elle aboutir à une révolution politique ? Oui en Égypte. Les élites politiques se préparent déjà. Elles sont totalement aptes à prendre le relais, mais la vraie question sera celle de notre indépendance réelle par rapport au colonisateur américain.

Moubarak est parti et a confié le pouvoir au Conseil suprême de l'armée. Ce Conseil qui n'a aucune expérience politique a commencé par faire un pacte avec les

islamistes et avec les forces économiques pour contenir et contrer la révolution et ses revendications.

Les islamistes ont essayé de se rallier les « sans voix » et aussi les voix non révolutionnaires. Ils voulaient prouver leur capacité d'écoute auprès de toute la population. À l'inverse de l'armée égyptienne qui s'est transformée au cours des vingt dernières années en une sorte d'instance économique au service des plus puissants.

La partie plus politisée de la population commence pour sa part à créer des partis politiques et à développer une société civile égyptienne. L'idée est de défendre la révolution, continuer à exprimer des revendications, maintenir la pression pour un vrai développement démocratique. Les attentes ont grandi sans réponses, et c'est ainsi qu'a commencé la deuxième vague de la révolution le 8 juillet.

Le Conseil suprême de l'armée a propagé un chaos calculé avec l'aide des médias, des salafistes et des groupes islamistes. Il a continué à parler au nom de la révolution et a envoyé les grandes figures de l'ère Moubarak en prison. Ils ont commencé par deux ministres et chaque semaine il hausse la qualité des personnes incarcérées. Et le procès de Moubarak va démarrer. Le Conseil suprême de l'armée cherche à renforcer sa légitimité en punissant les figures de l'ère Moubarak et en accreditant l'idée qu'il est le vrai défenseur de la révolution.

Pourtant, les revendications liées à l'émergence d'un système démocratique ne sont pas réalisées, comme par exemple :

- le droit de créer des partis politiques, des syndicats et des ONG par de simples procédures ;
- l'abolition de la loi d'urgence ;
- la transparence politique ;
- des normes claires et transparentes dans le domaine des nominations des gouverneurs et des présidents des comités locaux, des présidents des universités, etc. ;
- un vrai retour des policiers dans les rues (ils se sont retirés le 28 janvier 2011) ;
- l'abolition du décret du Conseil suprême de l'armée qui interdit les sit-in ;
- l'abolition des procès militaires pour les civils (12 000 civils ont été traduits devant des tribunaux militaires ces derniers quatre mois) ;
- un système électoral proportionnel ;
- l'abolition du quota des 50 % ouvriers et paysans dans le Parlement.

La liste de revendications est longue, et le bras de fer entre révolution et contre-révolution continue.

Je souhaiterais ajouter un mot sur le rôle joué par les nouveaux moyens de communication tels que Facebook ou Twitter. Depuis dix ans, le phénomène de la résistance numérique a commencé et n'a cessé de se développer. Pendant les révolutions, ces nouveaux moyens de communication ont, par exemple, permis de faire des vidéos de scènes de torture dans les postes de police et de les mettre en ligne via YouTube. Il y a également des blogueurs qui publient des textes de résistance politique à travers la poésie, la littérature, des journaux intimes et des essais.

Pour terminer, je voudrais aborder les effets psychologiques de la révolution sur la population. Les Égyptiens ont appréhendé ce qu'était le pouvoir d'agir, la force de changer une situation politique. Nous sommes devenus plus confiants dans nos capacités d'engagement politique. Il y a une envie de vraie participation politique, l'envie d'adhérer à des partis politiques, de s'investir et de mieux connaître la politique.

Ce qui freine le développement, c'est l'absence de volonté politique du Conseil de l'armée. Il existe le sentiment que l'armée veut faire émerger un simple décor démocratique, une apparence de démocratie qui ne heurte pas leurs intérêts économiques et leurs relations avec les Américains et les Israéliens. Les généraux ont affirmé plusieurs fois que la société égyptienne n'était pas prête pour la démocratie. Je considère qu'il s'agit d'une insulte. Le bras de fer va continuer pendant des années, mais la démocratie finira par l'emporter.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Monsieur Al Khamissi, pour ce rappel des fondements historiques des révolutions arabes. Vous avez évoqué le cas égyptien. Le cas tunisien est également assez instructif en la matière.

Je passe la parole à M. Kebir-Mustapha Ammi qui est romancier et essayiste. M. Ammi a également enseigné la littérature française aux États-Unis. Il nous présente son point de vue sur les processus révolutionnaires et le rôle des nouveaux acteurs.

Kebir-Mustapha AMMI. - Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs d'avoir invité un non-spécialiste, un romancier, à parler de situations extrêmement complexes. Un historien, un politologue, un politique travaillent sur le réel, ils essaient de l'expliquer, contrairement à un romancier qui interroge le réel. C'est ce questionnement qui m'importe et, là, j'ai saisi cette occasion qui m'était donnée pour partager avec vous mes interrogations face à ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe.

Depuis les indépendances s'est écoulé près d'un demi-siècle, voire un peu plus selon les pays, et, finalement, on constate que c'est, hélas, un demi-siècle de brutalité et d'humiliation.

Une question me traverse souvent l'esprit : dans le monde arabe, y a-t-il des dirigeants légitimes et, si oui, sont-ils des démocrates ?

Les pouvoirs ont souvent été confisqués. Il y a parfois eu des guerres, d'autres fois des jeux machiavéliques d'où étaient toujours exclus les citoyens.

Aujourd'hui, des jeunes ont pris la parole. Ils sont descendus dans la rue sans masque. C'est extraordinaire ce courage qu'ils ont eu de descendre à visage découvert pour crier fin à l'humiliation et à la brutalité.

Tout à l'heure, Moncef a eu raison de citer ce beau livre de Frantz Fanon, *Peau noire, Masques blancs*. Un livre absolument fantastique qu'il faut relire pour comprendre bien des choses.

Les dirigeants ont eu recours à un élément essentiel pour préserver leur pouvoir : la peur. Ils ont érigé la peur en institution, en méthode de gouvernance, pour ne pas partager leur pouvoir et, surtout, pour ne pas être tenus comptables de tout ce qu'ils pouvaient commettre.

Décembre 2010, « *la peur change de camp* ». Je crois que c'est un journaliste du *Monde* qui a eu cette formule absolument extraordinaire.

Aujourd'hui, quand vous circulez dans le monde arabe, vous sentez cette peur qui est tangible, palpable, seulement, elle est de l'autre côté du mur.

Jusqu'à présent, nous étions algériens, tunisiens... Aujourd'hui, je suis tunisien. Le jour où ce soulèvement a eu lieu en Tunisie, je me suis senti profondément tunisien et profondément égyptien lorsque les Égyptiens ont envahi la place Tahrir. J'étais aux États-Unis, je suivais les événements à la télévision et j'étais heureux de voir ce soulèvement, ces gens qui parlaient à visage découvert. On n'avait pas l'habitude de cela, parce qu'avant l'on se terrait, on avait peur. Et, là, des jeunes de 15 à 25 ans vous donnent une leçon. Et quelle leçon ! Elle est formidable, méritée.

Un rapport montrait que le Portugal ou la Grèce traduisaient davantage encore que tout le monde arabe réuni. Autrement dit, vous avez quelquefois des professeurs de littérature qui enseignent l'art du roman dans les universités arabes qui n'ont jamais lu Joyce, Faulkner ou Proust, car l'intégrale de leur œuvre n'est pas traduite en arabe. Ce dysfonctionnement ne semblait gêner personne. Car le monde arabe était à la périphérie et s'en accommodait. Les choses sont en train de changer.

Ne boudons pas notre plaisir, nous sommes heureux de ce qui se passe. Bien sûr, on ne sait pas ce qui va se passer demain, mais il est certain que les choses ne peuvent pas être pires que ce qu'elles ont été.

Les faux prophètes, qu'ils soient politiques ou historiens, quels qu'ils soient, on n'en a pas besoin. Oui, les Arabes sont entrés dans la mondialisation, mais ils sont surtout entrés dans l'Histoire.

Les Arabes, en entreprenant ce début de révolution, ont arraché leur droit, leur statut de citoyen, ils le méritent, ils l'ont gagné.

Quel pouvoir, quel autocrate aujourd'hui pourrait désormais leur disputer ce droit ?

On nous a répété pendant très longtemps que les Arabes n'étaient pas mûrs pour la démocratie, qu'ils n'étaient pas faits pour le respect d'autrui. Je voudrais aujourd'hui partager avec vous le nom de trois auteurs qui comptent énormément pour moi dans le monde arabe.

Ibn Arabî, mort au XIII^e siècle, mystique et philosophe. Nul philosophe, nul mystique, d'aucune religion, même athée, n'est allé aussi loin que Ibn Arabî.

Il y a Ibn Khaldoun et l'Émir Abdel-Kader, qui n'est pas simplement algérien, mais un très grand humaniste. On l'enferme très vite dans cette espèce de carcan de résistant à la pénétration coloniale, à la conquête coloniale de l'Algérie, mais c'est beaucoup trop restreint.

Il a surtout été l'auteur d'une œuvre magistrale, *Le Livre des haltes*, et de poèmes

mystiques qui sont tout aussi beaux que ceux de son maître spirituel, Ibn Arabî. Ils sont absolument magnifiques, esthétiquement parlant et pour la philosophie humaniste qui les traverse. Cette poésie faite du respect d'autrui, le socle de sa pensée.

L'Émir Abdel-Kader a fait du respect d'autrui le socle de sa pensée. Il parle pour nous tous, qui que nous soyons, Arabes, chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, quelle que soit notre origine.

Ces trois humanistes prouvent, si besoin est, que les Arabes sont mûrs depuis très longtemps pour la démocratie.

C'est cet humanisme, si je dois faire une prière, qui doit guider ces jeunes qui sont en train de nous apprendre à être de vrais citoyens, car l'avenir leur appartient et l'avenir est impatient.

Fethi BRAHIM. - Merci, Monsieur Ammi, pour cette intervention à la fois très personnelle et très convaincante.

Autre acteur de la révolution : les femmes, dont on a pu relever, notamment en Tunisie et en Égypte, le rôle pionnier dans les mouvements révolutionnaires.

Je passe la parole à Mme Souhayr Belhassen, journaliste, écrivain, ancienne présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, la plus ancienne ligue du monde arabe et, actuellement, présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Souhayr BELHASSEN. - Tout au long de ces mois de soulèvements populaires, de la Tunisie au Bahreïn, de l'Égypte au Yémen, des femmes issues de tous milieux sont massivement descendues dans la rue. Aux côtés des hommes, elles ont appelé à la démocratie, à la liberté et à l'égalité. Elles ont revendiqué leur droit à la dignité dans la rue et à travers les réseaux sociaux.

Si pendant ces longues années de dictature et de répression les femmes ont toujours joué un rôle primordial dans la résistance, elles ont acquis au cours de ces révolutions une visibilité sans précédent qui leur donne la force de prétendre à ce que leur rôle dans la construction de la démocratie ne soit pas ignoré. Aucun parti politique, aucun mouvement social, aucun groupe religieux ne pourra ignorer totalement les femmes. Car le risque est là...

Nous devons tirer les leçons de l'Histoire : celle de l'Algérie, où les femmes ont porté le combat pour la liberté contre la colonisation, est emblématique du drame des femmes dans les révolutions. Car sitôt l'indépendance acquise, les femmes ont été de nouveau privées de leurs droits.

Au Yémen, dans les années 1960, les femmes se sont battues contre la tyrannie, mais le changement de régime s'est accompagné de reculs substantiels pour leurs droits... Comme en Irak d'ailleurs.

Ces faits, ces femmes ont été oubliés. Aujourd'hui, c'est à nous d'être la mémoire de l'Histoire.

Le risque de la confiscation et de l'oubli est bien là.

Contrairement à l'image qu'on en a souvent en Occident et au-delà, la région arabe n'est pas faite d'un bloc et la modernité y a fait des progrès inégaux. Mais la peur de voir les femmes devenir les égales des hommes domine.

Si en Tunisie les femmes ont manifesté le plus souvent la tête découverte, au Bahreïn, en Syrie, au Yémen et en Libye l'apartheid est physique : les hommes d'un côté, les femmes de l'autre.

Nous nous devons de rester vigilantes.

En Tunisie, un résultat spectaculaire a été obtenu : la consécration de la parité sur les listes électorales – une première dans la région et au-delà.

Mais en regardant de plus près, il n'y a que deux ministres femmes au gouvernement de transition sur vingt-quatre et la Commission électorale indépendante chargée d'organiser les élections du 16 octobre de l'Assemblée constituante ne compte que deux femmes sur seize.

En Égypte, alors que les femmes ont été massivement impliquées dans le mouvement révolutionnaire, la mixité y est timide. Aucune femme ne fait partie du Comité constitutionnel, ni même du Comité civil de consultation, dont le nom lui-même est discriminatoire, « Conseil des hommes sages ». Cent dix-sept organisations de femmes et de défense des droits humains protestent. En vain. La Constitution discriminatoire, fortement soutenue par les intégristes, a été adoptée par référendum, le 20 mars 2011.

Les violences commises à l'encontre des femmes et notamment la pratique de tests de virginité sur dix-sept manifestantes de la place Tahrir par les forces armées visent à décrédibiliser ces femmes. Cela n'empêchera pas les femmes décidées à revendiquer leur place au sein de la sphère politique de le faire. C'est le cas de Burhana Kamel, qui a décidé d'être la première femme dans l'histoire de l'Égypte à se présenter aux élections présidentielles.

En Libye, le Conseil national de transition ne compte qu'une seule femme.

Oui, la peur de voir les femmes devenir les égales des hommes domine.

Face aux soulèvements qui ont embrasé la région, certains gouvernements préfèrent donner quelques droits aux femmes plutôt que de voir le régime changer.

Au Maroc, la levée des réserves à la CEDAW a été annoncée et le chantier de la réforme de la Constitution est ouvert.

En Algérie, aujourd'hui, Bouteflika a promis de donner plus de place aux femmes sur le plan politique, ce qui ne va pas sans contradiction avec sa volonté de se réconcilier avec l'aile la plus dure de l'islam politique algérien.

Nous savons que rien n'est acquis, et aujourd'hui plus que jamais nous devons nous mobiliser aux côtés des femmes de la région, pour qui la FIDH, au sein de la Coalition pour l'égalité sans réserve, continuera à se battre.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Madame la Présidente, pour cet optimisme de raison et merci surtout à tous les intervenants.

Nous passons directement à la quatrième table ronde qui va porter sur les enjeux d'intégration. ●

Enjeux d'intégration

– Quatrième table ronde –

Fethi BEN BRAHIM. - Nous allons terminer avec cette quatrième table ronde qui va porter sur l'intégration du monde arabe et ses enjeux. Je passe la parole à M. Joseph Bahout, professeur à Sciences-Po Paris, chercheur à l'Académie diplomatique internationale et consultant auprès de la direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères.

Joseph BAHOUT. - Je voudrais rebondir sur un ou deux points, puis me focaliser sur le thème de cette dernière table ronde.

Mon premier propos concerne les enjeux géopolitiques. Je vais ternir un peu le côté euphorique de ce qui vient d'être dit. Je pense qu'à l'échelle de l'Histoire, ces révolutions arabes – je ne sais pas si l'on peut parler d'un printemps arabe ou d'une révolution arabe – sont le début d'un cycle dont on ne verra les conséquences finales que dans quelques années.

Le deuxième point que je voudrais souligner, c'est l'aspect hétéroclite de ce phénomène. Il faut bien mettre en garde contre des conclusions hâtives ou même des tentations homogénéisatrices qui pourraient nous faire passer à côté de certaines choses extrêmement importantes. Sans entrer dans les détails, je dirais que nous avons devant nous aujourd'hui une typologie en trois modèles.

Vous remarquez que l'on n'a parlé que de deux révolutions, égyptienne et tunisienne, et un tout petit peu de la Libye. C'est mon premier modèle. Ce sont les révolutions ou les coups d'État aboutis.

Le deuxième type est celui des révolutions étouffées. Nous avons très peu cité le cas du Yémen et pas du tout celui de Bahreïn. Je défie quiconque de me montrer une photographie de ce qui se passe à Bahreïn où une véritable expédition punitive est en cours, où des tortures se déroulent, où l'on emprisonne des députés, où l'on a même déjà torturé et tué trois députés de l'opposition.

Troisième cas, qui est peut-être le précurseur d'une autre réalité beaucoup moins rose, beaucoup plus sanglante et peut-être moins euphorisante pour la suite, c'est la Syrie, avec ce qui devient une guerre d'usure, une guerre d'épuisement entre deux bords qui sont tous les deux aussi forts et aussi faibles. Nous sommes au bord d'un

vrai risque de chaos. Je ne sais pas si l'on peut appeler cela guerre civile, ou rébellion armée, mais on est aujourd'hui au bord d'une guerre de longue durée, ce que les Anglais appellent un *civil low-intensity conflict*.

À mon sens, trois paramètres ont joué pour le succès égypto-tunisien, les enlissements yéménites et la conflagration syrienne.

Premier paramètre, le facteur militaire et son degré de proximité avec le clan au pouvoir ; deuxième paramètre, le degré d'institutionnalisation, d'occidentalisation, de modernisation de ces pays. Cela pose, et c'est mon troisième paramètre, la question du facteur islamique. On l'a vite évacué. On n'est pas dans le tout islamisme bien entendu, mais on n'est pas non plus encore dans le post-islamisme. On est dans quelque chose qui est aujourd'hui à cheval entre les deux.

Un dernier point sur l'importance des configurations sociales. Société plus ou moins homogène en Tunisie et en Égypte au plan religieux, linguistique, ethnique, etc., qui permet des transitions, certes hasardeuses mais possibles. En revanche, dans des sociétés comme la société syrienne, libyenne, ou comme d'autres dans le Golfe, l'irakienne, peut-être demain la libanaise, on est confronté à des sociétés hétérogènes, avec des systèmes de fractures communautaires, linguistiques, ethniques. Dans ce cas, la transition se pose de manière complètement différente.

Deuxième grand point : on m'a demandé de réfléchir dans cette quatrième table ronde sur les processus ou les paramètres d'intégration au sein du monde arabe avec la question de savoir si ces révolutions étaient ou non des ferments d'intégration, et si oui quels en étaient les paramètres. On a vu très vite apparaître au cours de ces révolutions les lignes de fracture classiques du monde arabe. Dynamique maghrébine observée en Tunisie et au Maroc, dynamique du Golfe avec l'inconnue de l'Arabie saoudite, dynamique du Machrek, c'est-à-dire l'espace du Levant, un espace malheureusement fragmentaire, un espace où la violence politique existe. On l'a vu en Irak, on le voit aujourd'hui en Syrie, on peut le revoir au Liban, enfin on le voit de temps en temps à l'intérieur de l'espace palestinien et très souvent entre la Palestine et Israël. C'est un espace beaucoup plus fragmentaire et dont le devenir va probablement se dessiner aussi en symbiose et homogénéité. Voilà donc les trois blocs du monde arabe, le Maghreb, le Machrek et le Golfe, avec bien entendu ce grand espace pivot qu'est l'Égypte. L'Égypte a toujours été un peu le laboratoire du devenir arabe et ce ne sera pas la première fois qu'elle pourrait être le vecteur, le lecteur, le paradigme et la lentille de lecture de ce qui se passe dans le monde arabe. Depuis Hoda Abu Basha, Mohammad Ali et Brahim Bacha, depuis Bonaparte en 1789, depuis Nasser, c'est l'Égypte qui donne un peu le rythme du monde arabe. L'avenir de la révolution tunisienne sera bien sûr déterminant pour l'avenir des révolutions arabes, mais l'Égypte est aujourd'hui le laboratoire de ce que peut devenir la transition politique arabe. Si septembre prochain en Égypte tourne au vinaigre au moment des élections présidentielles et législatives, si la transformation du social au politique tourne mal, je crois que cela augurera de mauvaises choses pour l'en-

semble du monde arabe.

Alors, que peut faire l'Europe et que doit faire l'Europe ? Le premier réflexe est de dire : pas grand-chose car elle n'existe pas. Je sais que je m'exprime ici dans une enceinte très europhile, mais je pense qu'il faut constater que nous abordons ce printemps arabe avec des outils désespérément éculés, des outils conceptuels, paradigmatiques, épistémologiques déjà très anciens, des outils politiques inexistantes et des outils économiques passablement essoufflés, sinon très essoufflés. C'est le premier point. Faut-il reprendre l'Euromed, réanimer l'UPM (Union pour la Méditerranée) ? Je ne m'y connais pas assez concernant ces mécanismes de coopération, mais je sais qu'il faut revoir tout l'ensemble avec un regard neuf, audacieux et très probablement inventif et créatif. Ce qu'il ne faut pas négliger non plus, bien au contraire, ce sont les énormes disparités existant entre les deux rives de la Méditerranée au plan social, économique et politique. Au plan social et culturel, je donnerai juste un chiffre. La frontière sur la planète où la plus grande disparité de revenus existe aujourd'hui est celle des deux Corée, la Corée du Nord et la Corée du Sud. Elle est suivie immédiatement par celle de Tanger et Gibraltar. Entre le sud de l'Espagne et l'Afrique du Nord, nous sommes dans des écarts de 1 à 11 en termes de revenus. Si cette divergence n'est pas renversée d'une manière ou d'une autre, nous allons à des catastrophes en termes de flux migratoires, de pauvreté, de terrorisme.

La deuxième convergence à développer est la convergence culturelle et intellectuelle. Le système de formation éducatif et universitaire au sud de la Méditerranée, malgré tout ce que l'on raconte, et j'en suis un produit puisque j'ai fait mes études à Beyrouth, est en déshérence croissante. Il faut y faire vraiment attention car c'est là que se jouera demain le devenir du capital humain qui est le seul capital vraiment important au sud de la Méditerranée. Tout à l'heure, quelqu'un a pris l'exemple de la traduction. C'est aujourd'hui un des sujets sur lesquels l'Europe doit faire un effort massif. Le transfert de compétences, la formation de formateurs ne nécessitent pas d'argent, ce sont des choses à faible « *capital intensive* », pour parler comme les économistes anglo-saxons. On peut aujourd'hui renverser la tendance et passer de cette divergence à la convergence.

Troisième convergence nécessaire : un système de normes démocratiques, c'est-à-dire les normes de l'État de droit et celles du constitutionnalisme. Je ne parle pas d'un appel à une sorte de paternalisme qui consisterait pour l'Europe ou pour le Nord à dicter leur constitutionnalisme aux pays du Sud, mais le transfert de normes et de valeurs doit exister aussi et passer par l'éducation si l'on veut que le fossé entre les deux rives de la Méditerranée se réduise.

Dernière remarque, il ne faut pas oublier que, malgré le caractère rose et idyllique de ces révolutions, malgré le fait qu'on n'a pas brûlé de drapeau israélien, qu'on n'a pas crié « Mort à l'Amérique », il existe des « fondamentaux » qui vont réapparaître dès septembre : le conflit israélo-arabe, l'Iran, les armes de destruction massive, les frontières, le conflit de l'eau. Je suis désolé de revenir à la « *real politik* », mais si on

ne trouve pas une issue très vite à la question du conflit israélo-arabe, ce que l'on voit aujourd'hui dans les rues du Caire, ou déjà dans certaines rues de Syrie, que l'on verra peut-être demain en Arabie saoudite, c'est-à-dire des manifestations contre les ambassades américaine et israélienne, prendra un caractère de plus en plus exacerbé. La dignité contient la dignité personnelle, « *je ne veux plus être humilié en tant que citoyen arabe par le flic d'à côté* », mais aussi la dignité collective, c'est-à-dire « *je veux retrouver mes droits, je veux reprendre l'État qui m'a été spolié. Je veux recouvrer le droit à ma terre, etc.* » N'oubliez pas que le conflit israélo-arabe risque de transformer ces révolutions arabes en moments noirs, obscurs et sanglants. Tous les experts s'accordent à dire que, si d'ici à septembre rien n'est fait pour aménager les conditions dans lesquelles la proclamation unilatérale de l'État palestinien se fera, ou pour limiter l'intransigeance du gouvernement Netanyahu, on va vers une troisième intifada qui sera des plus meurtrières.

Dernier point dans ce contexte, la grande confrontation, la grande démarcation entre le sunnisme et le chiisme, et le conflit avec l'Iran, le nucléaire n'en étant qu'un des aspects. Si l'on ne remet pas du vrai politique dans tout cela, j'ai bien peur que ce moment rose et idyllique qui est une réalité et qui nous a fait plaisir jusque-là ne soit finalement qu'une petite hirondelle de printemps et que l'hiver arabe n'arrive avec des réalités beaucoup plus douloureuses.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Joseph Bahout, pour ce tour d'horizon très intéressant. Je partage ton point de vue, d'autant qu'un nouvel acteur incontournable est apparu entre-temps. C'est l'opinion publique arabe. Elle va peser à la fois dans la gouvernance interne des pays et aussi dans la relation que les grandes puissances vont avoir avec chacun des États arabes. On ne sera plus dans la même configuration. Je crois que c'est essentiel.

Je laisse à présent la parole à M. Jean-Marie Cavada, député européen, vice-président du Nouveau Centre, qui va évoquer les relations entre l'Union européenne et le monde arabe.

Jean-Marie CAVADA. - Ce qui se passe au Maghreb n'est ni ordinaire ni circonstanciel. C'est un élément, presque un ferment constitutif d'une autre manière de gouverner, ou de changer le gouvernement des pays par un certain nombre de citoyens plutôt jeunes.

Jusqu'à présent, le monde a tourné autour d'un axe. Pour moi, il est vertical, il s'agit de l'axe Nord/Sud.

Beaucoup de sociétés ont trouvé leur équilibre dans ce fonctionnement, pour les uns, démocratique, pour les autres, autoritaire, voire théocratique pour certains.

Le rôle des médias n'est pas nouveau.

Lors des élections espagnoles de 2004, Aznar a échoué parce qu'il avait menti sur les auteurs de l'attentat de Madrid. Il voulait absolument l'attribuer aux Basques.

Malheureusement pour lui, les auteurs de l'attentat n'étaient pas basques et les gens s'en sont aperçus grâce à une radio, petite à l'époque, Cadena Ser, qui, elle, a eu les vrais éléments d'information, notamment grâce aux personnes présentes à la gare d'Atocha. L'information s'est alors mise à circuler de portable en portable chez les jeunes qui ont manifesté. Cela a fait basculer les élections alors que les sondages étaient favorables au parti conservateur espagnol et à son chef de l'époque, José María Aznar.

Ce fut le premier grand signal d'une prise en main de l'autorité démocratique par un collectif organisé autour de nouveaux médias.

Cet hiver aussi, l'information a circulé et l'éducation a produit ses fruits.

Autre point : le pouvoir est en train de progressivement glisser des rives de l'Atlantique aux rives du Pacifique et plus précisément aux rives de l'Asie-Pacifique.

J'étais conférencier-visiteur au MIT il y a un peu plus de vingt ans et, quand j'arrivais à Boston, qu'est-ce que je voyais ? Des jeunes hommes et des jeunes femmes qui venaient massivement du continent indien, une classe d'intellectuels et de futurs hommes d'affaires qui, aujourd'hui, ont le pouvoir et savent s'organiser.

L'Afrique aussi est réellement en train de décoller, pas de manière uniforme évidemment, mais elle est réellement en train de décoller.

Si l'on prend le PIB, la démographie, l'investissement dans l'éducation, nous ne reconnaissons plus aucun de ces continents par rapport à ce que l'OCDE nous délivrait il y a quinze ans. Le monde est en train de changer d'axe.

Il me semble que cet axe se divise en deux : les pays du Nord qui réussiront à travailler avec les pays du Sud et ceux qui, pour des raisons historiques, politiques, géopolitiques ou simplement par manque de clairvoyance rateront ce coche.

Pour l'Europe dont la situation contemporaine n'est pas brillante, mais pas non plus désespérée, n'exagérons pas. Elle a encore de belles promesses, pour ne pas parler de jolies dépouilles. M. Filiiu a vraiment eu, je trouve, une formulation tout à fait opportune ; nous sommes en train de vivre une sorte de miracle.

Je pourrais dire que ce fut le cas pour les Européens au début des années 1930. Il était évident que nous allions vers des dictatures puisque tout était annoncé, tout était écrit, tout avait été dit, les ambassadeurs envoyaient rapport sur rapport et, finalement, le seul à avoir claqué sérieusement la porte fut le fondateur du *Monde* qui, correspondant à Prague fin 1939 ou début 1940, a dit : « *Je ne reste pas, je rentre.* »

J'ai souvent écouté ce que disaient nos amis originaires de ces pays. Je suis émerveillé de voir que nous avons avec les pays du Sud la même grandeur d'âme que nous avons eue avec les pays du centre ou de l'est de l'Europe lorsqu'ils étaient prisonniers du rideau de fer : beaucoup de compassion, mais pratiquement peu d'aide.

C'est un fait que les pays ne se libèrent que par eux-mêmes et que ce sont les résistants de l'intérieur qui ont un rôle à jouer dans la construction des démocraties futures.

L'Europe n'a pas vu venir les révolutions arabes. Elle sentait bien confusément qu'il y avait quelque chose à renforcer avec le Sud. Parmi les multiples tentatives, il y a eu l'UPM qui, pour des raisons de procédure, a été mithridatisée par un de nos alliés, l'Allemagne, ce qui prouve d'ailleurs que c'était une idée intéressante. En réalité, l'Europe est atrophiée, mutilée du Sud.

Elle a mis du temps à comprendre l'intérêt d'un « *hinterland* », comme disent les Allemands, c'est-à-dire d'une politique qui stabilise les pays d'Europe centrale et de l'Est, comme un élément de stabilisation de sa propre existence.

Nous ne devons pas laisser l'Allemagne aller seule vers la Russie. Nous devons imposer à l'Europe un partenariat de premier niveau avec la Russie car, le jour où la Chine bougera, nous serons bien contents de remarquer combien la Russie est proche de nous.

On pourrait me répondre que la dépendance de l'Europe envers l'énergie russe pose problème. Naturellement, c'est une plaisanterie : 24 % du budget russe repose sur l'exportation de ses hydrocarbures dans la seule Europe. Je ne vois pas un pays qui peut s'amputer d'un quart de son budget chaque année.

Si je vous parle de la Russie dont nous avons fini par comprendre l'intérêt, c'est parce que nous avons exactement la même obligation de stabilisation envers le Maghreb et le Sud.

En réalité, l'Europe ne sait pas encore que la Méditerranée n'est pas une mer, mais un lac de civilisation et un lac d'échanges économiques, d'échanges éducatifs, je dirais même d'échanges de sécurité au cas où ces démocraties nouvelles seraient agressées dans leurs frontières extérieures.

Nous sommes maintenant totalement tributaires, avec 4 millions de Maghrébins en Europe et 200 000 Français au Maghreb, de la stabilité de ces pays, en dehors du fait que, moralement, si l'on prétend défendre la démocratie, il ne serait pas tout à fait exagéré de penser que l'on peut l'aider aussi à se diffuser dans le monde arabe.

L'aider comment ? C'est à eux de décider. Nous pourrions essayer d'avoir une coopération de très haut niveau.

Trois domaines ont néanmoins été cités :

- ceux de l'énergie et de l'agroalimentaire qui nous seraient profitables à tous ;
 - celui des infrastructures qui doit toucher tous les domaines : les transports, les communications, jusqu'aux infrastructures de santé dont on ne parle pas beaucoup et qui sont vraiment nécessaires ;
 - celui de l'investissement humain, dans l'éducation, la recherche universitaire.
- Cela prendra entre cinq et dix ans, c'est très court. En tout cas, c'est une façon de spéculer sur la matière humaine qui est tout à fait nécessaire.

Je me désolé que l'Union européenne n'ait pas, actuellement, de vue géopolitique à ses frontières extérieures, le Sud, c'est malheureusement faible. C'est ce message de regret et aussi peut-être de méditation pour nous aider à le faire bouger que je suis venu vous apporter.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Monsieur le Député, pour cette mise en perspective géostratégique, pour cet éclairage tout à fait précieux qui va au-delà de la relation euro-arabe et merci pour cette ambition que vous formez pour cette relation particulière et sans doute à renouveler avec le Maghreb, notre voisin proche.

J'ai le plaisir de passer la parole à Mme la sénatrice de Paris, Bariza Khiari, vice-présidente du groupe socialiste de Paris, membre de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, vice-présidente du groupe d'amitié France-Algérie et membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Bariza KHIARI. - M. Ammi m'a inspirée en citant les trois auteurs arabes exceptionnels, merveilleux que sont Ibn Khaldoun, Ibn Arabî, et l'Émir Abdel-Kader. Ibn Khaldoun a déjà été cité par notre ami Moncef Cheikh-Rouhou donc je ne vais pas en reparler. Mais j'aime citer cette phrase de Ibn Arabî, ce grand maître soufi, qui disait : « *Les hommes sont les ennemis de ce qu'ils ignorent.* » Nous sommes des ignorants, nous sommes ignorants des autres, et la rive Nord a été ignorante de la rive Sud. Quant à l'Émir Abdel Kader, il a écrit : « *L'éthique en politique, c'est de porter sur soi le destin d'autrui.* » Je pense que l'irresponsabilité des dirigeants arabes a été de ne pas porter sur eux le destin d'autrui.

Il y a aussi un adage qui illustre bien le destin de Mohamed Bouazizi, ce jeune tunisien qui s'est immolé : « *Ne doutez jamais du pouvoir d'un petit groupe de changer le monde. Rien d'autre ne l'a fait.* » Effectivement, à partir de ce jeune homme qui s'est senti humilié et qui s'est immolé, un magnifique effet papillon s'est déroulé dans le monde arabe, et pas seulement dans le monde arabe, mais jusqu'aux jeunes Espagnols et Portugais qui se mobilisent aujourd'hui probablement pour les mêmes raisons. Il y a la réplique de la réplique sismique. Que voit-on apparaître dans le monde arabe ? Alors que l'on pensait qu'il était une masse compacte, on voit finalement l'émergence de l'individu qui réclame des droits pour lui, pour les autres et des espaces de liberté.

Nous vivons dans un monde en mutation qui est interconnecté. Il y a quelques années, lorsque mes fils m'ont parlé de Facebook, je me suis demandé ce que c'était, en me disant que c'était encore la fausse « communion des saints » : mon ami virtuel, mon ami pas virtuel, etc. Je ne dirais plus cela aujourd'hui, lorsque l'on voit l'utilisation qui a été faite de ces réseaux sociaux pour sensibiliser cette jeunesse.

Un certain nombre de points ont été déjà évoqués par les différents intervenants, j'aimerais maintenant vous faire part de mes réflexions personnelles. Tout à l'heure, vous avez parlé de Frantz Fanon et de son fameux livre *Peau noire, Masques blancs*. Je ne vais pas revenir sur les périodes de décolonisation qui ont été bien illustrées et racontées. Ces pays ont eu de nouveaux maîtres, mais plus difficiles à

démasquer car ils n'avaient pas le visage de l'étranger. Des prédateurs, des dictateurs. Finalement, ces pays ne s'étaient pas libérés. Et la croissance a été confisquée par la corruption qui y règne.

Cela, c'est pour la rive Sud.

Sur la rive Nord, le caractère inédit de la crise réside dans sa singularité et sa brutalité.

Nous vivions jusqu'à aujourd'hui sur un compromis historique avec un capitalisme mâtiné de social-démocratie, un compromis tempéré.

Premier point : la propriété privée des moyens de production devait créer la richesse en abondance.

Deuxième point : le marché devait garantir l'équilibre entre production et consommation.

Troisième point : le marché du travail devait assurer le parallélisme entre hausse de la productivité et hausse des salaires.

Finalement, aujourd'hui il y a une rupture dans ce pacte à cause de la mondialisation et surtout de la financiarisation de l'économie.

Sur les deux rives, Nord et Sud, il y a donc vraiment des problèmes et la jonction, la résonance entre les deux rives se fait à travers la jeunesse, dans une même critique de l'absence de redistribution des richesses.

Cela m'amène à dire que nos destins sont liés plus que jamais et que nous avons l'ardente obligation de refonder un véritable projet global méditerranéen et européen. Mais il y a des conditions à cette refondation et il faut faire auparavant le constat de plusieurs échecs.

Prenons l'exemple de l'UPM, l'Union pour la Méditerranée. L'Allemagne a vu dans ce projet une manœuvre pour donner une nouvelle impulsion à la politique arabe de la France avec un coût qui serait financé par l'Europe. La Turquie y a vu une stratégie pour empêcher son adhésion à l'Union européenne et les pays d'Europe orientale ont exprimé leur inquiétude de voir l'argent européen se déverser vers le Sud. Ce vice de conception a été doublé par une absence de vision et de stratégie politiques.

Voilà pour les erreurs du Nord, mais il y a celles du Sud, car tout cela aurait dû s'appuyer sur un ensemble régional puissant qui dispose pourtant d'atouts considérables : une jeunesse qui a un ardent désir d'avenir, une langue, une culture, une religion similaires, des synergies, voire des complémentarités économiques plus qu'évidentes, il faudrait être aveugle pour ne pas le voir.

J'ai l'intime conviction que cela se fera par les peuples et qu'il faudra seulement supprimer les egos des dirigeants.

Entre l'Algérie et le Maroc, les deux pays que je connais le mieux, il n'y a pas besoin d'un face à face ni d'un corps à corps, mais d'un cœur à cœur.

Je pense qu'il faut être lucide et partir sur de nouvelles bases. Ni l'Europe ni la France n'ont vu les mouvements sociaux qui secouaient la rive Sud et, pourtant, si

on avait regardé les choses avec un peu plus de cœur, on les aurait vues. Les bateaux de fortune qui arrivent en Europe, les jeunes qui préfèrent le suicide à l'absence d'avenir.

Il faut en finir avec l'idée occidentale, voire néocoloniale, que la démocratie est impossible dans les pays de tradition musulmane. C'est profond, c'est dans le disque dur. Soit le pharaon, soit le barbu, il n'y a pas d'autres choix.

On ne comprend pas dans le Nord que les pays de la rive Sud sont très attachés à la civilisation arabo-musulmane et qu'ils veulent vivre leur foi tranquillement, dans un monde ouvert à la démocratie et avec une représentation parlementaire.

Nous confondons l'islam politique avec le besoin de spiritualité inhérent à la nature humaine, un besoin qui se renforce au fur et à mesure que progresse la déshumanisation des rapports sociaux que ce soit dans le Nord ou dans le Sud.

C'est pourquoi je pense que du côté français, la diabolisation de l'islam et la sixième loi sur l'immigration sont une impasse et un frein à la construction de cet espace euro-méditerranéen que nous appelons de nos vœux.

Plusieurs éléments sont essentiels pour qu'il y ait une lecture positive de la rive Sud. D'abord, il faut arrêter de voir l'islam comme une idéologie à combattre. Pour la France notamment, il y a la nécessité d'une relation différente avec son passé colonial. Les citoyens français de culture arabo-musulmane sont les meilleurs passeurs entre les deux rives.

L'autre condition, c'est qu'il nous faut renouer, nous, avec le credo du progrès et de l'universalisme des droits.

Dernier point, on a tué des générations entières en matière de politique. Et maintenant, que voit-on ? Des personnes très âgées ou très jeunes revendiquer une place dans la société en politique. Ce que nous disait notre romancier tout à l'heure : « *Nous, on n'a pas osé* », les jeunes de 17 à 23 ans le font.

Il va donc falloir faire confiance à la jeunesse et aux femmes.

Voilà, à mon humble avis, les conditions pour refonder une union, peut-être pour la Méditerranée ou plus largement une union pour le triptyque Europe, Afrique et Moyen-Orient et, si vraiment l'hirondelle du printemps arabe apporte ses fruits, ce sera un élément accélérateur.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Madame la Sénatrice, pour ce bilan du partenariat franco-euro-arabe et sur ses perspectives de développement. Je retiens votre incidente sur la déconstruction nécessaire de ce mythe de l'exceptionnalité arabe.

Je passe la parole à Mme la sénatrice Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime et conseillère régionale de Haute-Normandie, vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, présidente du groupe d'étude médias et nouvelles technologiques et présidente du groupe d'amitié France-Égypte. À l'évocation de toutes ces fonctions et titres, je m'aperçois que vous étiez légitime pour intervenir à chacune de nos tables rondes.

Madame la Sénatrice, vous allez nous parler de la coopération européenne notamment dans le secteur des médias.

Catherine MORIN-DESAILLY. - En préambule, je voudrais vous faire partager deux éléments de réflexion.

Je crois d'abord qu'une page de notre histoire est en train de se tourner après deux siècles de domination sans partage de l'Europe sur les pays du Sud. Il ne vous échappe pas que ces révolutions arabes interviennent à un moment où les pouvoirs sont en train de basculer avec l'émergence de pays comme la Chine, le Brésil ou l'Inde. Cela veut dire que, demain, les pays arabes ont d'autres partenariats à nouer, alors que nous avons été habitués à une forme d'exclusivité liée, j'allais dire, à notre *Mare Nostrum*, à ces échanges perpétuels de culture, à ce dialogue fructueux qu'il nous faut absolument renforcer aujourd'hui.

Je me faisais la réflexion suivante au cours de cette journée : le moment est très opportun pour que nous puissions à la faveur de l'accompagnement de cette transition démocratique réfléchir, nous aussi, au devenir de sociétés européennes qui vivent finalement les mêmes défis à relever que les pays du Sud : la globalisation, la crise financière, les tensions énergétiques, la préservation de notre planète, la montée des extrémismes, l'enjeu de la paix dans le monde.

Je crois que l'on a intérêt à travailler de manière multilatérale pour notre jeunesse, car c'est elle qui s'est exprimée à travers ces révolutions arabes.

Je reviens au sujet de notre table ronde, les médias. L'approfondissement de nos démocraties à travers l'audiovisuel et la presse est un enjeu fondamental. Sans l'accompagnement de médias pluralistes, indépendants, autonomes, il sera difficile que s'installent des forces politiques et institutionnelles durables.

Aujourd'hui, une coopération importante s'est nouée entre journalistes et chaînes de télévision publiques du nord et du sud de la Méditerranée. Le 31 mai dernier, s'est tenu à l'Unesco une conférence qui visait justement à aider les médias audiovisuels égyptiens et tunisiens dans la perspective des élections. On le sait, un électeur mal informé n'ira pas forcément voter comme il l'aurait souhaité.

Dans quelques jours, nous aurons ici, au Sénat, à ratifier le contrat d'objectifs et de moyens de notre audiovisuel public, France Télévisions, et nous avons un chapitre concernant les relations internationales. Cette année, nous allons faire en sorte d'inclure dans ce chapitre un plan d'action en faveur de l'accompagnement des révolutions démocratiques, avec l'envoi de matériels et la formation de journalistes.

Pour l'anecdote, le jour de la conférence à l'Unesco, j'ai voulu entrer en contact en tant que présidente du groupe d'amitié France-Égypte avec le directeur de la télévision égyptienne. Ce jour même, il a été limogé et remplacé par un général. Rémy Pflimlin m'a alors appris que le directeur de la télévision égyptienne avait eu quelques difficultés avec le nouveau gouvernement car, à la faveur de plus de liberté, il souhaitait être plus critique. On lui a dit : « *Vous pourriez peut-être aussi com-*

muniquer sur des bonnes nouvelles » et il a répondu : « Je communique sur ce qui se passe dans mon pays. »

En tout cas, la coopération s'engage. C'est une coopération d'urgence qu'il faut évidemment rendre plus pérenne.

Il y a une quinzaine de jours s'est tenue la 17^e Conférence permanente pour l'audiovisuel méditerranéen à Chypre. Journalistes et participants réclamaient notamment une formation en matière de traitement de la mémoire, puisque avec cette liberté nouvellement conquise, il faut savoir utiliser à bon escient les documents d'archives et ne pas réécrire l'histoire comme les télévisions dites d'État les incitaient à faire.

Télévision d'État, je viens d'évoquer l'expression. L'enjeu est d'accompagner et de faire que ces télévisions d'État deviennent de véritables télévisions publiques, c'est-à-dire à la fois un forum pour l'expression des opinions, des différentes sensibilités et une tribune pour l'information. L'Europe finance un certain nombre de dispositifs à travers cette Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen, notamment les programmes Ulysse 2.0. Le Web a une très grande importance. Nous ne sommes plus sur Internet aujourd'hui. Nous sommes dans Internet. Tous les usages de notre vie quotidienne sont en train de basculer dans Internet. Nous avons vraiment besoin de trouver, là aussi, des personnes tout à fait formées et compétentes.

La presse, les médias, peuvent être source de liberté comme source d'aliénation, donc il y a là un enjeu fondamental d'ailleurs rappelé par l'article 19 de la Charte des Nations unies. En France, nous réfléchissons constamment à ce que sont des médias libres, indépendants et pluralistes. En 2008, nous avons inscrit dans notre Constitution que nous étions en train de réviser le principe de cette indépendance. Nous voulons partager cette expérience avec les pays du Sud.

Fethi BEN BRAHIM. - Merci, Madame la Sénatrice, pour cet éclairage sur un secteur déterminant pour l'avenir de chacun de ces pays, puisque nous sommes dans une période de bascule entre un paysage médiatique fermé, pour ne pas dire verrouillé, et un paysage pluriel. Un point qui, à mon avis, est important dans ce nouveau paysage, c'est évidemment la concurrence des chaînes satellitaires.

Lorsque l'on regarde le taux de pénétration d'Al-Jazeera dans un certain nombre de pays, on est très surpris par une forme de « défection » des chaînes proprement nationales, au profit des chaînes comme Al-Jazeera, mais également Al-Arabiya.

Robert Malley de l'International Crisis Group disait un peu sous forme de plaisanterie qu'Al-Jazeera était le dernier leader panarabe actuellement. C'est un peu la perception qu'en ont parfois les téléspectateurs.

Je passe maintenant la parole à M. Abderrahim Atmoun, élu de la Chambre des conseillers du Maroc, vice-président de la Commission parlementaire mixte UE-Maroc, qui va nous parler du partenariat euro-arabe et du Maroc.

Abderrahim ATMOUN. - Merci aux organisateurs, merci à Yves Pozzo di Borgo,

mon ami de longue date, que j'ai connu il y a trente ans comme jeune conseiller aux côtés de Jean Lecanuet.

Je vais parler aujourd'hui du cas du Maroc. Je vais le dire avec beaucoup de fierté et non par chauvinisme, le Maroc aujourd'hui se porte bien, car avec la venue du jeune roi Mohamed VI, nous avons commencé ces mouvements depuis une dizaine d'années. Nous sommes en pleine campagne pour expliquer aux citoyens marocains la nouvelle Constitution qui va totalement transformer la vie politique, sociale et économique du royaume. Cette nouvelle constitution, je suis sûr et certain qu'elle sera soutenue et approuvée par la majorité des marocains.

Je suis fils d'un homme qui a subi l'injustice de l'époque du général Oufkir et du général Dlini. Cette page du passé a été effacée par l'arrivée du jeune roi, le rétablissement de l'État de droit, l'exemple unique au monde de la création de l'instance de réconciliation, la loi sur les partis politiques et la démocratisation des médias, la liberté d'association et la grande réforme du code de la famille et du système judiciaire.

Nous souhaitons, nous Marocains, que le printemps arabe se passe dans notre pays dans la responsabilité, la stabilité et le respect du droit d'expression.

Et comme je l'ai déjà dit auparavant, notre chance réside dans le fait d'avoir initié ces réformes depuis une décennie.

Le mouvement du 20 février a encore accéléré ce processus. Dans son discours du 9 mars, le roi avait placé la barre très haute en termes de réformes institutionnelles.

Je voudrais que le Maroc soit un modèle de transition pour nos pays voisins, et que les choses se passent dans le respect, la responsabilité et sans violence. C'est cela qui est très important pour nous aujourd'hui.

Je suis vice-président de la Commission parlementaire mixte UE-Maroc. C'est vrai qu'il y a un problème aujourd'hui en Europe. Quand je suis dans l'enceinte du Parlement européen et que je discute avec nos amis européens, je vous assure qu'à part les députés des pays du pourtour méditerranéen beaucoup d'autres ne connaissent pas la réalité de ce qui se passe dans notre pays.

J'espère que l'Europe va s'ouvrir davantage vers les pays arabes. Avec la création de la Commission parlementaire mixte UE-Maroc, nous avons constaté une grande évolution dans les échanges maroco-européens lors de l'étude commune de nombreux dossiers du partenariat. Mon souhait est que l'Europe développe de plus en plus ce genre d'initiatives pour avancer ensemble.

Fethi BEN BRAHIM. - Bravo à M. Atmoun pour son intervention, son propos, sa concision et sa présentation des belles réalités marocaines.

Nous arrivons à la phase de clôture de cette conférence.

Yves POZZO DI BORGO. - Merci à tous. Je vais demander à M. Lakhdar Brahimi de venir conclure nos travaux. Quand je réfléchissais à notre fondation,

j'espérais avoir l'occasion de lui demander de travailler avec nous. Cela s'est fait plus rapidement que prévu. Il a cette expérience historique, il est toujours un des acteurs importants du monde arabe. ●

Conclusion du colloque

par Lakhdar BRAHIMI

Lakhdar BRAHIMI. - Merci beaucoup. Je suis honoré d'être parmi vous. D'abord, oui, je connais bien la région, j'ai servi là-bas, je suis de là-bas, mais j'ai beaucoup appris aujourd'hui. J'ai surtout appris qu'il me reste beaucoup de choses à apprendre. Je retiens de tout ce qui s'est dit qu'il y a énormément d'intérêt pour ce qui se passe dans notre région. Il y a un enthousiasme et un optimisme qui ont été qualifiés parfois d'excessifs. Il y a aussi une certaine peur, une certaine crainte que l'espoir né sur l'avenue Habib Bourguiba à Tunis et sur la place Tahrir au Caire soit finalement déçu.

Je vais vous dire quelles sont les certitudes. Première certitude : la Tunisie a gagné énormément à se débarrasser de son président, de l'épouse de ce dernier et de leur famille. C'est un gain irréversible. Deuxième certitude : les Égyptiens ont gagné, parce qu'ils ont retrouvé la dignité qu'ils avaient perdue depuis très longtemps. Même constat pour la Libye. On entendait lors des premières manifestations à Benghazi : « *Non, nous ne voulons pas d'aide. Nous voulons nous libérer tout seuls, car Kadhafi nous a humiliés, d'un million de manières.* »

Kadhafi aux Nations unies, pour le spectateur, c'était amusant. Quelqu'un qui parle pendant une heure et demie pour ne rien dire, et d'une manière parfois vulgaire, fait sourire. Pour nous, en tant qu'Arabes, c'était plutôt embarrassant. Mais pour les Libyens, le fait que cet homme soit leur président, leur représentant était profondément humiliant. Les libyens voulaient donc se libérer tout seuls. Ils ne voulaient pas d'aide. Malheureusement, cela n'a pas été possible. Il reste à savoir si, finalement, les graves décisions prises à l'Onu et par l'Otan auront été positives pour les Libyens et pour la région.

Les Égyptiens, quant à eux, ont donc retrouvé un peu de leur dignité. Les Tunisiens ont gagné quelque chose d'irréversible, et les deux pays sont en train d'essayer de bâtir sur les ruines de l'édifice qu'ils ont mis à terre. Ils ont détruit un édifice, mais je ne crois pas qu'ils avaient en main un plan d'architecte pour construire leur nouvelle maison. Ils sont en train d'essayer de se mettre d'accord pour voir quelle sorte de bâtiment ils vont ériger sur les ruines de ce qui a été détruit. Ce ne sera pas facile. Évidemment, on peut toujours faire des prédictions, deviner un peu, scruter l'avenir pour savoir ce qu'ils vont faire. Là encore, ce qui est irréversible et ce que les Égyptiens et Tunisiens ont gagné, non seulement pour eux-

mêmes, mais pour nous aussi, c'est qu'il va y avoir un peu plus de liberté d'expression dans toute la région. Je ne crois pas qu'il y aura à l'avenir la même chape de plomb où que ce soit dans notre région. Il y aura un minimum de liberté d'expression dans chacun de nos pays, sans exception. Ce qui sera certainement meilleur aussi, c'est que l'Égypte, qui s'était éclipsée de la scène régionale comme de la scène internationale, qui avait complètement abdiqué son rôle, va refaire surface. Aucun pays ne joue convenablement le rôle de « grands frère », mais tout le monde s'est bien rendu compte que personne ne peut jouer ce rôle à la place de l'Égypte. C'est elle qui crée les précédents dans la région, qui, souvent, montre le chemin. Un changement qui arrive en Égypte est souvent contagieux ; un changement qui arrive ailleurs ne l'est pas nécessairement. Le fait que l'immense révolution qui a eu lieu en Tunisie se soit déplacée immédiatement en Égypte a été très important, non seulement pour les Égyptiens, mais aussi pour l'ensemble de la région et peut-être pour l'Europe voisine ainsi que pour le reste de l'Afrique.

Une autre question a été abordée de manière très éloquente, beaucoup mieux que je ne saurais le faire, c'est celui des problèmes communs à l'ensemble de la région. Que va-t-il se passer à l'échelle de la région ? D'abord, qu'est-ce que la région ? Le monde arabe, le Moyen-Orient où s'arrête-t-il ? Il commence au Maroc, mais où s'arrête-t-il ? À Oman, comme on disait dans le temps ? Ou bien est-ce que cela inclut l'Iran et la Turquie ou même l'Afghanistan et le Pakistan ? La Turquie, par exemple, devient partie prenante d'une manière évidente. Elle suscite beaucoup d'impatience, de crainte, de nervosité parmi les responsables arabes, mais également en Europe, aux États-Unis, en Israël, en Iran. Mais les initiatives de la Turquie sont bien accueillies par les populations arabes.

M. Bahout a très bien exprimé ce qu'il fallait dire au sujet de la question palestinienne. On a vu effectivement qu'aucun drapeau israélien ou américain n'avait été brûlé, et on en a conclu un peu vite que la Palestine n'existait plus dans le monde arabe. Pareillement, en Égypte, on a vu des femmes dormir sur la place Tahrir sous la même tente que les hommes et on crie victoire : « *C'est fini, l'égalité entre l'homme et la femme, la mixité, c'est gagné !* » Ce n'est pas vrai que la question palestinienne est oubliée et ce n'est pas vrai que l'égalité entre les femmes et les hommes soit devenue une réalité acquise en Égypte. Le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, on a tout de suite vu en Égypte des gens dire : « *C'est quoi cette manifestation ? C'est quoi ces femmes ? Pourquoi elles ne restent pas chez elles ?!* »

La question palestinienne n'a pas disparu. Au contraire, elle revient par la grande porte. Quelqu'un a parlé de l'opinion publique. Dans nos capitales et lors de leur visite à l'étranger, nos dirigeants traitaient de la question palestinienne dans le secret, derrière des portes fermées. Ce n'était plus nos dirigeants qui plaidaient la cause palestinienne, mais les dirigeants européens et américains qui demandaient à leurs interlocuteurs arabes de faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils acceptent de faire des concessions. La question palestinienne revient donc aujourd'hui

par la grande porte. Peu de gens croient que les Égyptiens vont dénoncer l'accord de paix avec Israël, mais ils demanderont très probablement une application plus équilibrée de cet accord et notamment des dispositions qui requièrent une résolution juste et équitable de la question palestinienne. Les Israéliens vont-ils coopérer ? Il est permis d'en douter. Et alors, de nouvelles tensions seront probablement inévitables. À Sciences-Po, il y a quelques mois, quand le Premier ministre palestinien, Salem Fayyad, était à Paris, je lui ai demandé : « *Pourquoi ne faites-vous pas comme les Égyptiens et les Tunisiens ? Sortez dans la rue et dites : nous ne rentrons pas chez nous avant la fin de l'occupation, le départ des Israéliens de notre pays.* » Je suis sûr qu'il y a des Palestiniens qui y pensent et peut-être se préparent. Surtout si l'unité progresse entre Fatah et Hamas. S'il n'y a pas de changement, malgré la résistance non violente des Palestiniens, je ne vois pas comment on pourra éviter le retour à l'utilisation de la violence en Palestine contre les Israéliens.

Ainsi, notre région est en train de changer en profondeur. Il faut espérer que de nouvelles bases vont voir le jour, qui favoriseront une coopération active, constructive entre les pays de la région. Mais comment vont évoluer les rapports entre la région dans son ensemble et le monde extérieur ? Il n'y a pas de doute que nos plus importants partenaires sur le plan économique, sur le plan culturel, c'est tout de même l'Europe. La coopération euro-arabe va-t-elle s'organiser, s'améliorer ou, au contraire, stagner et peut-être même régresser ? Cela dépend beaucoup plus des Européens que des Arabes. Il n'y a pas de doute que nos relations avec l'Asie sont déjà en plein développement. Les Chinois s'installent dans notre région, achètent les magasins, parlent l'arabe. Étant donné mon passé de militant arabo-africain, j'espère aussi que la coopération avec le reste de l'Afrique va trouver une nouvelle vigueur. Au sud de la Méditerranée, nous avons pris beaucoup d'initiatives dans le passé pour promouvoir la coopération avec l'Europe ; nous avons été souvent déçus. Au cours des années 1970, l'Algérie avait joué un rôle moteur dans ce domaine. Les résultats furent, dans l'ensemble, plutôt modestes.

En conclusion, au sud de la Méditerranée, la situation ne sera plus jamais ce qu'elle a été. C'est un progrès réel et cela ne va pas s'arrêter à l'Égypte et à la Tunisie. Même la Syrie ne sera plus la même. Le Yémen, non plus. Ali Abdallah Saleh ne peut pas croire qu'il va continuer à gouverner le Yémen. Alors, pourquoi ne s'en va-t-il pas ? C'est sa famille qui l'en empêche. Pour Kadhafi, c'est pareil, je crois : il ne gouvernera plus la Libye et chaque jour de plus qui passe prolonge l'impasse actuelle et ne fera qu'accroître le lourd tribut imposé au peuple libyen.

Ailleurs, en une phrase, tout dépendra de l'attitude des dirigeants. Qu'il y ait des manifestations comme en Tunisie et en Égypte n'est pas fatal. On peut l'éviter. Les dirigeants des autres pays peuvent conduire le changement au lieu d'en être les victimes. ●

Les mutations du marché énergétique mondial

par Nicolas Sarkis¹

Des bouleversements affectent aujourd'hui le marché énergétique mondial et auront des conséquences à moyen et à long terme. Ces bouleversements sont provoqués tout particulièrement, d'une part, par le véritable séisme politique qui secoue le monde arabe, soit le centre névralgique de la production pétrolière mondiale, et, d'autre part, par le désastre nucléaire de Fukushima. Ces deux événements semblent être d'autant plus importants qu'ils sont de nature à accélérer ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle grande « transition » énergétique. Cette transition rappelle, sous certains aspects, celle opérée il y a près d'un siècle avec le passage du charbon au pétrole comme source dominante d'énergie. À présent, la nouvelle transition dont il s'agit concerne le double passage qui marque, d'un côté, l'érosion lente, mais inéluctable, de la part du pétrole dans la consommation énergétique mondiale au profit d'autres sources d'énergie et, de l'autre, le passage des énergies fossiles et polluantes à des sources d'énergie propres et renouvelables. Tout ceci implique par ailleurs un passage bien plus rapide qu'on ne le pensait, celui d'une énergie bon marché à une énergie de plus en plus chère.

Les raisons profondes de cette évolution ont été bien résumées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui, dans un rapport récent, mettait en garde contre le fait que « le système énergétique mondial se trouve à une croisée de chemins. Les trends globaux actuels en matière d'approvisionnement et de consommation sont, de toute évidence, insoutenables. Ils le sont du point de vue environnemental, économique et social. Et ils doivent être modifiés ».

Les auteurs de ce rapport de l'AIE ne pouvaient évidemment pas prévoir les deux nouveaux et puissants facteurs de changement que nous vivons depuis quelques mois et qui donnent un grand coup d'accélérateur à la transition énergétique perceptible depuis quelques années. Ces deux facteurs auront, en effet, des incidences considérables sur le système énergétique mondial, c'est-à-dire sur l'équilibre global offre/demande, sur les prix et sur les relations producteurs/consommateurs ou, en

1. Pour des raisons professionnelles, Nicolas Sarkis n'a pas pu participer au colloque. Il a cependant accepté que nous publions l'intervention qu'il avait préparée.

d'autres termes, sur notre vie de tous les jours et sur la nature et le prix de l'énergie dont nous avons tous besoin.

Le premier de ces facteurs est le vent de révolte qui a soudainement commencé à souffler depuis le début de cette année sur les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, soit les pays qui couvrent près du tiers de la production et pas moins de la moitié des exportations pétrolières mondiales, ce à quoi s'ajoute plus d'un cinquième des exportations mondiales de gaz naturel. Le second est le désastre nucléaire de Fukushima qui remet tout naturellement en cause la part du nucléaire dans le mix énergétique mondial. Cette part a représenté, en 2009, 5,8 % de la consommation globale et il était estimé qu'elle passerait à 7,6 %, en 2035. Après la nouvelle catastrophe au Japon, cet objectif est apparemment compromis, et les regards commencent à se tourner vers d'autres sources d'énergie pour prendre la relève.

D'ores et déjà, la révolte arabe et le désastre de Fukushima se sont traduits par une forte augmentation des prix, avec un Brent qui a bondi à près de \$125/b, et ont ravivé les inquiétudes quant à la sécurité des approvisionnements énergétiques mondiaux. Certains observateurs ont même été jusqu'à évoquer le spectre d'un nouveau « choc » pétrolier. Il est encore trop tôt pour évaluer d'une manière tant soit peu précise la suite des événements. Ce que l'on peut, en revanche, dire pour le moment, c'est que, si jamais il devait y avoir un « choc », ce choc serait d'une nature bien différente de ceux qu'on a connus en 1973, 1980, 1990 ou 2008. Il est, en effet, remarquable que, bien avant les bouleversements politiques dans les pays arabes et le tsunami au Japon, les prix du pétrole étaient déjà sur un trend fortement haussier, avec un prix moyen du « panier OPEP » qui était passé de \$72,51/b en juillet à \$88,90/b en décembre 2010, soit un bond de 22,1 % en cinq mois et ce, malgré le niveau très confortable des stocks stratégiques et commerciaux dans les pays consommateurs, et en dépit des capacités de production non utilisée de quelque 5 millions de b/j dans le monde.

Cette évolution, qui a été accélérée par les révoltes arabes et le drame de Fukushima, résultait essentiellement des inquiétudes quant à l'équilibre offre/demande à long terme, ainsi que des achats massifs de « barils papier » sur les marchés boursiers. Souvent qualifiés péjorativement de « spéculatifs », ces achats traduisent la « financiarisation » du marché pétrolier, soit le fait que les « barils papier » sont devenus un actif comme les autres que les investisseurs mettent dans leur portefeuille, au même titre que l'or, les contrats à terme sur d'autres matières premières, les valeurs immobilières ou des devises fortes.

Ainsi, après avoir progressé de \$16/b entre juillet et décembre 2010, le prix moyen du « panier OPEP » a encore augmenté de \$21/b depuis le déclenchement des révoltes arabes en passant à près de \$110 en mars dernier, soit un accroissement total de 51 % par rapport au niveau de juillet 2010.

Une partie de cette augmentation, estimée à quelque \$20/b, est généralement qualifiée de « prime de la peur », appelée en principe à disparaître, partiellement du moins, quand les troubles politiques actuels dans le monde arabe auront pris fin.

Dans les années et les décennies à venir, les bouleversements que nous vivons depuis le début de l'année 2011 sont de nature à modifier le paysage et les perspectives des marchés énergétiques mondiaux, notamment dans les domaines du développement rapide des énergies renouvelables, de l'accroissement du prix de l'énergie, des nouveaux partenariats entre pays producteurs et pays consommateurs.

Coup d'accélérateur aux énergies renouvelables

Selon les estimations établies en 2010 par l'AIE, les besoins énergétiques mondiaux étaient supposés augmenter de 36,5 % sur la période 2008-2035, en passant de 12 271 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) en 2008 à 16 748 millions de tep en 2035, soit une progression moyenne de 1,2 % par an. Sur ce total, la part du pétrole enregistrerait l'accroissement le plus faible, 0,5 % par an, ce qui réduirait sa part dans le bilan énergétique mondial de 33,1 %, en 2008, à 27,8 %, en 2035, contre 48,5 %, en 1973, et 37,8 %, en 1985. La part du gaz naturel passerait, en revanche, sur la même période, de 21,1 % à 22,4 %. Quant à la part de l'énergie nucléaire, elle était supposée augmenter de 2,2 % par an pour passer à 1 273 millions de tep en 2035 (7,6 % de la consommation mondiale). Ce sont surtout les énergies renouvelables qui étaient déjà considérées comme devant bénéficier de la progression la plus rapide, à 7,9 % par an, pour passer de 0,72 % en 2008 à 4,2 % en 2035 du mix global.

Il n'est pas étonnant qu'après le désastre de Fukushima des appels soient lancés un peu partout dans le monde pour accélérer le développement des énergies propres et renouvelables au détriment du nucléaire. Un tel changement de cap signifierait un transfert massif des investissements vers le pétrole et le gaz non conventionnels et vers les énergies renouvelables. La variation d'un point de la part de chaque source d'énergie dans le mix énergétique mondial correspond, d'ici à 2035, à une variation moyenne de l'ordre de 3,2 millions de b/j de pétrole, soit plus du double de la production actuelle de l'Algérie.

Trend à la hausse des prix de l'énergie

Au-delà de leurs effets immédiats, les révoltes dans les pays arabes semblent être un nouveau facteur qui joue dans le sens de la hausse des prix du pétrole et ce, pour des raisons qui peuvent être résumées dans les points suivants :

- leurs investissements dans le secteur de l'énergie. Avant les dernières convulsions politiques, ces investissements étaient estimés à \$430 milliards sur la période 2011-2015, dont \$330 milliards pour le pétrole et le gaz naturel, et \$95 milliards pour l'électricité. Il semble à présent qu'une partie de ces investissements sera reportée ou annulée. Ceci veut dire un développement plus lent que prévu de la production et des exportations et un nouveau facteur de tension sur les prix mondiaux.

- Besoins financiers plus grands. Quelle que soit l'issue des bouleversements en cours, les politiques énergétiques et les politiques tout court des pays arabes devront forcément prendre davantage en considération les revendications socioéconomiques

des peuples de cette région. Cette orientation a déjà commencé à se manifester à travers des mesures portant sur la création de nouveaux emplois et l'allocation de dizaines de milliards de dollars à l'amélioration des conditions de vie de certaines couches de la population. Un exemple très significatif à cet égard est l'Arabie saoudite qui, comme principal pays producteur, joue un rôle déterminant dans l'évolution des prix du pétrole. Sur instructions du roi Abdallah, l'Arabie saoudite a annoncé dernièrement une série de nouvelles mesures socioéconomiques qui nécessitent des investissements de \$130 milliards. Ceci signifie que, pour équilibrer son budget, ce pays a désormais besoin d'un prix de pétrole supérieur à \$90/baril. Ce prix pourrait aller bien au-delà de \$100 ou \$120/b si, selon toute vraisemblance, des dépenses similaires étaient annoncées à partir de 2012. Ce prix à payer pour l'achat de la paix sociale conduit à un accroissement considérable des besoins financiers des pays arabes (exportateurs ou non exportateurs de pétrole) et à une tendance quasi irrésistible à couvrir ces nouveaux besoins moyennant, en tout premier lieu, une maximisation du revenu par baril exporté.

De nouveaux partenariats producteurs/consommateurs

Aucun gouvernement arabe ne peut dorénavant ignorer la vigueur avec laquelle les acteurs des révoltes arabes ont stigmatisé la corruption, le népotisme et le gaspillage des deniers publics, qui ont été parmi les grands fléaux de la région au cours des dernières décennies. Même si tout ne devait pas aller pour le mieux, il semble plus que probable que les politiques suivies à l'avenir seront plus orientées vers le développement économique de ces pays. Ceci implique de nouveaux partenariats avec les pays industrialisés, dans le cadre de relations mutuellement profitables.

Les bouleversements provoqués par les révoltes arabes et le désastre de Fukushima représentent à la fois un nouveau et grand défi et la possibilité, précieuse, de remodelage des relations entre les pays exportateurs et les pays importateurs d'énergie. C'est un grand défi dans la mesure où ces deux événements conduisent à une augmentation considérable des prix et à des ajustements majeurs dans les stratégies énergétiques portant notamment sur le développement de nouvelles sources d'énergie plus chères mais plus adaptées à la protection de l'environnement dans lequel nous vivons et que nous devons préparer pour les générations à venir. Contrairement à la quasi-totalité des crises de l'énergie des dernières décennies, les bouleversements actuels ne résultent heureusement pas d'une confrontation entre les pays exportateurs et les pays importateurs d'énergie. Ils interviennent dans un contexte et conduisent à des situations politiquement et économiquement très propices à la coopération et à des partenariats mutuellement nécessaires et mutuellement utiles entre les uns et les autres. Ces partenariats concernent, entre autres, la mise en valeur du pétrole et du gaz conventionnels et non conventionnels, ainsi que le développement de nouvelles sources renouvelables d'énergie, dont notamment l'énergie solaire.

Un très bon exemple qui illustre la complémentarité des intérêts entre les uns et les autres concerne les divers projets lancés ces dernières années pour développer l'éner-

gie solaire dans les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : Plan solaire méditerranéen, de Desertec, de Medgrid, etc. Une partie de l'énergie ainsi produite servira à couvrir les besoins domestiques et une autre partie sera exportée en Europe. Ces projets, nécessaires pour tous les pays riverains de la Méditerranée, ne peuvent être menés à bien que dans le cadre d'une coopération répondant aux intérêts de chacun. ●

Otto de Habsbourg : un souverain, un européen

par Charles Delamare

Il ne fut qu'héritier de l'empire, quand son père, Charles, devint empereur, en 1916, à la mort de son oncle François-Joseph, pendant deux ans de tragédies jusqu'à l'écroulement de la double monarchie en novembre 1918. Mais souverain il le fut, de toutes ses fibres, dans son comportement, dans son intelligence, dans son action politique, quoiqu'il n'eût jamais régné.

Par sa vie, il a donné l'exemple de ce qu'un monarque doit être, tel que l'imaginent les contes de fées et l'indéracinable ferveur populaire.

Ses premières années d'exil se passèrent dans la pauvreté et la déréliction, dans une maison humide et délabrée, aux Canaries, le retour en Autriche lui étant interdit par la nouvelle république de Vienne. Il n'en fit pas moins des études de prince destiné à régner sur un empire multinational. Il parlait couramment, outre l'allemand, le français, l'anglais, le croate, le hongrois et l'espagnol. Il avait si bien appris le latin, qu'il fut le seul, beaucoup plus tard, à pouvoir répondre dans cette langue (qui était utilisée autrefois à la Diète de Budapest) à un membre italien de l'Assemblée européenne. À la montée du nazisme, étudiant à Berlin, il fut invité par le nouveau chancelier du Reich, qui venait de prendre le pouvoir (et quel pouvoir !) en 1933. Il refusa tout net cette invitation, parce que, disait-il plus tard, il avait lu *Mein Kampf* et savait quel était le personnage qui prétendait restaurer la grandeur passée en fondant le troisième empire, le III^e Reich. Au moment de l'Anschluss, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, en mars 1938, il se mit à la disposition des autorités républicaines de Vienne pour livrer un combat, désespéré, mais qui eût peut-être changé le cours de l'Histoire, contre le pays frère certes, mais se trouvant sous la dictature des nazis. À la suite de quoi, ceux-ci le condamnèrent à mort, le premier d'une longue série !

L'exil le mena aux États-Unis où il subsista en donnant des conférences dans la province américaine. Mais son nom et sa qualité lui permirent de conseiller Roosevelt, si bien que celui-ci imposa aux Alliés, notamment aux Russes, la renaissance de l'Autriche, première victime de l'agression nazie. Beaucoup des enfants de celle-ci s'étaient distingués (si l'on peut dire) dans le mouvement créé par le Führer, né à Braunau (Haute-Autriche), mais Otto sut montrer aussi que les résistants et les

déportés, issus du pays renommé l'Ostmark pour anéantir le glorieux passé de la monarchie, étaient, en proportion, cinq fois plus nombreux que ceux de la France occupée.

À la Libération, l'ostracisme contre l'ancienne famille régnante ne fut cependant pas levé. Il fallut attendre 1966 pour qu'il lui fût permis de revenir sur la terre de ses aïeux, après avoir renoncé formellement aux prétentions de la famille. Il le fit avec une souveraine hauteur de vue, démentant par son comportement les suspicions mesquines qui dominaient encore les idées de ses interlocuteurs politiques.

Parce qu'entre-temps il était devenu un élu de la démocratie. En animant l'Union paneuropéenne, fondée dans les années 1920 par le comte Coudenhove-Kalergi, de nationalité tchèque, fils d'un diplomate autrichien et d'une dame japonaise. Cette association, la première à prôner l'intégration européenne, avait obtenu des succès prometteurs en convertissant à ses idées Stresemann et Briand. Mais ceux-ci moururent et Hitler vint ! Otto releva ce défi et renouvela l'organisation. En 1979, il fut élu, sur une liste allemande (il résida jusqu'à sa mort en Bavière, puisqu'il avait été exilé d'Autriche pendant longtemps) et devint membre actif du Parlement européen et le resta pendant trois législatures.

Cette période de la vie d'un homme déjà âgé fut la plus fructueuse. Elle permettra de le ranger parmi les « Pères fondateurs » de l'Europe, à côté de Robert Schuman et de Konrad Adenauer. Le ressort de son inlassable activité ne se trouva pas dans la nostalgie d'un empire défunt, mais au contraire dans le regret que son grand-oncle, François-Joseph, à la fin d'un règne relativement harmonieux, ne sut pas surmonter son chagrin, bien compréhensible, après l'assassinat de l'héritier du trône, à Sarajevo, en juillet 1914. Il ne fut pas capable d'empêcher le déclenchement de l'implacable mécanisme des alliances. La Première Guerre mondiale éclata sans qu'il eût fait le geste qui aurait pu suspendre le déroulement de la catastrophe, aboutissant, après sa relance en 1939, à la quasi-destruction de l'Europe.

Otto, ayant analysé cette tragédie et en ayant personnellement souffert, se consacra à la réunification de l'Europe, coupée en deux par la guerre froide, après les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale.

Jusqu'en 1989, peu de fidèles crurent en lui, son combat pour la liberté des anciennes composantes de l'Empire austro-hongrois paraissant relever plus d'une nostalgie folklorique que du réalisme politique. Il n'en continua pas moins à donner la parole aux opposants de la dictature communiste, même à ceux plus éloignés de sa tradition familiale, comme ceux des pays baltes ; il mit à leur disposition les organes de presse de l'Union paneuropéenne et surtout les colloques et les rassemblements que celle-ci organisait, principalement en Allemagne fédérale.

Il apparaissait parmi ses partisans avec une simplicité naturelle chez lui, acceptant comme un signe d'amitié, non comme un signe de supériorité, ce titre de « Kaiserliche Hoheit » dont les censeurs de Vienne non seulement le privaient, mais qui réduisaient son nom à « Mr Habsbourg ». Ce qui ne lui faisait ni chaud ni froid.

S'ils l'avaient vu dans une brasserie de Munich ou dans une fête champêtre des réfugiés sudètes, parlant aux uns et aux autres avec chaleur et intérêt, ils se seraient peut-être demandé si ce drôle de prince n'était pas un des démocrates les plus sincères de la vieille Europe ! Les dirigeants de la Hongrie, alors ramenée au modèle communiste avec la brutalité que l'on sait, ne s'y trompèrent pas. Ils le prièrent d'être leur interlocuteur secret au Parlement européen. Jamais, assura-t-il, ces bolcheviks ne le trahirent auprès de leurs patrons de Moscou.

C'est probablement en raison de cette confiance mutuelle qu'en juillet 1989 le régime de Budapest permit d'ouvrir une brèche, pendant un jour, dans le rideau de fer pour permettre à l'Union paneuropéenne d'organiser, sous la direction de la fille de Otto, Walburga, un « pique-nique paneuropéen ». Par cette ouverture inattendue, plus de six cents personnes coururent se réfugier en Autriche, où ils furent fraternellement accueillis.

Cette leçon eut un retentissement immense dans la partie de l'Europe asservie à la domination soviétique. Elle servit d'exemple aux Allemands de l'Est qui, à Prague, se réfugièrent à l'ambassade de la république de Bonn, avant de pouvoir, grâce à Genscher, passer à l'Ouest. Elle convainquit certainement Gorbatchev de l'impossibilité de retenir les États-satellites dans leur marche vers l'Europe libre. Six mois après le « pique-nique paneuropéen », le mur de Berlin tombait...

Otto, qui voyait ses prévisions, si longtemps contestées, se réaliser, redoubla d'activité. Beaucoup des participants est-européens aux rencontres organisées par lui avant 1989 occupèrent des postes stratégiques dans les nouveaux États. Ils bénéficièrent du soutien et de l'expérience de leurs collègues de l'Europe de l'Ouest. Jusqu'à sa mort, Otto s'efforça de promouvoir les nouvelles élites dans l'esprit « chrétien, démocrate et social » de la Paneuropa. Son dernier succès aura été l'accession prochaine de la Croatie à l'Union européenne.

C'est cette œuvre grandiose que des milliers de personnes ont voulu saluer au cours de l'hommage qui a été rendu à Otto, lors de son enterrement, en juillet dernier, à Vienne. Son cercueil, porté par des représentants de l'ancienne monarchie et par ses disciples de l'action paneuropéenne, traversa les rues de la vieille capitale, de la cathédrale Saint-Étienne jusqu'au tombeau des Capucins, cimetière des membres de la famille Habsbourg. À la porte de cette église modeste, le maître de cérémonie demande au moine placé derrière le portail de laisser entrer : « L'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, de Dalmatie, Croatie, Slavonie », etc. À la fin de la longue énumération, le moine dit : « Nous ne le connaissons pas ! » Devant ce refus de laisser entrer le cercueil, l'huissier reprend la parole et demande d'ouvrir la porte au « député européen, au président de Paneurope ». De nouveau le capucin répond « Nous ne le connaissons pas ! » et laisse le portail fermé. Alors l'huissier présente humblement : « Un pauvre pécheur. » La porte alors est ouverte à deux battants.

Comme nous tous, Otto de Habsbourg-Lorraine (il n'oubliait pas son origine et il

garda un fort attachement à Nancy) fut un pauvre pécheur. Il en eut toujours conscience, en catholique fervent. Sa foi l'incita à défendre toute sa vie les valeurs qui inspirent la construction européenne, cette renaissance démocratique, cet accomplissement, du vieil empire multinational. Otto de Habsbourg-Lorraine, quoiqu'il n'eût pas régné, apparaîtra dans l'Histoire comme l'un des représentants les plus éminents de cette famille, illustre depuis le VIII^e siècle.

Oui, ce fut un pauvre pécheur, mais aussi un « pécheur d'hommes ». ●

Le dictionnaire du sens interdit

COMLOT. *Sopor.* L'obsession du complot, ainsi qu'on le sait, est la marque d'un esprit réactionnaire. Le complot n'est pas le moteur de l'histoire. Ce qui fait mouvoir l'histoire, c'est connu, c'est le collier qui a permis qu'on fasse tirer la charrue par un cheval et non plus par un esclave. *Questios.* Le collier, le cheval et la charrue n'empêchent tout de même pas César de s'être fait assassiner en plein sénat romain à la suite d'un complot. *Sopor.* De là à soutenir que la Révolution de 1789 a été fomentée par un complot, il n'y a qu'un pas. Or, c'est le peuple qui a fait la Révolution. Il n'y a de complots que ceux de la réaction. *Questios.* Le 18 Brumaire ? *Sopor.* Un complot évidemment ! Pour mettre fin à la Révolution. Un complot bien sûr, comme le retour du général de Gaulle au pouvoir en mai 1958. *Questios.* L'un et l'autre ratifiés massivement par le suffrage populaire. *Sopor.* Le peuple, si on ne le tient pas à l'œil, est exposé à être populiste. *Questios.* Et toutes ces lois qui attentent à nos libertés de pensée et d'expression, qui placent les mots sous surveillance, de quels complots sont-elles le résultat ? *Sopor.* D'aucun. Ces lois ne sont que l'expression de la vigilance citoyenne. Elles protègent le peuple contre les opinions fâcheuses, donc fascistes, qui pourraient lui contaminer l'esprit. Elles font œuvre pieuse. *Questios.* Et ces idéologies aberrantes, telle celle de l'indifférenciation des sexes ou théorie du *gender*, fielleuse arnaque scientifique, authentique attentat au sens commun, qui a réussi à s'infiltrer jusque dans les programmes scolaires et qui s'étale maintenant dans les manuels de classe,

ces idéologies-là aussi font œuvre pieuse ? *Sopor.* Le sens commun est populiste. Il faut l'exterminer. *Questios.* Faites donc une expérience en milieu animal. Persuadez un coq qu'il est une poule comme une autre et que désormais il lui incombe de pondre. *Sopor.* C'est pour s'épargner des propos pareillement prud'hommesques qu'il faut des lois qui fassent taire les malfaisants de votre espèce. Un tel ton est offensant pour l'intelligence et le savoir-faire pédagogiques qui triomphent dans les manuels de l'enseignement secondaire. *Questios.* Ce qui offense l'intelligence, c'est de passer outre au fait que chacune des milliards de cellules qui composent le corps humain est sexuée (XX ou XY). *Sopor.* Il faut vraiment de nouvelles lois qui protègent les vérités d'État contre de telles insolences. *Questios.* Pour qu'en toute impunité vous fassiez avaler aux gens la matière qui sort de votre grand collecteur ? *Sopor.* C'est ça ! Et contents ou pas, il faudra bien qu'ils en bouffent, au moins chacun une part ! Et ce ne sont pas les plumitifs de votre genre qui y changeront quelque chose. Nous sommes les maîtres. L'avenir nous appartient. *Questios.* Sait-on jamais. *Sopor.* Vous pouvez ranger votre plume. Vos Mots et Humeurs ne serviront à rien. *Questios.* Au moins à ceci : à prouver au lecteur, présent et à venir, s'il y en a, que cette plume n'aura pas été au service des maîtres, ceux d'aujourd'hui non plus que ceux de demain. De votre chienlit, elle aura tenté d'arracher les masques. De vos complots sans tête et multiformes, elle n'aura pas été la complice.

André LE GALL

Il y a cinquante ans...

Le drame algérien : sept ans bientôt

La légende ne dit pas si le rocher de Sisyphe, à force de rouler au long de la pente, finit par amasser quelque mousse et par peser plus lourd. Notre rocher algérien, lui, se gonfle de mois en mois de nos désillusions et de nos morts – de nos morts communs car, sur ce plan-là, au moins, l'intégration est faite.

Sept ans bientôt. Sept ans, et en cet automne 1961, la paix apparaît, non pas plus loin, mais plus coûteuse que jamais. Peut-être y a-t-il plus de chance de « dégager » la nation d'Afrique qu'en 1956, ou qu'en 1960 : mais l'ensemble de la note à payer a-t-il déjà paru plus ruineux, sinon absurde ? [...]

Ce n'est donc pas dans l'analyse et l'évolution des rapports entre la France et le FLN que nous alimentons notre pessimisme. C'est dans la lecture des nouvelles d'Alger ou Oran, dans ce pourrissement haineux d'une société qui, fondée sur l'inégalité, s'effondre dans le racisme ; c'est aussi dans la constatation quotidienne et morose de l'avachissement de l'État français et de la substitution de l'autocratie référendaire de l'autorité démocratique (dont le régime précédent ne donnait que fugitivement l'exemple)...

Ce qui est grave, dans les débordements de violence qui ont jeté l'une contre l'autre les communautés de Bône, d'Oran et d'Alger, ce n'est pas seulement l'aspect moral et social de l'affaire, le déshonneur qui rejaillit sur le pays tout entier quand prévalent en Algérie les mœurs de l'Alabama ou de la province d'Orange en Union sud-africaine ; c'est aussi que le règlement du problème en est lourde-

ment menacé. Depuis des années, une certaine politique française s'acharne à créer une « troisième force » pour affaiblir le FLN, sinon poser un écran entre les positions françaises et le nationalisme algérien ; voilà maintenant que la « troisième force » est née : c'est l'OAS. Et bien loin de servir à diviser le FLN et le contraindre à la défensive, c'est Paris qui en est atteint, affaibli, mis en difficulté. [...]

Si harmonieux que soit en effet le plan de règlement que l'on peut dessiner à Paris ou à Tunis, si bien équilibré l'accord que sont peut-être en train d'élaborer dans un hôtel de Lausanne MM. Boulharouf et Pompidou, il faudra bien en venir à le faire appliquer à Alger. Et l'indépendance à Alger, ce n'est pas beaucoup plus réalisable aujourd'hui que l'intégration dans les Aurès il y a trois ans.

C'est sur une telle constatation que l'un des hommes qui suivent de plus près les choses algériennes se fondait pour affirmer naguère qu'entre la France et le nationalisme algérien la question n'était plus de trouver un règlement politique, mais de le faire appliquer... S'il est plus facile de taper les cinq notes d'« Algérie française » sur une casserole que faire que l'Algérie soit effectivement peuplée de Français conscients de l'être, il est évident que l'OAS dispose aujourd'hui d'une énorme complicité, qu'elle est devenue, en milieu européen, ce qu'était le FLN en milieu musulman dans les années 1956-1957, et qu'elle peut actuellement barrer, par l'émeute, voire l'assassinat, la route à toute tentative d'installer à Alger les dirigeants d'un État algérien indépendant. On paie là le prix de longues

hésitations, et de ces « incertitudes complaisantes » de l'armée et de l'administration que le général de Gaulle sut toujours mieux dénoncer que prévenir. [...]

Mais dans ce désarroi et ce pessimisme, il faut tout de même relever des raisons d'espérer. S'il est vrai que Paris et Alger ont trop longtemps laissé les activistes se servir des plus justes réflexes de conservation de la population européenne pour imposer leurs intrigues et frayer la voie à leurs ambitions, il est non moins juste de dire que le Pouvoir a enfin décidé d'assimiler la lutte contre les deux terrorismes, et accepté de se battre sur deux fronts. On peut même ajouter que dans l'esprit des dirigeants français, M. Joxe notamment, la lutte contre l'OAS et les défis

incessants qu'elle lance au gouvernement, prime actuellement toutes les autres.

La directive adressée le 23 septembre aux officiers par le général Ailleret, commandant supérieur à Alger, marque peut-être un tournant décisif de la guerre, et témoigne en tout cas d'une évolution intellectuelle qui cesse de fonder la nature du crime sur l'origine religieuse ou raciale du criminel... L'heure de l'égalité devant la loi n'est pas celle de la paix. Elle annonce pourtant la fin d'une des perversions sociales et juridiques qui sont à l'origine du conflit.

Jean LACOUTURE

France Forum, n° 35, octobre 1961

RECTIFICATIF

Les références de l'article de Etienne Borne reproduit dans la rubrique Il y a cinquante ans du n° 42 de *France Forum* étaient manquantes. Il s'agissait du n°32, d'avril-mai 1961, de *France Forum*.

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,40 € un numéro, 3,25 € deux numéros, 5,50 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

France Forum n°40 décembre 2010

VERS LA CIVILISATION MONDIALE...

Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air

par Ulrich Beck

La mondialisation, la crise et l'Europe

par Jean-Pierre Gouzy

La troisième révolution industrielle

par Charles Delamare

Le cosmopolitisme par la publicité

par Françoise Brissard

De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires

par Anne-Marie Idrac

La civilisation : idée neuve et ancienne

par Charles Dasville

La Chine, les religions et la mondialisation

par Benoît Vermander

DOSSIERS ET ÉTUDES

Les élections américaines

par Albert Kalaydjian

Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle donne ?

par Philippe Boncenne

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

L'inflation qui gonfle

par Omar Lefranc

QE2... Quelle croisière ?

par Christian Cambier

Courrier des lecteurs

par Pierre Aubenque

IL Y A CINQUANTE ANS

L'incantation de Saint-John Perse

par Georges Le Brun-Keris

CULTURE ET SOCIÉTÉ

France 1500, entre Moyen Âge et

Renaissance, exposition au Grand Palais

par Jean-Marie Bordry

The Social Network de David Fincher

par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

Why the West Rules-for now : the Patterns of History and what they Reveal about the Future de Ian Morris

par Charles Delamare

Pierre Cauchon : comment on devient le juge de Jeanne d'Arc de Jean Favier

par Albert Kalaydjian

Georges Boris. Trente ans d'influence

par Anne Laborde

Cartes sur table de Alain et Patrice Duhamel

par Jacques Mallet

Pouvoir et contre-pouvoir, à l'heure de la mondialisation de Ulrich Beck

par Charles Delamare

France Forum n°41 mars 2011

L'EURO : AVIS DE TEMPÊTE !

Histoire et évolution de l'Europe

par Albert Kalaydjian

Comment éviter la fin de l'euro ?

par Christian Saint-Étienne

L'euro peut-il survivre ?

par Yves-Marie Laulan

L'Europe après l'euro ?

d'après Markus Kerber

Union des paiements ou patrie européenne ?

par Bernd Posselt

Chine et Japon au chevet de l'euro

par Claude Meyer

Sur l'épaule des géants

par Giuseppe Sacco

Crises étroitement liées

par Philippe Marchat

Pourquoi la dette ?

par Georges Dumas

Où en est l'Europe ?

par Jean-Pierre Prévost

C'est un petit euro

par Albert Kalaydjian

L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine

par Philippe Boncenne

Souvenirs pour demain

par Jacques Mallet

DOSSIERS ET ÉTUDES

Étrange défaite, divine surprise

par Jean-Pierre Prévost

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

Courrier des lecteurs par Paul Collowald

IL Y A CINQUANTE ANS

Opinion publique, opinion française

par Jean-Pierre Prévost

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Au service des tsars, la garde impériale russe, exposition au musée de l'Armée

par Albert Kalaydjian

Le Discours d'un roi de Tom Hooper

par Jean-Marie Bordry

Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783), exposition au musée du Louvre

par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

The Go-Between. A Novel of the Kennedy Years de F. Turner

par Charles Delamare

Rémy Montagne, un démocrate-chrétien dans le siècle de M.-J. Guillaume

par Jean-Pierre Prévost

Mémoires de T. Blair

par Michel Perrodon

Écris, Charlotte ! de D. Kœchlin de Bizemont

par Charles Delamare

Alexandre I^{er}, le tsar qui vainquit Napoléon de M.-P. Rey

par Albert Kalaydjian

Le Retrait de l'État de S. Strange

par Charles Delamare

France Forum n°42 juin 2011

LA RÉVOLUTION ARABE

Quelques siècles d'empire arabe, quelques

siècles d'empire ottoman.

Quel siècle après 2011 ?

par Pierre Moussa

« Partout les mêmes revendications ; liberté et dignité », entrevue avec

Dominique Baudis

par Françoise Colin-Bertin

La Libye, l'Europe et Schengen

par Jean-Pierre Gouzy

« Pour une Communauté méditerranéenne », entrevue avec Jean-Louis Guigou

par Françoise Colin-Bertin

La révolution arabe : un nouveau 1848 ?

par Albert Kalaydjian

La liberté guide nos pas...

par Henry Laurens

L'aviation frappe en Libye

par Jean Fleury

« Le printemps arabe était imprévisible », entrevue avec Rachid Boudjedra

par Jean-Pierre Prévost

Les révolutions arabes et l'environnement géostratégique d'Israël

par Claude Goasguen

Le chemin de Damas

par Charles Dasville

Heurs et malheurs au Liban

par Albert Kalaydjian

Liban : l'oasis modèle

par Jean-Marie Daillet

DOSSIERS ET ÉTUDES

Réflexions sur le désastre japonais

par Yves-Marie Laulan

La troisième révolution industrielle (suite)

par Charles Delamare

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

Bon anniversaire !

par Jacques Mallet

Courrier des lecteurs

IL Y A CINQUANTE ANS

Le grand jeu

par Étienne Borne

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Propos d'Europe 10 – des artistes belges, exposition à la fondation Hippocrène

par Anne Laborde

Minuit à Paris de Woody Allen

par Jean-Marie Bordry

Miró sculpteur exposition au musée Maillol

par Françoise Colin-Bertin

Van Dongen, fauve, anarchiste et mondain, exposition au Musée d'art moderne de la ville de Paris
par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

Le Bourbier afghan. Comment en sortir ? de Jean Fleury

par Anne Laborde

Les 25 empires du désert de Pierre Moussa

par Charles Delamare

Hôtel Saint-Georges de Rachid Boudjedra

par Jean-Pierre Prévost

Un petit coin de paradis de Alain Minc

par Jacques Mallet

Indignez-vous ! de Stéphane Hessel

par Charles Delamare

Les Derniers Jours de François Mitterrand

de Christophe Barbier

par Albert Kalaydjian

Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou de

Jean-Pierre Rioux

par Jean-Pierre Prévost

Lettres d'un diplomate en Chine au début du

XX^e siècle de Philippe Marchat

par Charles Delamare

France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000

- N° 42 – **La Révolution arabe**
(juin 2011)
- N° 41 – **L'euro : avis de tempête !**
(mars 2011)
- N° 40 – **Vers la civilisation mondiale...**
(décembre 2010)
- N° 39 – **L'Afrique en marche**
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – **L'évaporation des citoyens**
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – **Notre Russie**
(mars 2010)
- N° 36 – **La nouvelle crise sociale**
(décembre 2009)
- N° 35 – **Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2^e partie)**
(septembre 2009)
- N° 34 – **Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1^{re} partie)**
(juin 2009)
- N° 33 – **Face à la crise**
(mars 2009)
- N° 32 – **Les médias : beaucoup de bruit pour rien**
(décembre 2008)
- N° 31 – **Les nourritures terrestres**
(septembre 2008)
- N° 30 – **Le sourd craquement d'un monde**
(juin 2008)
- N° 29 – **La dernière présidence**
(mars 2008)
- N° 28 – **Crise et tremblement**
(décembre 2007)
- N° 27 – **Le temps des contre-pouvoirs**
(septembre 2007)
- N° 26 – **La France : un coup de jeune**
(juin 2007)
- N° 25 – **Donner la parole au peuple**
(mars 2007)
- N° 24 – **L'immigration, fruit de la mondialisation**
(décembre 2006)
- N° 23 – **Un nouvel équilibre du monde**
(septembre 2006)
- N° 22 – **Le chaos institutionnel : en sortir !**
(juin 2006)
- N° 21 – **Devant nous le déluge !**
(mars 2006)
- N° 20 – **Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**
(décembre 2005)
- N° 19 – **Après le référendum : une autre Europe, une autre France**
(septembre 2005)
- N° 18 – **Oui à l'Europe**
(mai/juin 2005)
- N° 17 – **L'avenir des femmes**
(mars 2005)
- N° 16 – **La fin du social ?**
(décembre 2004)
- N° 15 – **Nouvelle Europe, nouvelle société**
(septembre 2004)
- N° 14 – **La démocratie chrétienne, une révolution**
(juin 2004)
- N° 13 – **La laïcité autrement**
(mars 2004)
- N° 12 – **L'environnement pour vivre**
(décembre 2003)
- N° 11 – **Les réformes à cloche-pied**
(Septembre 2003)
- N° 10 – **Y a-t-il une culture européenne ?**
(Juin 2003)
- N° 9 – **La modification**
(mars 2003)
- N° 8 – **Du bon usage des crises**
(décembre 2002)
- N° 6/7 – **La réforme**
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – **Crises et renouveau**
(mars 2002)
- N° 4 – **La sécurité, un combat**
(décembre 2001)
- N° 3 – **La révolution de l'euro**
(septembre 2001)
- N° 2 – **Religion et démocratie**
(juin 2001)
- N° 1 – **Le XXI^e siècle a commencé...**
(mars 2001)

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.)

Prénom

Adresse

France ➔ 40 €
➔ 48 € (soutien)
Étudiant ➔ 25 €
Étranger ➔ 44 €

(TVA : 2,10 %)

Les auteurs

Doaa Abdel-Motaal, conseiller auprès du directeur général de l'Organisation mondiale du commerce

Khaled Al Khamissi, écrivain

Kebir-Mustapha Ammi, écrivain

Abderrahim Atmoun, vice-président de la commission parlementaire mixte UE-Maroc

Bertrand Badie, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris

Joseph Bahout, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, chercheur à l'Académie diplomatique internationale

Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme

Fethi Ben Brahim, spécialiste du monde arabe

Lakhdar Brahimi, ancien secrétaire général adjoint de l'Onu et conseiller spécial auprès du secrétaire général de l'Onu, ancien ministre des Affaires étrangères algérien

Jean-Marie Cavada, député européen, vice-président et porte-parole du Nouveau Centre

Moncef Cheikh-Rouhou, professeur de finances internationales

Charles Delamare, rédacteur en chef de France Forum

Mohammed El Oifi, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

Jean-Pierre Filiu, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

François Gouyette, ambassadeur de France en Libye

Anouar Hassoune, directeur général de Real Economy Partners

Edmond Jouve, professeur émérite de l'université René Descartes, président de l'Académie centrale européenne des sciences, des arts et des lettres

Bariza Khiari, sénatrice de Paris, vice-présidente du groupe socialiste du Sénat, vice-présidente du groupe d'amitié France-Algérie au Sénat

André Le Gall, écrivain

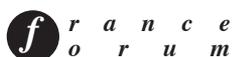
Sonia Mabrouk, journaliste à Public Sénat

Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime, conseillère régionale de Haute-Normandie, présidente du groupe d'amitié France-Égypte au Sénat

Xavier Raufier, directeur des études du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines à l'université Panthéon-Assas

Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières et président de SolarMed

Saïd Zulficar, analyste politique



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost, Raoul Delamare, Françoise Colin-Bertin, Marc Foucault** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris — Téléphone : 01 80 96 45 42 — E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert-Schuman, 93190 Livry-Gargan.

LE MONDE ARABE : NOUVEL ACTEUR DE LA MONDIALISATION ?

Présentation du colloque par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris

Première table ronde : enjeux géopolitiques par François Gouyette,
Edmond Jouve, Xavier Raufer, Saïd Zulficar, Bertrand Badie (intervention non publiée)

Deuxième table ronde : enjeux économiques par Moncef Cheikh-Rouhou,
Dooa Abdel-Motaal, Anouar Hassoune, Jean-Pierre Filiu

Troisième table ronde : enjeux de société par Mohammed El Oifi,
Khaled Al Khamissi, Kebir-Mustapha Ammi, Souhayr Belhassen

Quatrième table ronde : enjeux d'intégration par Joseph Bahout,
Jean-Marie Cavada, Catherine Morin-Desailly, Abderrahim Atmoun, Bariza Khiari

Conclusion du colloque par Lakhdar Brahimi

DOSSIERS ET ÉTUDES

Les mutations du marché énergétique mondial par Nicolas Sarkis

Otto de Habsbourg : un souverain, un européen par Charles Delamare

Sommaire détaillé page 1